

# Trudeau à Paris: la contre-scène du balcon

par Marcel PEPIN  
envoyé spécial de LA PRESSE

PARIS — A Paris, c'est la contre-scène du balcon. Autant le général de Gaulle a soigneusement calculé ses effets pour convaincre les Français et le reste du monde que le Canada était d'abord un pays anglais, autant le duo Valéry Giscard d'Estaing-Jacques Chirac s'efforce de projeter l'image d'une solide amitié France-Canada, insistant pour dire que le Canada d'aujourd'hui est un Canada qui leur plaît.

préoccupent non pas d'un Canada des rêves, mais du Canada de la réalité", déclarait le premier ministre Jacques Chirac lors du déjeuner qu'il offrait en l'honneur de M. Trudeau hier midi.

"Lorsque des parents se retrouvent, ce n'est pas seulement l'occasion d'évoquer les souvenirs ou de ressasser les traits communs, mais aussi de se découvrir tel que chacun a changé, et tel qu'il est devenu", a renchéri en soirée le président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, en accueillant M. Trudeau à l'Elysée.

"Si rien ne peut foncièrement modifier les liens qui appartiennent pour ainsi dire à l'ordre des choses, le contenu et la forme de nos relations officielles se modifient nécessairement au fur et à mesure qu'évoluent nos deux pays, conformément à leur dynamisme interne et en raison de la pression des changements extérieurs", s'empressa de préciser un Pierre Elliott Trudeau ravi de pénétrer à l'Elysée, mais désireux en même temps de s'affirmer comme le seul porte-parole autorisé de la politique canadienne à l'endroit de la France, y compris

dans les matières qui touchent d'avantage les Québécois.

**La partie belle**

M. Trudeau a la partie facile. Non seulement les Français s'empressent de souligner son caractère francophone, mais il font mine, s'ils n'y croient pas, de souscrire entièrement à son pari de construire un Canada bilingue où les Québécois seront heureux.

La France a-t-elle changé à ce point? Ses intérêts sont différents, si on en juge par le compte rendu des

discussions Trudeau-Chirac et Trudeau-Valéry Giscard d'Estaing transmis aux journalistes par l'entourage du premier ministre canadien.

Au cours de ces entretiens, en effet, il n'aurait jamais été question de relations France-Québec, non plus que des soucis de la France de protéger à sa manière la francophonie québécoise.

Plutôt, fonctionnaires et politiciens s'arrêtent à des problèmes d'ordre commercial, les Français ayant épâté leurs interlocuteurs, paraît-il, avec des

dossiers étoffés et des demandes sérieuses.

**Du charmant petit peuple, aux réserves énergiques**

Avec de Gaulle, la France a découvert le charmant petit peuple québécois. La France de Chirac et le Giscard d'Estaing est plutôt attirée par les réserves énergétiques du pays, les

Voir TRUDEAU, page A 6

Autres informations — page A 2

## la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTREAL, MARDI 22 OCTOBRE 1974, 90e ANNEE, No 252, 80 PAGES, 6 CAHIERS.

MONTREAL-METRO. 20c ABITIBI/CÔTE-NORD 25c

### METEO

Aujourd'hui: Ciel généralement clair, ventoux  
Minimum: 30° — Maximum: 55°  
Demain: Ciel variable et doux  
Détails à la page A 2

## Paul Barry, cet agent double du "busing"

par Claudette TOUGAS  
envoyée spéciale de LA PRESSE

BOSTON — Si l'armée est un jour à Boston, je démissionne et je me range à côté des miens, les Irlandais, pour poursuivre la lutte contre le "busing".

Paul Barry, responsable de la sécurité des étudiants de Boston nous fait cet aveu "parce que nous sommes étrangers".

Il a refusé jusqu'à ce jour d'accorder des entrevues à la presse américaine.

Mais il n'en peut plus: il faut qu'il parle. Parce que, lui aussi, il est un Irlandais catholique né dans South Boston (surnommé Southie) et qu'il comprend les sentiments des Blancs à l'endroit des Noirs.

Qui devinerait que cet homme, célibataire, beau garçon genre playboy dans la trentaine qui conduit une voiture sport de l'année, vit dans un confortable town-house du vieux quartier Charlestown et assiste, imperturbable, aux déplacements des centaines de policiers casqués, en moto et à pied lors de la rentrée et la sortie des étudiants noirs, pense ainsi?

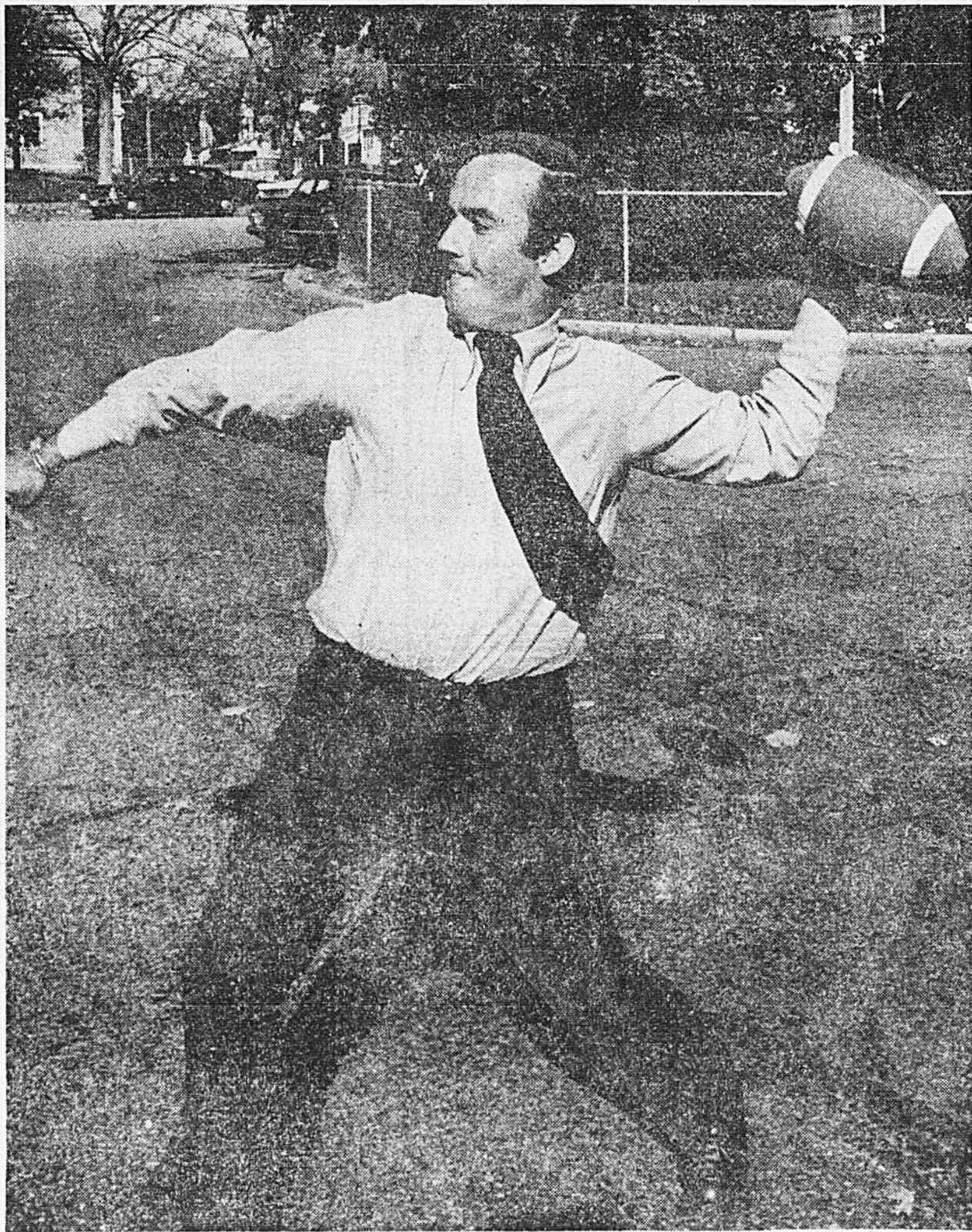
"Je ne sais pas si je pourrais continuer longtemps à jouer ce double-jeu: protéger des Noirs contre les attaques possibles d'Irlandais, et être, dans mon cœur, avec les Blancs."

Paul Barry parle avec une émotion à peine contenue dans la voix et le regard: "Je suis né à South Boston. Mon père était un simple ouvrier."

"Il a trimé dur toute sa vie pour élever ses huit enfants, et souvent ma mère devait mettre de l'eau pour allonger le lait et de la mie de pain dans la viande à hamburger pour que ça en fasse plus."

"Nous étions des Irlandais catho-

Voir AGENT, page A 6



En attendant que les policiers arrivent et s'installent tout autour du Hyde Park High School, à Boston, Paul Barry fait de l'exercice. Quelques heures plus tard, il dira que le "busing" est un ballon politique avec lequel "s'amuse" les dirigeants de l'Etat du Massachusetts, au détriment des "petits", qui le subissent.

## \$75,000 à cinq durs du "791" en prison

par Yves LECLERC

Le local 791 de l'Union des opérateurs de machinerie lourde du Québec a payé, "à titre d'indemnité de départ et de secours", \$65,000 à cinq de ses membres condamnés à trois ans de prison pour assaut contre des syndiqués de la CSN, ainsi qu'un \$10,000 supplémentaire à quatre d'entre eux "pour ne pas qu'ils reviennent dans la construction par la suite".

C'est ce qu'a affirmé devant la Commission Cliche le gérant d'affaires du local, M. Robert Meloche, dans un témoignage marqué d'incertitudes, d'hésitations et même de contradictions dont une l'oppose carrément à un rapport officiel de la Gendarmerie royale.

M. Meloche, qui a réclamé la protection de la Commission et fait appel à plusieurs reprises à son avocat Me Lucien Dansereau, a par ailleurs nié qu'une somme de \$30,000 ait été remise dans des circonstances similaires à l'agent d'affaires Yvon Duhamel, responsable du saccage du chantier LG-2 de la baie James.

M. Duhamel, a-t-il dit, n'a reçu que \$14,000 pour payer ses frais d'avocat, et son salaire lui a été payé tant qu'il n'a pas été reconnu coupable, ainsi que le voulaient des résolutions adoptées par les membres du syndicat.

Le témoin a nié avoir recommandé à la Gendarmerie royale du Canada que son ex-second René Mantha (actuellement au Zaïre) reçoive un pardon du Cabinet fédéral; pourtant, le rapport du constable Charles Lemay

de la GRC déposé en preuve à la Commission affirme que "M. Robert Meloche... fut l'employeur du requérant pendant cinq ans, le requérant serait réengageable, le recommander, source fiable."

D'autre part, un autre auteur des "références" citées au dossier, Me Michel Décarie, procureur de la FTQ, précise que lui non plus n'a pas recommandé Mantha, et que sa conversation avec l'agent de la GRC s'était limitée à confirmer certains points de la demande de pardon qu'il avait rédigée à titre d'avocat de Mantha.

Enfin, la liste de cinq références donnée sur le rapport ne concorde que dans un seul cas avec celle de sept répondants dont LA PRESSE avait appris en partie le contenu plus tôt d'une autre source. Il semble donc qu'il existe deux listes distinctes, celle du constable Lemay et une seconde qui est gardée secrète à Ottawa tant que la décision du Cabinet n'est pas prise sur la demande de pardon; cette deuxième liste contiendrait les noms de deux députés, mais pas celui de Robert Meloche.

### Le partage

Poursuivant son témoignage, celui-ci a précisé que les \$65,000 donnés par le local 791 aux "cinq de Mirabel" auraient été divisés comme suit: \$15,000

Voir DURS, page A 6

La construction au-delà de l'enquête

— page A 5

## AUJOURD'HUI

### HEBDO-ECONOMIE

- Le CN lance sa révolution tranquille
- Création d'une Bourse d'hypothèques
- Ottawa préférerait des étrangers à Soquip
- L'inflation gruge 60% des augmentations de salaire
- Freinage du programme d'expansion nucléaire américain
- Performances

— Cahier C

## SOMMAIRE

Alimentation: A 10  
Arts et spectacles: C 11 à C 14  
Bandes dessinées: E 2  
Cinéma: C 13  
Décès, naissances, ect.: F 2, F 3  
Economie: C 1 à C 10  
Editorial: A 4  
Etes-vous observateur?: E 2  
Horoscope: B 7  
Informations étrangères: F 1  
Les maux de notre langue: C 9  
L'auto: D 8, D 9  
Loisirs et récréation: E 2  
Médecine d'aujourd'hui: B 6  
Mon Oeil sur Montréal: B 2  
"Mot-mystère": E 2  
Mots croisés: F 9  
PAPILLON: E 7  
Petites annonces: E 3 à E 7, F 2 à F 13  
Radio et télévision: A 11  
Sports: D 1 à D 7, D 14, D 15  
Vivre aujourd'hui: B 2 à B 7

## Les quartiers naturels Côte-des-Neiges et Snowdon

Côte-des-Neiges, regroupé essentiellement autour de l'Université de Montréal et des vestiges du "vieux village" de Notre-Dame-des-Neiges, et Snowdon, dont la saveur anglophone et judaïque s'accroît à mesure que l'on s'éloigne de l'avenue Côte-des-Neiges en direction de l'ouest, appartiennent à un secteur limité de façon générale par les municipalités d'Outremont et Hampstead, la rue Jean-Talon et le Centre-Ville.

Lysiane Gagnon, qui nous entretient aujourd'hui de ce secteur, y distingue en fait trois "quartiers" en perpétuel flottement: le "vieux village" délimité par la politique de grandeur de l'Université de Montréal et l'appât au profit des constructeurs de conciergeries anonymes comme le Rockhill; le Snowdon des parvenus, véritable "porte d'entrée vers l'ouest de l'île de Montréal"; et, au nord, le mariage de ces deux quartiers en un seul: le monde cosmopolite des Néo-Québécois, vivant en mini-ghettos et donnant au quartier un caractère universel plus réel que celui de Terre des Hommes.

Un secteur fait d'étranges contrastes: forte concentration d'hôpitaux, de cliniques médicales, de collèges privés et publics, d'étudiants et d'intellectuels, mais, hormis le Parc Kent, aucune piscine, aucun tennis, aucune bibliothèque ni arène publics. Alors que le secteur regorge d'équipements sportifs privés — Université de Montréal, Collège Jean-de-Brébeuf et Centre Notre-Dame.

— pages A 8 et A 9

## Déçu, Dupuis quitte la politique pour de bon

M. Yvon Dupuis, chef du Ralliement créditiste défait dans la circonscription de Saint-Jean aux dernières élections provinciales alors que son parti échappait de justesse à l'élimination, a démissionné hier de son poste de chef du Parti présidentiel, formation politique qu'il avait mise sur pied au début de l'année à la suite d'un schisme qui avait entraîné le départ de MM. Fabien Roy et Camil Samson du Ralliement créditiste.

En annonçant hier soir, devant un groupe de militants montréalais du PP, sa "décision irrévocable prise après plusieurs semaines de réflexion et de multiples consultations auprès de parents et amis", M. Dupuis a

précisé qu'il se retirait définitivement de la politique active et qu'il entendait se consacrer entièrement à ses "affaires personnelles et familiales".

Dans sa lettre de démission adressée vendredi au président du PP, M. Yvon Brochu, et rendue publique hier soir, M. Dupuis recommande à l'exécutif de désigner un chef intérimaire jusqu'à la tenue d'un congrès de leadership pour lui choisir un successeur.

M. Dupuis donne, dans cette lettre de quatre pages, son analyse de la défaite créditiste d'octobre 1973.

Il s'agissait d'abord, dit-il, d'élections précipitées, tenues un an trop

Voir DUPUIS, page A 2



Yvon Dupuis

## Les billets des Jeux, de \$2 à \$40

par Guy PINARD  
envoyé spécial de LA PRESSE

VIENNE — Le Comité organisateur des Jeux olympiques mettra en vente, à partir de janvier 1975, quelque quatre millions de billets dont les prix varieront de \$2 à \$40. Par ailleurs, les Canadiens pourront se procurer jusqu'à 65 p. cent du total des billets vendus par tirage selon un système s'apparentant à celui des loteries.

S'il est intéressant de noter que le COJO a favorisé le Canada dans l'établissement du partage des billets de par le monde entier à partir de sept critères bien déterminés, il faut aussi mentionner que les meilleurs spectacles seront presque inabordable pour le citoyen défavorisé.

En effet, l'échelle des prix pour les

finale des disciplines les plus populaires varie de \$12 à \$24 pour les places assises, tandis que les places debout se vendront \$8. Ces disciplines sont évidemment la natation, la gymnastique, l'athlétisme et la boxe.

Mais, les billets atteindront \$32 pour la dernière journée d'athlétisme. Les billets les moins chers, à \$2, sont pour des disciplines qui de toute façon ne jouissent pas de la faveur populaire, et plus souvent qu'autrement pour des épreuves éliminatoires.

Comme il fallait s'y attendre, ce sont les billets des cérémonies d'ouverture et de clôture qui atteignent les plus hauts sommets, soit \$40. La place la moins chère se vendra \$8. Compte tenu de la grande demande pour ces billets, il faut s'attendre à ce

qu'ils valent aisément \$100, sinon plus, à la porte du stade olympique le 17 juillet 1976.

### Compte tenu de l'inflation...

Le vice-président directeur général, M. Simon St-Pierre, ne croit pas que le coût moyen des billets, \$6, soit exagéré. Il souligne que, par exemple, la place aux cérémonies d'ouverture de Munich se vendait 100 marks ou \$33 à l'époque. Compte tenu de l'inflation, fait-il remarquer, cette augmentation est tout à fait normale. On peut cependant se demander s'il est juste de comparer la situation de Munich avec celle de Montréal.

D'ailleurs, le coût élevé des billets paraît récent. Dans le rapport de Viège, au chapitre du budget global,

on parle toujours de \$9.5 millions en revenus, alors que plus loin, dans la déclaration, on parle plutôt de \$15 millions comme revenus.

Sur le plan du partage, M. St-Pierre se dit très heureux de voir que les Canadiens pourront s'approprier jusqu'à 2.6 millions de billets. Le COJO voulait de cette façon témoigner en quelque sorte sa gratitude envers les Canadiens qui encouragent de façon aussi spectaculaire le financement des Jeux.

M. St-Pierre précise que le mécanisme de partage en territoire canadien n'est pas encore définitif. Cependant, LA PRESSE apprendra la semaine dernière que la moitié de ces billets au moins, soit 1.3 million, seront réservés aux Montréalais.

Même si le pourcentage des billets réservés aux Canadiens est élevé, il ne satisfait certes pas la demande surtout pour les événements les plus populaires et aussi les plus chers, faut-il le préciser.

Devant cette situation, le COJO a décidé de recourir à un système de loterie. A partir d'avril 1975 (il est inutile de le faire avant), tous les intéressés pourront écrire pour inscrire leur nom dans un ordinateur. Les chanceux recevront alors des titres provisoires qu'ils pourront échanger

Voir BILLETS, page A 6

Le COJO rassure le CIO quant à son financement

— page B 1

# Le Canada compte sur la France pour accéder à l'Europe

par Donat VALOIS

PARIS (PC) — Les francophones et les francophiles canadiens se réjouiront sûrement de l'aveu fait, lundi à Paris, par leur premier ministre, M. Trudeau, soit que c'est sur la France, non sur d'autres pays, ni même l'Angleterre, que le Canada compte actuellement pour se "faire ouvrir la porte de l'Europe", c'est-à-dire celle de la Communauté économique européenne.

M. Trudeau, arrivé en visite officielle dans la capitale française, quelques heures plus tôt, a donné cette précision à sa sortie de l'hôtel Matignon, où il venait de s'entretenir durant plus d'une heure avec son homologue français, M. Jacques Chirac.

A un journaliste qui lui demandait s'il comptait particulièrement sur la France "pour ouvrir la porte de l'Europe", le premier ministre canadien a répliqué:

"Oui, pour deux raisons. Raison culturelle: le Canada est un pays bilingue, un pays qui a besoin de s'appuyer sur la France pour maintenir son identité du fait français et, également, parce que la France est un pays qui, dans le domaine technique, dans le domaine économique et dans le domaine social, est à la pointe des événements. C'est très important pour nous d'avoir des relations bilatérales excellentes avec la France."

### Liens

Plus tard, en réponse à un journaliste qui lui demandait "si l'Angleterre pourrait aider le Canada à resserrer ses liens avec l'Europe", M. Trudeau a répliqué que ça dépendrait de sa propre position. Il faudra demander au nouveau gouvernement quelle est sa position vis-à-vis l'Europe.

M. Trudeau ajoutait que, dans les années passées, le Canada n'avait jamais fait obstacle à ce que l'Angleterre entre dans le Marché commun.

Il y a quelques mois, le gouvernement Trudeau a saisi la CEE

d'un projet de traité commercial entre le Canada et les pays membres de la communauté. Ce projet fait actuellement l'objet d'étude de la part du conseil des ministres de la CEE.

D'autre part, M. Trudeau a souligné que le Canada était fermement décidé à intensifier ses relations avec l'Europe. "Nous voulons faire contrepois aux Etats-Unis. Cette présence massive sur le plan financier, économique, culturel nous incite à trouver un contrepois, a-t-il dit. L'Europe avec laquelle nous avons des liens historiques et des liens économiques est un partenaire idéal, alors que nous parlons à l'Europe, soit à la communauté, mais nous parlons simultanément à chacun des partenaires."

M. Trudeau a aussi reconnu que le niveau des échanges commerciaux entre la France et le Canada n'était pas suffisamment élevé et que M. Chirac et lui-même étaient résolus de faire en sorte qu'ils se développent à l'avenir à un rythme plus accéléré.

En 1973, moins de un pour cent des importations françaises provenaient du Canada, tandis qu'un peu plus de un pour cent des achats canadiens faits à l'étranger étaient français.

Au cours d'une émission d'une heure à la télévision française, M. Trudeau devait déclarer que le commerce entre les deux pays était "absurde, inexistant".

Aujourd'hui, M. Trudeau aura d'autres entretiens avec MM. Giscard d'Estaing et Chirac, sera reçu par les autorités de l'hôtel de ville de Paris et ceux de la Sorbonne, où il prononcera une allocution fort importante, prétend-on.

En matinée, il se rendra à l'Arc de Triomphe déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu.

Mercredi matin, il rencontrera la presse avant de poursuivre son voyage européen à Bruxelles où il rencontrera, jeudi et vendredi, les dirigeants du gouvernement belge, ceux de la Communauté économique européenne et de l'OTAN.



Dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue présentement en France, le Premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, s'est entretenu hier à l'Elysée avec le président Valéry Giscard d'Estaing.

## Economies draconiennes

# L'armée fonctionne au ralenti

OTTAWA (PC) — Les forces armées canadiennes ont pratiquement annulé toutes leurs opérations pour les prochains mois, en attendant que le gouvernement fédéral décide de quelle fa-

çon et à quels postes il réduira les budgets de la défense.

Toutes les opérations qui ne sont pas absolument essentielles ont été annulées. Les vaisseaux demeureront

à quai plus longtemps que d'habitude, les avions voleront moins et les camions demeureront sur leurs aires de stationnement.

Les manœuvres prévues dans les Caraïbes et à l'intérieur du cercle arctique ont été annulées également.

Un informateur a déclaré que, d'ici le mois d'avril prochain, nombreux seront les militaires canadiens qui devront se contenter de s'asseoir et d'admirer par les fenêtres l'équipement qu'ils ne peuvent utiliser, en se demandant si la modernisation de l'armée canadienne sera un jour réalisée.

Il est déjà certain qu'à son retour de Chypre, en décembre prochain, le Régiment aéroporté d'Edmonton ne pourra même plus s'entraîner au saut en parachute.

Les vaisseaux et les avions seront utilisés au minimum, afin d'assurer la sécurité du pays. Les dépenses pour le remplacement du matériel usé, dont de nombreux camions utilisés depuis parfois 20 ans, ont été remises à plus tard.

L'emploi de personnel civil, qui touche quelque 8.000 personnes habituellement, doit être coupé substantiellement.

Ces réductions seront maintenues aussi longtemps que le gouvernement n'aura pas déposé son budget pour l'exercice fiscal 75-76.

D'ici là, le gouvernement devra décider quelles sommes seront consacrées à une armée d'élite que le ministre James Richardson de la Défense croit être réduite en importance, mais mieux équipée.

Les militaires, parfois, se gaussent en discutant de certaines des restrictions imposées. On affirme même que les réservoirs de carburant de réserve risquent de se vider avant avril prochain. On affirme qu'aucune armée au monde ne peut opérer de façon aussi restrictive longtemps.

Ces réductions font suite à une coupure de quelque \$98 millions dans le budget de l'armée, approuvée par le général J. A. Destraze, chef d'état-major. Le gouvernement a permis aux dépenses de la Défense de grimper à \$2,5 milliards cette année, de \$2,36 milliards l'an dernier, mais quelque \$500 millions de ces argent ont été dépensés à titre d'allocations de vie chère au personnel civil et militaire de la défense.

## LA METÉO

Une crête de haute pression apportera du temps généralement ensoleillé sur le Saint-Laurent, aujourd'hui. Les températures reviendront à la normale saisonnière à la suite d'un flux d'air du Sud qui se rapproche de nos régions. Demain, le Bas-du-Fleuve sera probablement nuageux, mais le temps restera doux.

### à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum : 30 — Maximum : 55 Ciel généralement clair, venteux par moments	Ciel variable et doux

### au Québec

REGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Saint-Maurice	25	45	Gén. nuageux, venteux	Ciel variable et doux
Outaouais	30	55	Ciel gén. clair, venteux	Ciel variable et doux
Laurentides	30	55	Ciel gén. clair, venteux	Ciel variable et doux
Cantons de l'Est	30	55	Ciel gén. clair, venteux	Ciel variable et doux
Québec	30	55	Ciel gén. clair, venteux	Ciel variable et doux
Rimouski	25	45	Ensol. avec pass. nuag.	Généralement nuageux
Lac-Saint-Jean	25	45	Gén. nuageux, venteux	Ciel variable
Baie-Comeau	25	45	Ensol. avec pass. nuag.	Généralement nuageux
Sept-Îles	25	45	Ensol. avec pass. nuag.	Généralement nuageux
Gaspé	25	45	Ensol. avec pass. nuag.	Généralement nuageux

### au Canada

AUJOURD'HUI	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Ensoleillé	Vancouver 35 55
Alberta	Ensoleillé	Edmonton 30 50
Saskatchewan	Ensoleillé	Regina — —
Manitoba	Nuageux	Winnipeg 35 50
Ontario	Ensoleillé	Toronto 35 60
Nouveau-Brunswick	Ensoleillé	Fredericton 20 45
Nouvelle-Écosse	Ensoleillé	Halifax 25 45
Ile-du-Prince-Édouard	Ensoleillé	Charlottetown 25 40
Terre-Neuve	Nuageux	Saint-Jean 35 40

(Ces chiffres indiquent le maximum enregistré hier et le minimum la nuit dernière.)

## Montréal et Québec: les moins touchées par l'inflation en septembre

par Daniel MARSOLAIS de notre bureau d'Ottawa.

OTTAWA — Les villes de Montréal et de Québec sont les agglomérations urbaines canadiennes qui ont le moins souffert de l'augmentation des prix à la consommation au cours du dernier mois écoulé.

C'est ce que révèle Statistique Canada dans la dernière livraison de son bulletin mensuel, lequel est consacré à l'analyse de l'indice des prix à la consommation dans les 12 plus importantes villes du Canada.

La tornade inflationniste a surtout

fait des ravages dans la ville de Winnipeg où l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1 p. cent par rapport au mois d'août 1974, soit l'augmentation la plus élevée dans tout le Canada urbain. Dans les autres villes, à l'exception de Montréal et de Québec, la hausse a varié entre 0,4 p. cent et 0,9 p. cent.

La métropole canadienne et la vieille capitale ont de leur côté enregistré une augmentation identique de 0,1 p. cent.

À Montréal, c'est la diminution de l'indice des aliments (une baisse de 1,1 p. cent) par suite des diminutions

du prix du boeuf, des produits frais et des oeufs qui a pondéré l'indice général des prix. Dans tous les autres secteurs, en effet, l'indice des prix était à la hausse. On a ainsi observé des hausses pour la plupart des autres articles d'alimentation, y compris les repas pris au restaurant.

L'indice des prix à l'habitation a augmenté de 0,8 p. cent, l'indice de l'habillement de 0,9 p. cent, ceux de l'hygiène et des soins personnels de 0,3 p. cent, et enfin les indices des loisirs ainsi que des tabacs et alcools ont respectivement connu des hausses de 0,2 et 0,6 p. cent.

### À Québec

À Québec, par ailleurs, l'indice des aliments a baissé de 1,3 p. cent alors que tous les autres secteurs subissaient une hausse.

À l'échelle du Canada, l'indice des aliments a augmenté dans huit agglomérations et a baissé dans quatre autres, soit Montréal, Québec, Ottawa et Edmonton-Calgary. Les prix étaient généralement plus élevés dans tous les secteurs de l'industrie alimentaire à l'exception du boeuf, des produits frais et des oeufs.

Dans toutes les villes du Canada, les indices de l'habitation, de l'habillement, de l'hygiène et des soins personnels de même que les loisirs ont connu des hausses variables.

Ces augmentations résultent de la hausse du coût des logements, des prix des meubles et des appareils ménagers, des revêtements de sol et des articles ménagers.

Signalons enfin que même si Montréal a été plus ou moins épargnée en septembre 1974 par rapport aux autres villes canadiennes, il n'en demeure pas moins qu'en pourcentage, les variations de l'indice de prix à l'alimentation entre septembre 1973 et septembre 1974 ont été les plus hautes au Canada avec 15,5 p. cent. Vancouver est ex aequo avec le même pourcentage. La ville de Québec vient au troisième rang avec une variation centuelle de 14,3 p. cent.

## en bref

### Le sommet sur l'inflation

OTTAWA — Les négociations que le fédéral aura prochainement avec les provinces sur le problème de l'inflation permettront la mise en vigueur d'une véritable politique nationale contre l'inflation, déclare M. Mitchell Sharp, qui, en l'absence de M. Trudeau, remplit les fonctions de premier ministre au pays. Une conférence au sommet sur l'inflation doit avoir lieu le 30 octobre. Elle réunira le premier ministre Trudeau et les dix premiers ministres provinciaux.

### Aide aux sinistrés

OTTAWA — Le gouvernement fédéral est disposé à venir en aide aux personnes sinistrées des Maritimes où une violente tempête soufflée par un vent de 115 milles à l'heure s'est abattue en fin de semaine.

Les gouvernements provinciaux n'avaient cependant pas encore adressé de demande d'aide à Ottawa, hier après-midi, a indiqué le premier ministre par intérim, M. Mitchell Sharp, en réponse à des questions du chef de l'Opposition, M. Stanfield.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances, M. Jack Cullen, a précisé que les dégâts matériels en Nouvelle-Écosse se chiffraient dans les environs de \$800.000 et on étudie la part que chaque niveau de gouvernement paierait pour dédommager les habitants touchés par la tempête.

### Chavez ne viendra pas

OTTAWA — Le président des Travailleurs agricoles unis, M. César Chavez, ne viendra pas au Canada du 22 octobre au 12 novembre pour cause de maladie.

Le leader syndical, qui devait entreprendre une tournée canadienne à compter d'aujourd'hui, est entré dans un hôpital du nord de la Californie, souffrant de douleurs aiguës au dos et d'un épuisement extrême, signale un communiqué du Congrès du Travail du Canada, qui avait organisé la série de conférences.

Cependant, si la tournée a dû être remise à l'année prochaine, certaines manifestations auront lieu tout de même avec la participation d'autres responsables des TAU.

### Graftey serait candidat à la direction du PC

M. Heward Graftey, député de Brôme-Missisquoi aux Communes, songe sérieusement à se présenter à la direction du Parti conservateur.

C'est ce qu'il a déclaré hier au cours d'une entrevue sur les ondes de la station CKAC, à Montréal. M. Graftey a précisé qu'il avait déjà autorisé la tenue d'un sondage à travers tout le Canada afin de vérifier ses chances de succéder à M. Robert Stanfield.

## la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 700, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. "Coursier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400". Port de retour garanti.

<b>TARIFS D'ABONNEMENTS</b>		<b>INFORMATION GÉNÉRALE</b>	<b>874-7272</b>
Livraison à domicile:	Lundi au samedi \$1.15	REDACTION	<b>874-7070</b>
Lundi au vendredi	\$1.00	EDITORIAL	<b>874-7030</b>
Samedi seulement	0.35	PROMOTION	<b>874-7100</b>
<b>ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE</b>		RELATIONS DE TRAVAIL	<b>874-7383</b>
Nombre de semaines		<b>PETITES ANNONCES</b>	
par porteur:	13 26 52	Commandes	<b>874-7111</b>
Lundi au samedi	\$13.80 \$27.60 \$55.20	du lundi au vendredi: 9h à 17h	
Lundi au vendredi	12.00 24.00 48.00	Pour changer ou annuler	<b>874-7205</b>
Samedi seulement*	9.10 18.20	du lundi au vendredi: 9h à 16.30h	
par courrier:		<b>GRANDES ANNONCES</b>	
Lundi au samedi	\$26.00 \$52.00 \$104.00	Détailants	<b>874-7300</b>
Lundi au vendredi	19.50 39.00 78.00	National, Télé-Presse, Vacances, voyages	<b>874-7306</b>
Samedi seulement	9.10 18.20 36.40	Carrières et professions, nominations	<b>874-7320</b>
* Minimum de 26 semaines		<b>COMPTABILITÉ</b>	
Côte-Nord, par avion, 0.40c		Grandes annonces	<b>874-6892</b>
Pour tout genre d'abonnement, nos bureaux sont ouverts de 8h à 19h 30 (Samedi: 8h à 16h).		Petites annonces	<b>874-6901</b>
874-6911			



## C'était un accident...

Parce que la lutte à la pollution mobilise de plus en plus de citoyens, le spectacle d'une cheminée vomissant pendant des heures dans le ciel de Montréal des nuages de fumée noire ne passe plus inaperçu et suscite illico des commentaires peu flatteurs. De nombreux Montréalais du centre-ville ont vu, hier, entre 9 h et 10 h, la cheminée du 1250 Saint-Alexandre cracher des torrents de fumée noire et exprimé ouvertement leur mépris. Le service de l'assainissement de l'air de la CUM a pour sa part dépêché un inspecteur. Venu demander des explications, le reporter de La Presse s'est d'abord vu reprocher sa curiosité, mais finalement, on lui a expliqué que l'incident était accidentel...

photo (Michel Gravel), LA PRESSE

## Les pompiers mis à pied sont rappelés

Le service d'incendie de la ville de Montréal a commencé, hier, à rappeler les 400 pompiers qui avaient été mis à pied depuis quelques semaines. Au fur et à mesure que leur quart de travail arrive, les pompiers touchés sont invités à reprendre leurs fonctions. A la fin de la semaine, s'il n'y a aucun changement, il ne restera sans travail que les pompiers en vacances qu'on a été incapable de joindre. Les dirigeants de l'Association des pompiers de Montréal s'expliquent mal cette volte-face des autorités du service d'incendie. "La semaine dernière encore, a expliqué l'un d'eux, d'autres pompiers étaient mis à pied de façon temporaire. Tout à coup, on décide de les rappeler."

Par ailleurs, tous les pompiers en congé sont convoqués ce soir pour une importante assemblée syndicale qui se déroulera au collège Edouard-Montpetit, 6200 rue Boyce, à compter de 20 h 15. Le huis-clos a été décrété parce que les dirigeants syndicaux auraient d'importantes choses à dire à leurs collègues. Il serait notamment question des incendies qui ont éclaté dans les casernes depuis le début du conflit. Une centaine de pompiers doivent comparaître, demain et jeudi, devant le commissaire aux incendies. S'il y a des pompiers qui sont impliqués dans ces incendies, ils n'auront pas le support de leur association syndicale.

## Laval sert un ultimatum à ses policiers

par Jean-Paul CHARBONNEAU  
"Le maire va continuer de prendre ses responsabilités et la ville va prendre toutes les mesures pour que la protection des citoyens soit assurée et pour empêcher l'insubordination. Le petit groupe de policiers qui a choisi d'être éfrontement insubordonné ne gagnera rien de cette façon." Ces propos ont été tenus, hier, par le maire de Laval, le Dr Lucien Paiement, qui a également fait savoir que la ville avait formulé une offre finale aux policiers. L'administration municipale est prête à donner, pour cette année, \$12,650 aux policiers et, à compter de février prochain, \$13,535. Au cours d'une conférence de presse, le maire Paiement s'en est violemment pris au président de la Fraternité des policiers, M. André Nadon.

Au cours de sa rencontre avec les journalistes à l'Hôtel de ville, le maire Paiement a également déclaré qu'il avait rencontré M. Nadon, samedi le 12 octobre, pour l'inciter à formuler une contre-proposition. "Ce qu'il fit vendredi le 18 octobre. Cette contre-proposition maintient à toute fin utile la demande du syndicat. Ce fut une contre-proposition qui n'en fut pas une en réalité", de préciser le premier magistrat. Le coût de la "Pour être en mesure de prendre une position, la ville a évalué le coût total des demandes syndicales. D'après l'administration municipale il en coûterait \$3 millions pour accéder à la demande des policiers. Cette somme, a expliqué le maire, doublerait presque le budget de la police, sans augmenter d'aucune façon la qualité du service que la population recevrait. "L'offre de la Ville est finale. Pour la formuler, nous avons tenu compte de la capacité de payer du contribuable, de l'influence de l'inflation sur le budget municipal et d'une équité entre tous les groupes d'employés de la Ville", d'ajouter M. Paiement. Le maire de Laval a également dit que l'administration municipale ne cherchait pas d'affrontement avec les policiers et qu'elle ne maintenait pas sa position pour le seul désir d'avoir raison.

## Granby: on demandera au tribunal d'ordonner l'expulsion des détenus

par Rejean TREMBLAY  
Le conseil municipal de Granby a résolu de demander une injonction interlocutoire qui forcerait les détenus résidant actuellement à la maison de transition des soeurs Auxiliatrices du Purgatoire, à déménager leurs pénates ailleurs ou à retourner en prison. Le maire de Granby, M. Paul-O. Trépanier, en plus de qualifier cette résolution de "geste ignoble et ignominieux" a annoncé sa ferme intention d'opposer son droit de veto à une telle résolution. Le maire Trépanier jouit d'un délai de 96 heures pour prendre une telle décision. Le veto serait valable jusqu'à la prochaine assemblée du conseil, le 4 novembre prochain. De plus, le maire Trépanier a an-

noncé qu'il soumettrait cette pénible affaire à la Commission municipale dont le rôle, à son avis, est de faire respecter la loi et le bon ordre dans les municipalités. "Cette résolution ne respecte pas l'esprit de la loi des cités et villes, ne respecte pas le bon ordre, ne respecte pas la décence la plus élémentaire... Elle porte atteinte au droit humain de nos frères détenus, hommes comme nous," a ajouté M. Trépanier devant une foule d'une centaine de personnes partagées entre les conseillers Alain Guay et Claude Robidoux, qui s'étaient faits les défenseurs de la proposition, et le maire Trépanier. De la provocation Dans leur argumentation, les con-

seillers Guay et Robidoux ont allégué que le fait d'avoir admis dernièrement deux détenus supplémentaires à la maison de transition constituait de la pure provocation. Ils ont également repris l'argument des mères inquiètes qui n'osent plus dormir la nuit de crainte d'être attaquées par les détenus qui dorment chez les bonnes soeurs. A ces arguments, le président de la corporation Le Joins-Toi a riposté en appelant que les conseillers "récalcitrants" avaient déjà décidé de demander une injonction le 7 octobre dernier, avant même que deux autres détenus n'aient rejoint leurs collè-

gues "en pension" depuis quelques mois déjà. Le conseil municipal (7 conseillers sur 8) a demandé cette injonction afin de faire évacuer la maison de transition avant que la Cour supérieure ne se prononce sur le refus de la ville d'accorder un permis, ce qui pourrait prendre encore quelques mois. Enfin, à l'appui de sa thèse, le maire Trépanier a souligné qu'une lettre du solliciteur général du Canada qu'il a d'ailleurs lue en public hier soir, précisait qu'il existait plus de 200 maisons de transition au Canada.

**André Talbot**  
**OPTICIEN D'ORDONNANCES**  
7168, ST-HUBERT, MTI Tel. 271-4868

**FUTURIC**  
Dimension du bureau 60" x 30"  
Tiroir du centre bloqué tous les autres  
Plaine suspension sur rails métalliques  
\$189  
Tous ces avantages pour seulement \$189, seul FUTURIC vous les offre... comparez avec soin!  
Gamme complète de mobilier de bureau, de lampes et d'accessoires A PRIX MODIQUES  
**LIVRAISON IMMÉDIATE**  
Demandez notre nouveau catalogue de 40 pages pleinement illustré  
Vaste stationnement gratuit  
Ouvert le samedi jusqu'à midi  
**FUTURIC**  
DISTRIBUTEUR D'AMEUBLEMENT DE BUREAU FUTURIC LTÉE  
1401 OUEST, RUE LEGENDRE, MONTREAL, QUÉ. TÉL.: 381-8861

## L'Alliance perd 125 membres

OTTAWA (PC) — La Cour suprême du Canada a décidé lundi de ne pas intervenir dans les décisions d'une autre cour de justice qui a permis à Verdun de se dissocier d'un syndicat des instituteurs de langue anglaise de langue française. "Il ne s'agit pas d'un cas où on doit accorder une permission spéciale pour interjeter appel," a déclaré le juge Louis-Philippe Pigeon. Les 125 instituteurs de Verdun appartiennent à l'Alliance des Professeurs de Montréal. Ils ont voté en faveur d'une affiliation à l'Association provinciale des instituteurs catholiques de langue anglaise, affirmant que leurs intérêts et leurs conditions de travail différaient de ceux de leurs collègues francophones. La Cour d'appel du Québec a refusé un appel à l'Alliance des professeurs qui prétendait que le Code du Travail du Québec interdisait cette scission.

**AVIS AUX ÉTUDIANTS**  
**ESCOMPTE DE \$500**  
SUR TOUTE  
"Lauzon de conduite"  
(UNE HEURE AU VOLANT)  
INFORMATIONS: 849-4731  
(offre pour un temps limité)

On a tout pour un "grand garçon" comme toi...

...Des costumes pour l'hiver, dessines spécialement pour les "bouts de chou" qui, comme toi, veulent aussi être élégants...

**A) COSTUME DE NEIGE UNE PIÈCE**  
100% nylon, doublure 100% orlon. Lavable. Capuchon ajusté par lacet. Fermeture éclair et ceinture. Garnitures contrastées. En brun garni orange et blanc, bleu marine garni blanc et rouge ou vert garni blanc et turquoise. Tailles 2 à 3x  
**\$19.98**

**B) PALETOT TROIS-QUARTS**  
simili-fourrure avec capuchon. Doublure 100% acrylique. Col à larges revers et poches à rabat double. En brun ou fauve. Tailles 4 à 6x  
**\$34.98**

**C) VESTE DE SKI**  
en nylon cire lavable. Manches ornées de bandes "Sport". Fermetures par boutons et ceinture. Poches à fermeture à glissière. En brun, avec bandes orange et jaune, et en bleu marine avec bandes blanche et rouge. Tailles 4 à 6x.  
**\$16.98**

**SAUVÉ FRÈRES**  
SUIVEZ LA MODE DE PRES AVEC VOTRE CARTE SAUVÉ, CHARGEX OU MASTER CHARGE.

6554, Plaza Saint-Hubert 273-6392 • Les Galeries d'Anjou 351-6810 • Centre Laval 688-6292 • Carrefour Laval 681-9213

la presse

PAUL DESMARAIS  
président du conseil d'administrationROGER LEMELIN  
président et éditeurROCH DESJARDINS  
vice-président  
JEAN SISTO  
éditeur adjoint  
YVON DUBOIS  
directeur de l'information  
MARCEL ADAM  
éditorialiste en chef

## Pour une école neutre

L'apparition d'écoles neutres dans le système scolaire québécois. C'est ce que l'Association des parents catholiques du Québec pourrait bien réclamer bientôt. La chose paraît paradoxale; elle mérite que l'on s'y arrête.

L'Association des parents est reconnue pour son attachement à l'école confessionnelle. Pourtant, lors de son congrès de fin de semaine dernière, c'est sa présidente elle-même, Mme Adeline Mathieu, qui a proposé cette éventualité. L'APCQ est prête à faire la demande d'un secteur neutre de l'éducation "si une enquête démontrait qu'un nombre suffisant de parents le désirent". Qu'une telle proposition provienne d'un mouvement confessionnel est de bon augure.

On peut se rappeler les motifs qui animaient les militants du Mouvement laïque de langue française il y a quelque dix ans. Parmi eux se trouvaient plusieurs catholiques, fidèles à leur foi et pourtant apôtres d'un plus grand respect des personnes dans un monde pluraliste.

Le MLF réclamait l'apparition d'un secteur neutre dans le système scolaire pour respecter les parents et les enfants qui n'appartenaient pas, selon la structure ou selon la pensée, à l'Église catholique. On se souviendra que le cardinal Paul-Émile Léger, alors archevêque de Montréal, avait donné raison à ceux qui réclamaient un tel secteur neutre. Depuis ce temps, le nombre des non-catholiques, à l'intérieur de la communauté canadienne-française, a de beaucoup augmenté. Pourtant, la question demeure à l'ordre du jour. Comment cela se fait-il?

C'est que l'évolution de la pensée fut plus rapide que celle des structures. Les écoles catholiques ont accepté la présence de "neutres" à l'intérieur de leurs cadres. Mais celle-ci demeurait une espèce d'exception consentie aux marginaux. On ne reconnaissait pas un statut aux neutres: on leur accordait la faveur de l'exception. Officiellement, la Commission scolaire de Montréal, par exemple, demeurait une institution catholique.

Ce qui signifie que, officiellement, la CECM, catholique de nature, ne devrait accepter comme professeurs que des catholiques. Or, cela est faux dans les faits et irréaliste dans la pensée. Montréal n'a plus d'unanimité religieuse: même les enquêtes en provenance de l'archevêché le prouvent.

Il faut donc, au nom de la vérité, que l'on cesse d'identifier l'enseignement donné à la CECM à une formation catholique. Il faut que les professeurs cessent de s'obliger à une allégeance toute extérieure. Il faut que l'ambiguïté cesse et que les options soient claires et définies, autant chez les enseignants que chez les étudiants.

Un secteur neutre de l'éducation n'est acceptable pour tous que s'il est dirigé par des gens qui croient à cette idéologie. Conséquent, un secteur confessionnel trouvera alors toute sa crédibilité et les fondements de ses exigences. Les catholiques, autant que les neutres, ont le droit au respect véritable.

Jean-Guy DUBUC

## M. Tout-Le-Monde est frustré

La CSN tourne le dos à la Fédération des Affaires sociales (FAS-CSN), dans un mémoire où elle commente le projet de loi 41. A moins que la FAS elle-même renie une prise de position antérieurement adoptée.

Le projet de loi 41, actuellement étudié par une commission parlementaire, modifie plusieurs articles de la loi 65 sur les services de santé et les services sociaux. Dans un effort de démocratisation, la loi 65 a permis l'élection de deux usagers aux conseils d'administration de nos établissements de santé et de services sociaux.

Ces deux sièges sont devenus l'enjeu d'une lutte acharnée entre les représentants de l'établissement hospitalier et ceux des syndicats. La fortune a favorisé tantôt les premiers, tantôt les seconds, rarement les usagers visés par l'esprit de la loi. Précisons que chacune des deux parties en lice a d'autres voies d'accès aux conseils d'administration.

Les grands frustrés étaient donc les véritables usagers, les malades ordinaires, sans étiquette, sans militantisme idéologique, sans intérêt personnel.

Lors d'un congrès spécial de la FAS, tenu en novembre 1973, les syndiqués, après s'être penchés sur cet aspect de la question, adoptèrent une résolution où ils indiquent nettement leur désir de "faire élire, à titre d'usagers, des personnes qui sont uniquement des consommateurs de soins et non des employés d'hôpitaux." C'était beau, ce désintéressement.

C'était beau mais c'était triste aussi, puisque aujourd'hui la CSN s'oppose à la définition du terme "usager" proposée par le projet de loi 41. Et pourquoi? Je vous le donne en mille. Parce que, affirme la CSN, les conseils d'administration offrent une avenue au militantisme syndical. Et bien entendu (ne vous inquiétez pas), le syndicalisme se porte garant de la "démocratisation".

La nouvelle définition exclurait les employés de l'établissement ou d'un autre établissement de même catégorie. En bref, pour combattre les can-

didats de type traditionnel (avocats, médecins, hommes d'affaires, etc.), la CSN veut garder la possibilité de prendre la place de M. Tout-Le-Monde, usager de l'institution.

Cette protestation, bien sûr, part d'un bon naturel mais la volte-face de la CSN étonne et déçoit. L'attitude de la FAS, il y a un an, témoignait davantage d'un réel souci de démocratisation. A moins de conclure que les syndicats détiennent la quintessence de la démocratie...

La CSN marche sur un terrain plus solide lorsqu'elle s'oppose à ce que le directeur général d'un établissement ait le droit de voter au conseil d'administration où il siège ipso facto. La loi 65 lui concède actuellement une voix consultative. Le directeur général d'une institution n'est pas élu mais nommé par le conseil d'administration.

Le mémoire soulève, en des commentaires acerbes, l'épineux problème du salaire pour les médecins et les autres professionnels de la santé. Les médecins sont qualifiés de "commerçants" et on les compare à des "sous-traitants payés à la pièce". On leur fait grief d'utiliser gratuitement l'équipement et le personnel hospitaliers.

Les médecins eux-mêmes ont cessé de relier la qualité de la médecine à la rémunération à l'acte. C'est une étape importante qui vient d'être franchie. Il est certain que l'avenir débouche sur le salariat. Déjà, de jeunes médecins œuvrant dans les centres locaux de services communautaires ont adopté ce mode de paiement et s'en trouvent fort aises.

Mais l'ensemble de la profession médicale n'est pas encore prête à sauter le pas. Dommage, car la distribution des soins de santé pourrait être organisée de façon plus efficace sans, pour autant, que les médecins y perdent. La réclamation de la CSN pave la voie au salariat des professionnels de la santé.

Comme pour l'Assurance-maladie, cette évolution pourrait bien être, pour les intéressés, un jeu de qui-perd-gagne!

Claire DUTRISAC

## Les laboratoires Bellemare

L'Union nationale, c'est Bellemare, et Bellemare, c'est l'Union nationale. Cette équation n'a rien d'offensant pour l'extraordinaire sprinter qui a su enlever la circonscription de Johnson aux libéraux, l'été dernier. Pourtant, cette unique représentation parlementaire ne saurait refaire miraculeusement un parti littéralement anéanti aux élections d'octobre dernier.

La réussite de M. Bellemare a néanmoins stimulé les imaginations. Si bien que le député fédéral Heward Grafftey s'est mis à rêver d'un noyau, constitué autour de M. Bellemare et se donnant pour objectif de reconstituer un Parti conservateur québécois, absent de la scène depuis Duplessis.

M. Grafftey ne semble pas avoir reçu beaucoup d'encouragement, dans cette délicate mission, de son collègue, le député de Saint-Hyacinthe aux Communes, M. Claude Wagner. M. Wagner, en effet, il y a une semaine environ, déclarait à ses partisans: "Il ne faut pas diviser encore l'opposition aux libéraux... ni couper l'herbe sous le pied du chef de l'Union nationale, M. Maurice Bellemare."

L'élu de Johnson a-t-il entendu cette voix? Toujours est-il que rien n'indique qu'il ait été séduit par les perspectives dessinées par M. Grafftey. Certes, sa teneur ne saurait s'interpréter comme de l'hostilité à l'égard des amis d'Ottawa. "Nous sommes, dit M. Bellemare, un parti de fédéralistes convaincus. Nous devons avoir de bons amis dans le Parti conservateur, parce que notre adversaire commun, ce sont les libéraux."

Mais cet "adversaire commun" n'est-il pas

composé de "fédéralistes convaincus", lui aussi? Dans ces conditions, l'Union nationale, en faisant concurrence aux libéraux sur la scène provinciale, ne risque-t-elle pas de diviser les forces fédéralistes, qui devraient, en principe, former un front commun contre cette hydre épouvantable qu'est le Parti québécois?

C'est là qu'apparaît toute l'ambiguïté de l'opération. Pourquoi un second parti, composé de "fédéralistes convaincus", quand nous en avons déjà un excellent dans le Parti libéral, qui, il y a moins d'un an, remportait une victoire aux dimensions "historiques"?

L'objectif essentiel est d'abattre le PQ. On purgera l'opposition. Ensuite, on s'expliquera entre "fédéralistes convaincus". Mais on se retrouvera peut-être de la sorte au théâtre de marionnettes. Car, d'avoir à choisir entre blanc bonnet (le Parti libéral) et bonnet blanc (l'UN) relève d'un jeu qui ne peut passionner que les enfants.

Est-ce à dire que l'UN reste sans vocation? Le parti a toujours eu une vocation populiste. Aussi ne faut-il pas s'étonner si M. Bellemare fait risette aux créditistes.

Mais ni les créditistes ni l'UN n'ayant connu de succès mirobolants à Montréal notamment, et le poids des villes allant grandissant, on ne saurait trop conseiller à M. Bellemare de tenter de renouveler le succès de Johnson dans la région de Montréal, à la prochaine occasion. Avant de lancer un vaccin sur le marché, les laboratoires multiplient les expériences. Ils ne se contentent pas d'un seul résultat positif.

Guy CORMIER



(Droits Réservés)

## Ce que pense LE LECTEUR

### "Appelez-moi Lise-la-Roublarde"...

Mlle Suzanne Mercure et  
M. Jean-Paul Leclerc  
Réaliseurs  
Radio-Canada

Je me dois de persister dans les limites de la courtoisie, comme l'exige cette rubrique. Essayons donc.

Le huit octobre dernier, j'ai eu l'ineffable plaisir de savourer au petit écran, analogique trop populaire chez nous, l'entrevue filmée d'un écrivain très parisien, Maurice Druon, versus le "duo" d'"Appelez-moi Lise". Après nous avoir servi en première partie l'interview d'un ancien porte-couteurs du Canadien, d'ailleurs fort riche en limières (bagarres d'aujourd'hui comparativement à celles d'autrefois, salaires des joueurs, etc...), votre fameux "duo" nous a présenté le plat de résistance mentionné plus haut.

Pendant quarante minutes, bien ancré dans mon "lazy boy" de trois cents dollars, j'ai attentivement prêté l'oreille aux questions ternes et serviles de Mme Payette à l'endroit de M. Druon. Assurément, tout comme pour M. Druon, je ressentais ce malaise agaçant chaque fois qu'il devait répondre

aux interrogations embarrassantes, futilités de Mme Payette. Or, à la toute fin de l'entrevue, Mme Payette avec son doigté habituel, s'aventura sur des propos auxquels M. Druon ne pouvait répondre objectivement, puisqu'il s'agissait de son avenir politique, avenir toujours incertain. A la suite de cette mise au point de M. Druon, Mme Payette reprit la même question (plus subtilement, il va sans dire), point qui emberlificota l'ancien ministre français. Le célèbre écrivain, devant la ténacité incongrue de son interlocutrice ne put que balbutier quelques bribes incohérentes, somme toute plus significatives que les interrogations de Mme Payette. Interviewer un membre de l'Académie, un romancier cyclopéen tel M. Druon requiert un tact, une finesse excédant la roublardise dont Mme Payette a fait état. On ne lui (M. Druon) formule pas de nouvelle question idiote, à laquelle il a vainement tenté de répondre: c'est malséant.

Après cette disconvenance flagrante, l'émission tirant à sa fin, on transporta les téléspectateurs à l'intérieur des studios de Radio-Canada,

et Mme Payette s'empressa de demander à son aide de camp (aussi présent que le héros d'un roman bien connu de H. G. Wells) de commenter l'entrevue. Celui-ci, par l'action de ses cordes vocales, accoucha d'un balbutiement facétieux et ridicule où se joignit le rire charmant de Mme Payette; le tout, pour sûr, dans l'intention puissamment imbécile de se gausser du caquet "respectueux" de M. Druon. La plaisanterie fut de mauvais goût: commentaire grossier, indigeste, digne d'un esprit sans vergogne.

Le billage cauteleux de ce bon farceur, conviendrait plus il s'en croit, à un australopithecien en mal de publicité. Aussi, en tant qu'adulte furibard et citoyen de ce monde, j'ai horreur des "grosses tarves plates" (j'aime bien V.L.B.) et soutiens avec force que le travail dévolu à ce "duo", n'est pas à la hauteur de son talent et de la taille.

Pierre DROLET-MASSUE  
(homo sapiens)  
10790, rue André-Jobin  
Montréal

### Bouclez-là donc... dans les deux sens!

"N.D.L.R. — A la suite d'une lettre de M. Jean-Claude Trait, publiée le 12 octobre, reprochant au gouvernement de vouloir imposer la ceinture de sécurité et soutenant que "tout automobiliste a droit de se tenir", M. Gilles Juneau, du Club automobile du Québec, nous a fait parvenir la lettre suivante:

Les quelque 85 p. cent des automobilistes qui n'ont pas encore pris l'habitude de porter leur ceinture de sécurité seront contraints de le faire l'été prochain, selon toute probabilité. D'ici là, il mourra environ 1,500 Québécois sur nos routes; de 25 à 40 p. cent d'entre eux auront le douteux honneur de sacrifier leur vie au nom de leur "liberté". Ils auront toute l'éternité — les chanciers — pour méditer sur les méprisables joies charnelles qu'ils auraient pu vivre pendant 10, 20 ou 50 années de plus, s'ils avaient eu l'heureuse idée de boucler leur ceinture avant de partir.

Vous reconnaissez, ou plutôt vous "croyez volontiers" que la ceinture contribue à une diminution du nombre des morts et des blessés dans les accidents de la circulation. C'est encore heureux! Quand on "croit volontiers" à l'évidence statistique, on est bien près de pouvoir se prononcer dessus.

Cela dit, vous soutenez que l'automobiliste, dûment informé des avantages de la ceinture de sécurité, doit rester libre de la boucler ou non et que ni le ministre, ni le gouvernement n'ont droit de regard sur la vie ou la mort d'un automobiliste.

Peut-être ignorez-vous que l'exer-

cice de la liberté individuelle est soumis aux contraintes de la liberté collective. Votre mort librement assumée nous laisserait froid (hé oui!), à l'exception, bien sûr, de vos proches, si elle n'engageait que vous. Manifestement, vous n'avez pas idée de ce que cela signifie, pour nous tous.

Un fonctionnaire du ministère des Transports a calculé qu'en 1970 un accident mortel coûtait environ \$137,000. Ajoutez-y une petite dose d'inflation et estimez ce que cela coûte aujourd'hui. Cela comprend tout ce que vous pouvez imaginer: intervention des secours (parce qu'on essaiera quand même de vous sauver), ambulance, hospitalisation et intervention chirurgicale, personnel infirmier, traitements, frais funéraires, prestations d'assurance, indemnisations, prestations de l'Etat à votre famille si votre situation financière est précaire, frais de formation de votre remplaçant au bureau ou à l'usine, procédures judiciaires peut-être, enquête du coroner, etc. Cette énumération n'est pas exhaustive. Il pourrait y avoir, par exemple, la réparation de votre automobile; non attaché, vous pouvez vous fracturer le crâne dans une collision à 15 km, mais le véhicule sera facilement réparé...

Vous n'irez pas imaginer qu'on puisse vous présenter la facture dans l'au-delà. Vous devinez qui va assumer tous ces frais: tout le monde, sauf vous. Tenez, l'assurance-hospitalisation, par exemple, qui coûte si cher: 35 p. cent des hospitalisations sont dues aux accidents d'automobiles. Assurance-santé, ré-

gime de rentes, bien-être social, aides de toute sorte de la part de l'Etat, frais de surveillance policière pour enrayer le carnage, hausse des primes d'assurance, etc. Ces frais et ces hausses de coût que vous provoquez, avec ceux qui comme vous, veulent "assumer leur liberté", seront à la charge de ce qu'on appelle la Société, qui comprendra — je l'ai dit — tout le monde, sauf vous.

Comme citoyen et comme automobiliste, je vous en conjure: exposez-vous tant que vous voudrez, mais pas sur la route. Allez vous tuer dans quelque coin éloigné, mais arrangez-vous pour que votre famille soit bien à l'aise, pour que les compagnies d'assurance ne versent pas de prestation, pour que l'Etat ne verse rien à cause de votre décès, que les policiers ne perdent pas de temps à rédiger des rapports, qu'on ne vous transporte pas à l'hôpital, qu'on ne gaspille pas de plasma ou de sang pour vous — d'autres en ont besoin —, qu'on n'ait pas à aider ceux que vous aurez peut-être blessés ou tués en perdant le contrôle de votre véhicule parce que vous aurez été précipité sur le siège ou le plancher.

Si vous pouvez nous garantir à tous que votre mort n'aura de conséquences que pour vous, et vous seul, alors vous avez le droit de faire de votre vie ce qu'il vous semble quand vous conduisez. Dans le cas contraire, dans tous les sens du terme, bouclez-la!

Gilles JUNEAU  
Relations publiques  
Club automobile du Québec

### Les Russes nous ont servi une bonne leçon

Les Sports  
Radio-Canada  
Montréal

Messieurs,

Ils étaient nobles et nous les aimons. Hélas! il faut bien l'écrire, nous ne sommes point nobles et nous nous aimons (un peu trop).

Quel gouffre d'occasions manquées que cette série Hockey-Canada-Russie! Occasions de faire primer la finesse sur la bestialité, occasions d'échanges, de bonne volonté, de dignité et de noblesse. La télévision n'est-elle pas un puissant et terrible miroir qui nous retourne notre propre image?

Les Russes sont allés à bonne école et nous avons été de si bons maîtres. En regardant le sixième match disputé à Moscou, il me semblait voir une réplique exacte d'un combat sans merci entre les "Flyers" (assommeurs-intimida-

tion-incorporated) et une autre équipe de tout aussi vaillants "cas-seurs de gueules". Allons, messieurs les journalistes et commentateurs, un peu de saine objectivité. Que penser de vos experts qui, lors des séries 1972 et après une de nos défaites, s'épuisaient à écrire et à crier désespérément: "Il n'y a qu'un seul moyen de battre les Russes et c'est le jeu rude". Nous aurions aimé vous entendre prononcer l'intelligence, l'endurance, la ténacité, le courage et la rapidité.

Prenons garde de ne retrouver un jour dans nos rangs que de "pauvres" millionnaires gâtés et gâteux qui se feront plus forts de leur avoir que de leur être. Cessons donc de "pleurnicher" sur la qualité des arbitres, sur la fatigue, etc., etc. et gardons nos têtes en y plaçant dessus de solides casques

protecteurs. Nous comptons chez nous de grands joueurs qui ne peuvent absolument pas donner leur pleine mesure parce que beaucoup trop possédés par leur exécrable orgueil. La moutarde leur monte tellement au nez qu'ils ne peuvent plus respirer dès qu'ils essuient une solide mise en échec (cela les diminue, les humilie et les "dépègne"). Nos joueurs sont de mauvais perdants et ils n'ont très sûrement rien de magnanime dans la défaite.

N'y a-t-il donc dans le hockey que cette malade obsession de compter le plus de buts sans se soucier du style et de la qualité du jeu. Au diable donc les buts comptés et donnez-nous du beau hockey! C'est une vraie délectation que de voir évoluer ces hockeyeurs russes!

Leandre TURGEON  
3395, rue Toupin  
St-Laurent

pleins feux sur l'actualité

La construction, au-delà de l'enquête

# Une industrie malade qui a besoin d'une transformation majeure

1 Même si, hypothétiquement, la liberté syndicale avait été respectée dans la construction, même si la FTQ ne s'était pas rendue coupable de ce qu'on lui reproche et même si les événements de la baie James n'étaient pas survenus, il n'y en aurait pas moins des problèmes sérieux dans la construction. C'est ce que Pierre Vennat expose dans une série de trois articles commençant aujourd'hui.

par Pierre VENNAT

**QUAND UN ministre est en danger de mort, on suspend les libertés individuelles, on arrête 500 personnes et on fait venir l'armée. Mais quand 40 travailleurs de la construction meurent dans une même année, cela nous donne droit à de beaux éditoriaux, aux con-**

**doléances du coroner à l'endroit de la veuve et de la famille du défunt et à une déclaration très attristée du ministre du Travail à la télévision!**

Parallèlement à la recherche d'une certaine forme de sécurité d'emploi et de politique de main-d'œuvre, la recherche d'une certaine forme de sécurité physique sur les chantiers constitue une des grandes préoccupations des travailleurs de la construction.

Non sans raison note le mémoire de la CSN à la Commission Cliche, d'où est extraite la citation reproduite plus haut, puisque en 1972, les statistiques officielles de la Commission des accidents du travail indiquent que les travailleurs de la construction, qui forment 6 pour cent de la main-d'œuvre québécoise, comptaient 26 pour cent des morts par accidents dans le monde industriel.

La chronique des faits divers des différents quotidiens nous apprend d'ailleurs régulièrement qu'un ou des travailleurs de la construction est mort dans un accident.

Et plusieurs enquêtes du coroner ont démontré que les normes de sécurité n'étaient pas été suivies, quand elles n'étaient pas carrément ignorées; que l'inspection ne s'est pas faite; que les instruments de protection des travailleurs n'étaient pas disponibles, etc.

"Il faut se rendre à l'évidence, déplore la CSN: au Québec, la vie d'un travailleur de la construction, ça ne pèse pas lourd."

### Une dérobade gouvernementale

Face à ce grave problème, le gouvernement se dérobe constamment à ses responsabilités.

Il y a deux ans, la CSN notait que moins de 30 inspecteurs veillaient au respect des normes de sécurité sur pas moins de 10,000 chantiers. Elle ajoutait qu'au Service de la Faune, on trouvait pas moins de 400 gardes-chasse et gardes-pêche, soit bien plus pour la protection des animaux que celle des hommes.

Le ministère du Travail, suite à cette campagne d'opinion, s'est déchargé de la responsabilité de l'ins-

pection sur la Commission de l'industrie de la construction.

Celle-ci s'est débrouillée tant bien que mal avec cette nouvelle responsabilité. Car une inspection améliorée n'est efficace que si elle trouve des suites rapidement. Or, là-dessus, la CIC a failli lamentablement.

Des milliers de plaintes pour manquements aux normes de sécurité ont été rédigées. Dans certains cas, les inspecteurs n'avaient pas qualité pour le faire. Dans d'autres cas, elles ont été faites de travers devant les tribunaux. Dans bien d'autres cas encore, les tribunaux ont jugé les cas présentés avec complaisance, multipliant les remises et aboutissant à des sentences ridiculement basses.

L'inspection est donc mieux faite qu'avant, mais pas dans la mesure souhaitable. Et une inspection qui n'a pas de suite, c'est un exercice assez futile.

### "Sécurité" et "ancienneté"

Mais sur le fond, la CSN tient à préciser que la meilleure des inspections et une répression efficaces

ne réussiront pas à toucher les racines du mal. Du côté patronal, on ne réussira jamais à forcer les entrepreneurs à mettre fin à leur négligence criminelle si on ne change pas le fait que les employeurs entrent et sortent de l'industrie de la construction comme dans un moulin.

Par ailleurs, l'industrie de la construction connaît un roulement de main-d'œuvre ("turn over") de 23,4 pour cent. Comment simplement informer des normes de sécurité, une population ouvrière aussi changeante?

Et puis, comme le note la CSN, il faut bien se rendre à l'évidence: les travailleurs acceptent d'oeuvrer dans des conditions dangereuses, et les accidents se multiplient.

"Serait-ce qu'ils sont bêtes, ou que l'instinct de conservation les aurait quittés pour quelque mystérieuse raison?"

"Non. Ils acceptent des conditions dangereuses parce qu'ils ont peur de perdre leur "job". Ils ont peur de perdre leur "job" parce que le décret ne leur accorde aucune forme d'ancienneté, ce qui permet à l'employeur de les congédier

n'importe quand en invoquant le "manque de travail".

En attendant, la CSN affirme sans ambages que des centaines de travailleurs de la construction sont morts pour rien, dans des accidents qui auraient pu être évités.

"Ces morts-là, le gouvernement, le patronat et l'ensemble de la population les portent sur leur conscience."

Sur les chantiers, entre employeurs et employés, ces choses-là ne se disent pas toujours. Elles se vivent.

Et si on n'instaure pas un régime efficace de placement et de sécurité d'emploi doublé de droits d'ancienneté minimaux, on ne touchera jamais le fond du problème.

Un problème qui n'a rien à voir avec "la liberté syndicale dans la construction", mais qui n'en est pas moins fort sérieux.

Pour tout dire, comme le faisait savoir le titre du mémoire de la CSN, "l'industrie de la construction est une industrie à civiliser".

DEMAIN: Et la protection du public?

# La politique agricole canadienne: un échec!

— Le rapport Forbes

par Daniel MARSOLAIS de notre bureau d'Ottawa

**QUI L'AURAIT cru? En plus d'être un échec, la politique agricole canadienne est très coûteuse (particulièrement pour le consommateur et pour le gouvernement) et rien n'indique que l'on soit prêt à mobiliser les ressources nécessaires pour mettre au point des solutions de rechange.**

Ces propos, pour le moins surprenants, n'émanent pas, comme on pourrait le croire, des critiques agricoles des partis de l'opposition. Mais pas du tout. Ils sont le fruit d'une analyse en profondeur faite il y a quelques mois par un groupe de travail dirigé par le professeur J. D. Forbes, de la Faculté de commerce et d'administration des affaires de l'Université de la Colombie-Britannique, lequel groupe a produit le rapport sur les Offices de mise en marché et les intérêts du consommateur qu'a déposé mercredi aux Communes le ministre de la Consommation et des Corporations, André Ouellet.

Cette partie du rapport Forbes, que la presse n'a malheureusement pas traitée dans son compte rendu de la semaine dernière, est d'un grand intérêt pour celui qui veut voir clair dans la politique agricole du Canada.

L'étude de M. Forbes et ses collègues circonscrit en premier lieu les deux objectifs essentiels de la politique agricole canadienne, qui sont: 1) une agriculture forte et dynamique; 2) des revenus plus élevés pour les fermiers canadiens.

Plus loin, les auteurs font état des mesures qui ont été prises pour atteindre cet objectif. D'une part, le gouvernement a restreint la production de certaines denrées et institué des barrières tarifaires et des contingents d'importation afin d'accroître les prix des produits agricoles à l'intérieur du pays.

De l'avis des auteurs du rapport Forbes, les responsables de la politique agricole canadienne avaient une vue pour le moins simpliste s'ils croyaient arriver à leur but en accroissant les prix des produits vendus par les fermiers.

En second lieu, le gouvernement a institué des programmes pour accroître la technologie, fournir des prêts à faible intérêt aux producteurs, faciliter la recherche gouvernementale, etc. En plus, reconnaissant que beaucoup de cultivateurs ne possèdent pas l'expérience administrative nécessaire pour leur permettre d'évaluer leurs opérations de même que déterminer les avantages de la technologie moderne et appliquer cette technologie, Ottawa a institué des programmes visant à enseigner aux fermiers à devenir de meilleurs administrateurs.

Quels ont été les résultats de ces mesures gouvernementales?



C'est M. André Ouellet, ministre de la Consommation et des corporations, qui a déposé le rapport Forbes aux Communes.

Les derniers programmes gouvernementaux ont eu des effets "neutres", estime le rapport Forbes (à l'exception du programme de prêts à faible intérêt).

Pour ce qui est de la première orientation de la politique, à savoir des prix plus élevés pour les produits agricoles, l'idée même de cette mesure gouvernementale relève du sophisme à l'état pur, croient les auteurs du rapport.

En effet, le groupe d'étude estime que les prix plus élevés des produits agricoles ont entraîné des coûts d'opération accrus pour les nouveaux producteurs puisque ces prix plus élevés ont été capitalisés soit sous forme de valeur accrue des terres, soit sous forme de valeurs de contingents plus élevés (ces contingents, soit dit en passant, étant contrôlés par les Offices de mise en marché).

Conséquemment, lorsque les Offices de mise en marché ont restreint la production de certains produits agricoles, les effets n'ont pas tardé à se faire sentir. Ainsi, par exemple, le prix des terres à tabac dans le sud de l'Ontario a grimpé à environ \$5,000 l'acre, alors que des terres similaires mais non destinées à la culture du

tabac se vendent encore aujourd'hui entre \$800 et \$1,000 l'acre.

En réalité, souligne le rapport, ce sont les consommateurs qui ont eu à subir la plus grande partie de ces effets. Et, à moins que la politique agricole canadienne soit modifiée, les consommateurs canadiens verront le prix des denrées alimentaires croître régulièrement avec les années.

### Pas si pauvres qu'on le croit

Avant de suggérer une nouvelle orientation à la politique agricole canadienne, le rapport Forbes examine ce qui se passe actuellement dans l'agriculture canadienne. Il pose comme postulat que les fermiers canadiens ne sont pas pauvres. Ceux qui le sont, dit le rapport, ne sont pas des fermiers commerciaux, c'est-à-dire ceux dont le revenu annuel "brut" est inférieur à \$15,000.

Numériquement, pourrions-nous dire, ceux dont le revenu brut est inférieur à \$15,000 par année dépassent largement le groupe dont le revenu estimé se situe au-dessus de cette somme. En effet, d'après le recensement de 1971, on dénombrait 70,398 fermiers que l'on peut

qualifier de "commerciaux" et plus de 294,000 dans la seconde catégorie. Néanmoins, d'après ces mêmes statistiques, le premier groupe d'agriculteurs, bien qu'étant nettement moins nombreux que le second, a réalisé des ventes représentant 53 p. cent de l'ensemble des produits agricoles vendus au Canada.

Ce qui fait dire aux auteurs du rapport Forbes "que si notre politique doit être d'accroître les revenus de tous les cultivateurs, elle a lamentablement échoué puisqu'elle a permis à 20 p. cent des fermiers bénéficiant du principal effet de l'augmentation des prix".

En outre, notent-ils, si on ajoute à cela le fait que l'augmentation des prix des produits agricoles est capitalisée sous forme de valeur accrue des terres et entraîne une augmentation des rentes des propriétaires des terres, il devient évident que les prix plus élevés des produits agricoles engendrés par la restriction de la production ou des augmentations de prix arbitraires n'entraînent pas une hausse du revenu agricole.

Ce que le rapport Forbes souligne avec force, au fond, c'est qu'"une politique agricole de revenus doit se fonder sur le revenu net au producteur, et non sur des prix élevés basés sur une valeur foncière exagérée qui résulte de prix artificiellement gonflés pour les produits agricoles, situation causée pour une bonne part par des forces extérieures au pays".

Soulignant à juste titre que le nombre des agriculteurs décline constamment dans le monde industrialisé, le rapport Forbes croit qu'il s'agit là d'une bonne chose puisque ceux qui s'y trouvent déjà sont capables de produire tout ce dont le monde a besoin pour se nourrir. Par ailleurs, le rapport croit que pour élever les salaires agricoles à un niveau comparable à ceux des autres secteurs de notre économie, il doit y avoir moins de fermiers. Etant distribuée à un plus petit nombre d'agriculteurs, la production agricole devrait permettre d'augmenter les revenus de ceux qui resteront sur la ferme.

### Manque de leadership gouvernemental

Tous les changements qui surviennent dans l'agriculture canadienne sont en fait le résultat des modifications de structure de cette industrie. Les offices de mise en marché, malgré tous leurs défauts, constituent une solution aux imperfections qui peuvent découler de cette situation.

Toutefois, affirme le rapport Forbes, à moins que les offices de mise en marché n'obtiennent des avis et des directives des deux niveaux de gouvernement, "nous assisterons à la perpétuation du protectionnisme, de l'isolationisme et de la balkanisation de l'agriculture canadienne".

Rappelant que son analyse de la situation agricole diffère de façon

significative de celle qui sous-tend la politique générale en ce qu'elle définit le problème comme un problème social de revenu plutôt que comme un problème de denrées, le rapport affirme que la politique agricole canadienne est confuse au plus haut point, en ce sens que dans de nombreux domaines, un programme se trouve en opposition avec un autre, comme par exemple celui qui aide à l'exode rural et celui qui encourage le producteur à demeurer sur sa ferme.

"Ce méli-mélo de politiques et de méthodes résulte de nombreux facteurs, entre autres la division fédérale-provinciale des pouvoirs, des législations qui ne constituent que des solutions d'expédients et des politiques tout simplement mal conçues. Tout cela forme une masse confuse de principes qui se complètent, se neutralisent ou même s'opposent et que l'on appelle politique agricole."

Il est temps, estime le rapport Forbes que les gouvernements fédéral et provinciaux fournissent le leadership nécessaire en vue d'opérer un changement dans l'orientation et l'impact de notre politique agricole.

Même si de tels changements ne sont pas aisés et qu'il faut y met-

tre le temps, il faudra, déclarent les auteurs du rapport, que le gouvernement fédéral utilise sa capacité de demander des réformes agraires dans les autres pays, notamment ceux qui participent à l'accord général sur les tarifs et le commerce (GATT). En effet, souligne-t-on, des barrières tarifaires élevées et des contingents par les autres nations industrialisées nuisent au potentiel agricole canadien, tout comme le font nos restrictions sur les importations d'aliments.

Ces négociations devront notamment avoir pour objectifs d'accroître le revenu des producteurs et d'obtenir des prix moins élevés pour les consommateurs.

Enfin, au niveau provincial, le rapport Forbes affirme qu'une coopération plus étroite sera utile dans l'établissement de programmes des offices de commercialisation nationaux en vue d'exploiter les avantages des diverses provinces et permettre une attaque plus concertée de toutes les provinces sur le marché international. Tout cela, bien sûr, en gardant à l'esprit qu'une agriculture concurrentielle et dynamique ne peut se réaliser que si les producteurs, les transformateurs et les consommateurs expriment leur intérêt dans le développement d'une politique agricole.

**ÉPARGNEZ jusqu'à 20%**  
SUR CHAUFFAGE, PEINTURE ET ENTRETIEN, ETC.

**Maintenant FENÊTRES ALUMINIUM**  
transformables hiver-été

**à un BAS PRIX à la portée de tous**

**NOUVEAU MODELE 1975**  
3 rainures modèle AIR-LUM no MA 500

FONCTIONNEMENT SILENCIEUX sur profilé de vinyle! Fabrication de profils robustes • CADRE A BORDURE pour une meilleure apparence • ISOLATION DE FEUTRE sur "toute la hauteur" du cadre • VERRILLAGE AUTOMATIQUE.

- Faites sur mesure, garanties pour 5 ans, approuvées par SCHL
- Meilleure qualité d'aluminium refendue à l'épreuve de la rouille
- Ventilation du haut et du bas. Se referme à plusieurs positions
- Moustiquaires d'aluminium caoutchouqué qui dure

**GARANTIE MORRIS**  
depuis plus de 49 ans  
Marchandise satisfaisante ou remplacée sans frais

**PAYEZ EN 90 JOURS**  
Pas d'intérêt et sans frais d'administration

**Wm MORRIS & FILS**  
M.T.L. INC.

LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

**342-3800**

Sans taxes et frais de semaine  
737-1960

NE PAS CONFONDRE AVEC LES IMITATEURS  
Anciennement sur Côte-de-Liesse. Maintenant à un seul endroit.  
**5479, avenue Royalmount, V.M.R.**  
1/2 rue à l'ouest du boul. Decarie et de La Savane

SUCCURSALE DE QUÉBEC  
263, rue Saint-Paul, Québec.  
Tel. 692-2127

## AGENT

SUITE DE LA PAGE A 1

liques pratiquants. Et tout comme nos voisins, sans détester les Noirs, nous les ignorions.

"Ils restaient chez eux. Et nous restions chez nous."

C'était avant le "busing", (intégration scolaire obligatoire des Noirs aux Blancs).

Les années ont passées. South Boston est toujours un quartier composé d'irréductibles Irlandais catholiques. Travailleurs, fiers, honnêtes et qui aiment lever le coude les jours de fête.

Paul Barry a quitté South Boston.

Mais son père, concierge dans une école, y vit toujours.

L'un des frères de Paul est policier-motard de la "Metropolitan Police". Récemment, le père irlandais demande à son fils Paul: "Dis-moi, Jack doit-il escorter tous ces Noirs dans notre quartier?"

Evasif, Paul répond: "Je ne sais pas..."

"Si on l'oblige à le faire, pour-

suit le vieil Irlandais, catholique convaincu, j'ose croire qu'il n'accepte pas d'être payé pour faire ce sale boulot."

Et ce brave homme qui n'a jamais eu un sou à gaspiller, raconte Paul, la voix changée, m'a dit "je vais contribuer à la cause de mes gens; je ne suis pas violent, mais je vais leur donner \$5. Et si tous les Irlandais de Southie donnent \$5 pour la cause, nous "ferons mourir cette loi légalement".

## La rançon du double-jeu

Il est environ quatre heures de l'après-midi.

Nous avons cessé de faire la chasse aux Blancs qui voudraient attaquer des Noirs.

Et si nous allions visiter Southie? Et prendre une bière au Rabbit Inn, pub où se réunissent les Irlandais?

Paul refuse. Cherche de mille et une façon à faire dévier la conversation: il nous montre la colline où est situé Southie; stationne sa voiture face au South Boston High Annex qui est situé juste à la limite du quartier, en bordure de la mer.

Et si nous allions prendre une bière au Rabbit Inn?

Notre insistance l'énerve. Des sueurs froides perlent à son front. Finalement, il explose: "Je ne peux pas y aller."

"La dernière fois que j'y suis allé, je me suis fait malmené par des gens de ma race. Par des Irlandais catholiques qui m'accusent de jouer "double-standard" (double-jeu).

"Par des Irlandais qui ne veulent rien comprendre à l'ambiguïté de mon poste d'officier supérieur de sécurité."

"Par des Irlandais qui ne me croient plus des leurs."

C'est la rançon du double-jeu que Paul Barry en a assez de jouer."

Parce que Paul Barry ne nous amènera pas dans South Boston où les Blancs Irlandais catholiques ne tolèrent plus sa présence.

On lui permet à peine d'en approcher, et encore ne le fait-il qu'accompagné de la police qui se rend escorter les autobus d'enfants noirs qui les ramènent chez eux, dans Roxbury.

Sur le coin d'une rue, deux Irlandais qui affectent l'air de badauds plus qu'attentifs, surveillent, l'œil en coin le départ des autobus.

Paul stoppe immédiatement sa voiture et lance un très fort BONJOUR, COMMENT ÇA VA?

A mon intention, il dit "un de ces gars est venu à l'école avec moi".

Mais le gars en question ne semble pas avoir le même respect des amitiés de collège: il ne s'approche même pas de la voiture et répond à peine aux interpellations de Paul.

On repart en trombe.

Le masque de Paul Barry vient de s'effriter tout à fait.

Il ne cache plus ce qu'il pense. Il ne croit presque plus à l'intégration des Noirs dans Southie.

Tout comme il ne parle plus de son image: "Les jeunes de Boston ont besoin d'un leader. Je voudrais être ce leader."

Il parle plutôt de "political football game" (un jeu politique) où le ballon serait le "busing".

"Mais la communauté irlandaise catholique ne se laissera pas avoir. Nous vaincrons!"

Revenus au centre-ville de Boston, Paul Barry retrouve son personnage "d'officier de la sécurité pour les étudiants", sans distinction de race ou de couleur.

Pour les Irlandais catholiques, c'est un Irlandais qui protège les Noirs et pour les Noirs, c'est un "Niger's lover" sans plus.

Hier, il était encore à son poste. Et des incidents mineurs se sont produits dans les high schools où on compte un plus grand nombre d'étudiants à chaque jour.

A l'exception des high schools de Southie et de Hyde Park.

Et cette semaine, Mme Flüker, une Noire, en appelle à la Commission scolaire de Boston des droits de ses trois enfants qui fréquentaient le Hyde Park High School et qui ont, affirment la mère et ses trois adolescents, été injustement suspendus par la direction de l'école pour des vétilles.

## DURS

SUITE DE LA PAGE A 1

chacun aux trois agents d'affaires André Renaud, Gaétan Gauthier et Julien Massé, et \$10,000 chacun aux syndiqués Robert Beauchamps et Robert Mainville, dans que tous cinq ont reconnus dans des lettres signées devant témoin le 4 avril dernier.

Par la suite, a-t-il poursuivi, ces hommes ont hanté pendant trois jours les bureaux du syndicat, interrompant le travail du personnel et proférant des menaces, jusqu'à ce qu'on décide, sur entente verbale, de leur accorder \$10,000 supplémentaires divisés entre quatre d'entre eux qui avaient des dossiers judiciaires et étaient désormais considérés comme indésirables.

"C'était une prime de séparation", a précisé le témoin, qui a cependant admis un instant plus tard que les cinq n'avaient pas été rayés des listes du syndicat, parce que celui-ci considérait qu'il ne devait pas les laisser tomber complètement et qu'il devrait leur trouver du travail dans l'industrie à leur sortie de prison. Il a ajouté que le salaire des trois permanents avait été payé pendant leur premier terme en prison, et que tous les frais d'avocat de l'affaire (il avait cependant oublié le montant de ces frais) avaient été pris à charge par le local.

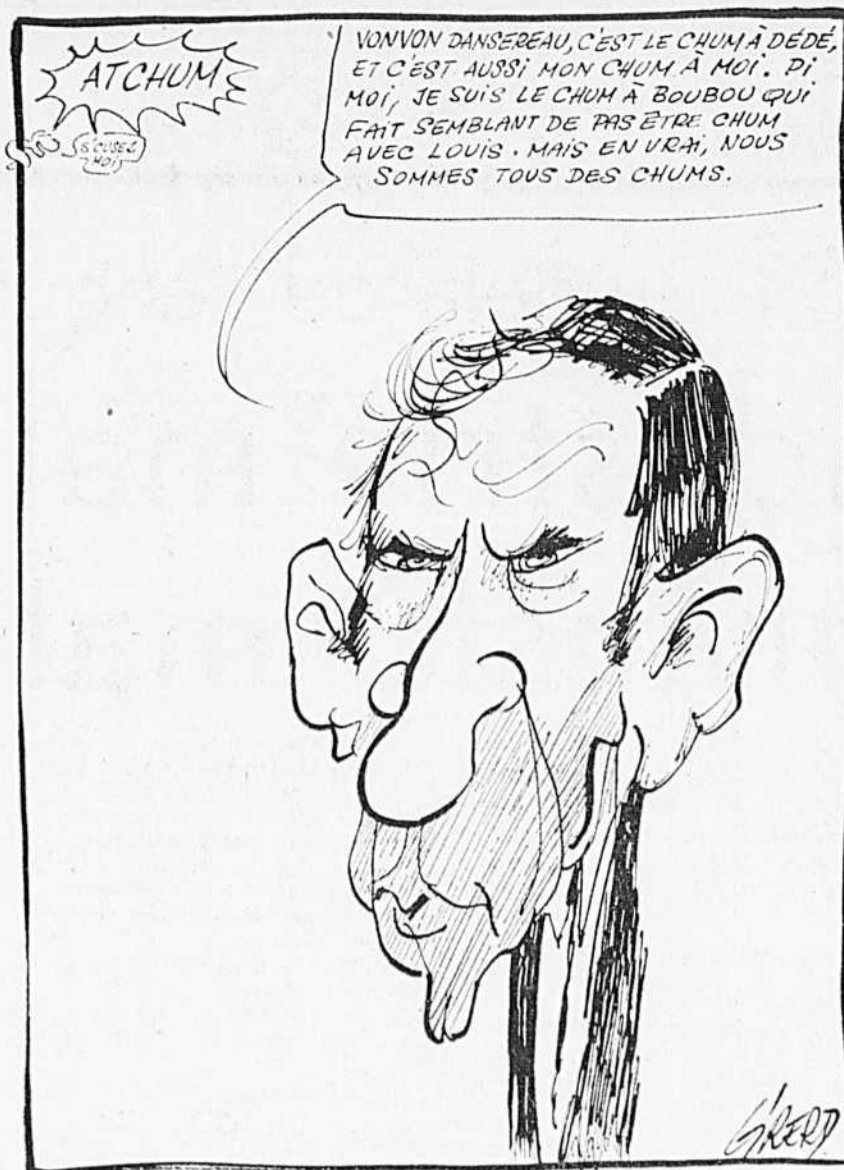
## La baie James

Au sujet de Duhamel, M. Meloche a déclaré qu'il "n'approuve en aucun temps les actes commis à la baie James", tout en reconnaissant qu'il était présent, le 23 septembre dernier (soit plusieurs semaines après la condamnation de Duhamel), à une assemblée du local 791 où a été adoptée à l'unanimité une résolution voulant "qu'il y ait quelque chose de fait concernant Yvon Duhamel, côté financier".

Par ailleurs, la société Sintec, fondée par le député André Déom et employeur de l'ex-coordonnateur du 791, René Mantha, au Zaire, a été de nouveau mentionnée devant la Commission: une résolution de l'exécutif du syndicat, en date du 11 mars 1974, veut "que les confrères Meloche et Mantha requièrent les services de Sintec pour le projet de la nouvelle bâtisse, du terrain et de l'emplacement" des bureaux du local.

Interrogé à ce sujet, M. Meloche a dit que c'est Mantha qui connaissait la compagnie et qui lui en a présenté un des directeurs, l'ex-sous-ministre des Affaires sociales Gilles-D. Bergeron.

Il a aussi confirmé que ce n'est qu'à titre de gérant d'entrepôt pendant quatre mois que Mantha avait été membre de son syndicat avant d'en devenir agent d'affaires, et qu'il n'avait jamais détenu une carte de



(Droits Réservés)

compétence comme opérateur de machinerie lourde.

L'autre témoin important entendu hier, William Saint-Onge, a obtenu sa carte de compétence un mois après être devenu délégué de chantier pour le syndicat, même s'il avait exercé le métier d'opérateur pendant deux ans auparavant au Manitoba. Il a affirmé avoir obtenu un poste de délégué sur un simple coup de téléphone à Yvon Duhamel, qu'il n'avait rencontré qu'une seule fois auparavant.

Il a hautement déclaré être d'autre part détenteur d'un 2e dan de karaté et peser dans les 260 livres ce qui lui assurait le respect des travailleurs qu'il allait défendre à la baie James. Mais il a admis avoir eu le caractère vif, et sur provocation, avoir eu des "prises de bec" avec trois syndiqués.

Son dossier criminel, comprenant près de 20 condamnations et résultant en 10 ans, 5 mois et 26 jours de prison au cours des 15 dernières années, a été déposé en preuve. Il faut cependant noter que depuis sa dernière sortie de prison en 1969, il n'a plus été condamné (il s'agissait, a-t-il noté, d'"erreurs de jeunesse"), même si plusieurs rapports ont été faits contre lui pour menaces et actes de violence.

## TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE A 1

forêts immenses, les voies d'eau et un marché domestique lucratif. On parle donc de piastres entre gens fort heureux, par ailleurs, de mettre de côté les questions sentimentales embarrassantes.

De Chirac en Giscard d'Estaing, M. Trudeau tisse donc la parfaite victoire sur le temps. "Le Canada est vitale ment lié au monde francophone par le tiers de sa population, rappellera M. Trudeau, laquelle vit au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et à un moindre degré dans les Prairies. Agissant dans tous les secteurs de sa compétence, le gouvernement fédéral s'efforce de faire du Canada un pays vraiment bilingue. Dans ce dessein, mon gouvernement souhaite intensifier les échanges culturels France-Canada", déclare officiellement à ses hôtes un premier ministre canadien qualifié l'instant d'avant d'illustre représentant du monde francophone par le premier ministre français.

Ce dernier, d'ailleurs, prend la peine de mettre les points sur les "i" au cas où les Québécois n'auraient pas encore compris le nouveau message.

Parlant du "nouveau Canada", M. Chirac a déclaré: "Au-delà du développement économique, dans le respect de la nature et de l'histoire, une société complexe s'attache à découvrir, grâce aux techniques nouvelles et aux possibilités qu'elles offrent, l'art d'être multiple sans se disloquer, complexe sans se mutiler, bilingue sans se déchirer."

Les discussions ayant emprunte cette voie confortable, M. Trudeau peut se permettre d'affirmer, devant le président de la République française, qu'à son avis "l'avenir de la francophonie canadienne s'inscrit de plus en plus profondément dans le cadre fédératif et qu'il est par conséquent lié à la coexistence avec l'élément anglophone."

Ceci dit, les experts français et canadiens se sont mis à l'oeuvre pour déterminer dans quel secteur particulier les relations commerciales, scientifiques et techniques pourraient s'améliorer. Comme on ne décide pas de ces questions en quelques jours, on a volontiers mis sur pied un comité à cette fin.

Les discussions au sommet se poursuivent aujourd'hui, alors qu'il sera davantage question d'uranium, de trains rapides, d'investissements et d'échanges culturels.

Si M. Giscard d'Estaing n'avait eu la délicatesse de rappeler "l'étroite coopération nouée entre la France et le Québec", le nom même de la Belle Province n'aurait pas été prononcé une seule fois au cours de ces fastueuses retrouvailles.

Après s'être acquitté de cette amabilité, auprès des Québécois, le président de la République française a parlé de réunion de famille et du moment qui est venu "de savoir et de dire que la France et le Canada peuvent être l'un pour l'autre des partenaires de choix".

Voilà comment, en prenant beaucoup de précaution, on a tourné de part et d'autre la grande page.

La France affirme, par la bouche de son président, qu'elle croit la francophonie canadienne entre de bonnes mains puisque M. Trudeau s'en occupe.

Ce dernier réplique qu'il est prêt à faire de bonnes affaires rentables avec une France qui comprend où se trouvent ses véritables intérêts.

Toute la presse célèbre les retrouvailles. C'est la contre-scène du balcon. M. Trudeau a gagné.

## BILLETS

SUITE DE LA PAGE A 1

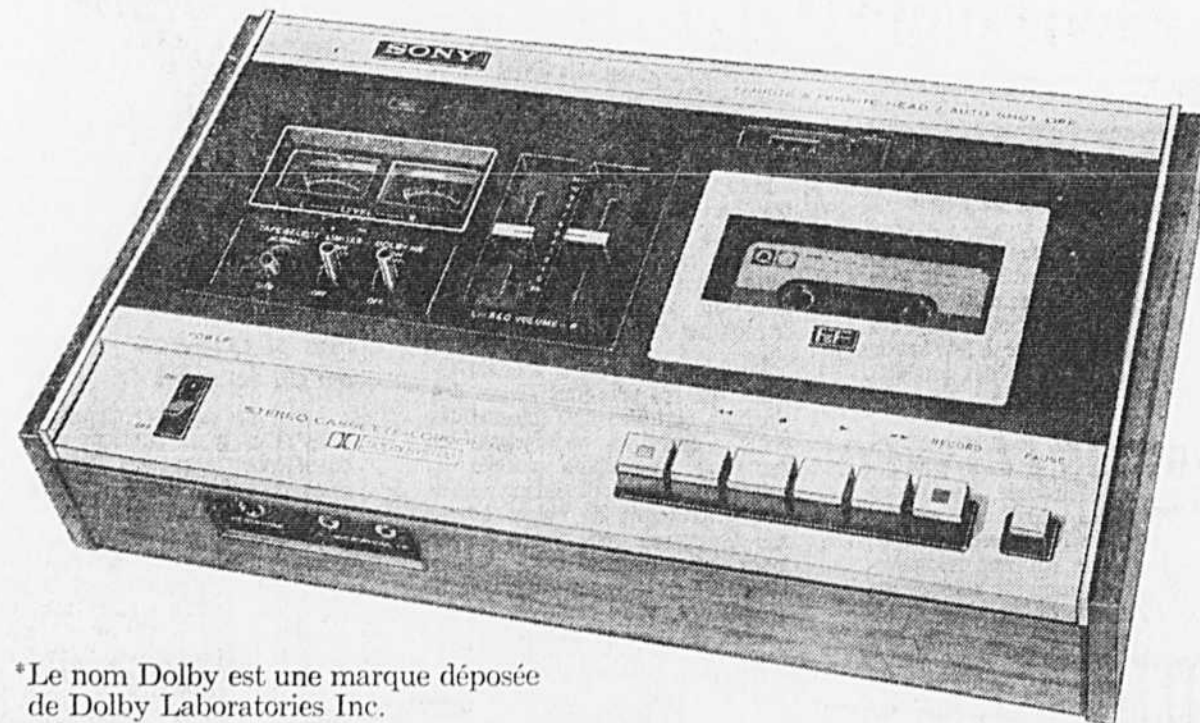
contre des billets dix semaines avant les Jeux.

Les billets mesureront 14,5 centimètres par 6 centimètres et ils seront imprimés sur un papier filigranne spécialement fabriqué pour l'occasion.

Quant à la distribution mondiale, 20 p. cent des billets iront aux Américains, 7,5 p. cent à l'Europe, 1,9 p. cent à l'Asie, 1,5 p. cent au Mexique et aux Antilles, 1 p. cent à l'Océanie et 1,5 p. cent à l'Afrique et l'Amérique latine.

## La platine d'enregistrement "Dolby" stéréo à cassette de SONY

La compagnie Sony est fière de présenter cette platine d'enregistrement "Dolby" de qualité supérieure, avec tête à double ferrite. C'est le modèle TC-131SD de Sony. D'un prix modéré, cette nouvelle platine d'enregistrement Sony à cassette fournit un rendement uniforme et fiable, ainsi qu'une reproduction fidèle des sons, grâce à deux importants perfectionnements. L'un d'eux est le système de réduction du bruit Dolby\*, un dispositif à deux voies (enregistrement et lecture) qui améliore considérablement la qualité des cassettes en réduisant les sifflements parasites ennuyeux. Le deuxième est la nouvelle tête à double ferrite de Sony, dont l'extrême dureté assure une longue durée et un rendement supérieur. De plus, des douzaines d'autres caractéristiques permettent un enregistrement de première qualité et une lecture très facile: le système d'enregistrement à limiteur, à rendement élevé, allie les avantages de l'enregistrement manuel à la sûreté de l'enregistrement automatique; le sélecteur de ruban permet d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec un ruban ordinaire ou un ruban au bioxyde de chrome; de plus, à la fin du ruban, le cabestan se débraye automatiquement et les boutons-poussoirs reprennent leur position normale, dans quelque mode que ce soit. Les lignes sobres de l'appareil TC-131SD de Sony sont conçus en fonction de son utilisation. Pour apprécier cet appareil à sa juste valeur, il vous faut vraiment l'entendre vous-même. Voyez-le chez le détaillant Sony.



\*Le nom Dolby est une marque déposée de Dolby Laboratories Inc.

**SONY** Pour en connaître toute la qualité, il faut l'écouter.

GENERAL DISTRIBUTORS LIMITED Montréal • Toronto • Ottawa • Winnipeg • Calgary • Edmonton • Vancouver

GD 74-5F

*Vous désirez du bon temps?*

Adressez-vous à l'une ou à l'autre de ces

**AGENCES DE VOYAGES**

CENTRE-VILLE		
VOYAGES ALPERN INC.	1253, McGill College, suite 240, coin rue Ste-Catherine	866-7811
AMERICAN EXPRESS CO. LTD.	1200 rue Peel	861-3611
VOYAGES BEL-AIR INC.	2155 rue de la Montagne	844-8817
VOYAGES R. BERGERON INC.	Metro Guy	935-1182
VOYAGES CONSTELLATION LTÉE	215, rue Saint-Jacques	871-3298
AGENCE DE VOYAGES HOLIDAY INC.	550 ouest, rue Sherbrooke	849-3571
VOYAGE HONE	1460 Union	845-8221
VOYAGES KUEHNE & NAGEL	485 rue McGill	861-9311
LM VOYAGES LTÉE	1184 ouest rue Ste-Catherine, 4e étage	879-1184
AGENCE de VOYAGES HENRI KELENY	2112, boul St-Laurent (Angle Sherbrooke)	845-3111
AGENCE de VOYAGES MEADOWS	751 Square Victoria	849-1243
VOYAGES PANORAMA INC.	Tour de la Bourse, Place Victoria	866-8856
VOYAGES SELECT LTÉE	620, rue Cathcart, suite 504	866-3345
TCUREX VOYAGES INC.	1454 de la Montagne, Suite 211	843-8873
VOYAGES TRAVELAIDE	1010 ouest, rue Sainte-Catherine	861-7272
VOYAGES UNIVERSE	TRAVEL SERVICE, 1, Plaza Alexis-Nihon, Etage de Modes	932-2911
AGENCE DE VOYAGES VIAU	3428, rue St-Denis	842-1751

EST		
AGENCE DE VOYAGES ATLAS	1821 est, rue Sherbrooke	527-8881
VOYAGES R. BERGERON INC.	7190 boul. Pie-IX	376-6700
AGENCE DE VOYAGES MAISONNEUVE	3905 est, RACHEL	255-4182 255-4141
VOYAGES TRAVELAIDE	4454, rue Saint-Denis	845-8225

VILLE D'ANJOU		
AGENCE DE VOYAGES MARTIN	Place Versailles, 7275 est, rue Sherbrooke	353-6930
AGENCE DE VOYAGES VIAU	Les Galeries d'Anjou	353-7650

OUEST		
AGENCE DE VOYAGES ATLANTIC & PACIFIC	4950 ch. Queen Mary, suite 405	735-4181
AGENCE DE VOYAGES LAING INC.	6260 ave Victoria, suite 1	735-4451
AGENCE DE VOYAGES LaSALLE	388, rue Lafleur, LaSalle	366-8262

NORD		
VOYAGES R. BERGERON INC.	7725 St-Denis	273-3301
AGENCE DE VOYAGES JONICA	5392 boul. St-Laurent	279-6396
TOTAL VOYAGES ENR.	361 est, boul. Henri-Bourassa	382-2429 382-3483
VOYAGES TRAVELAIDE	911 est, rue Beaubien	273-7755

LAVAL		
AGENCE DE VOYAGES VIAU	Carrefour Laval	688-6211
VOYAGES MONTAMBAULT INC.	512, boul. des Laurentides, Pont-Viau	669-1738
	Centre d'achats Duvernay, 3100, boul. de la Concorde	661-4860
VOYAGES TRAVELAIDE	Centre Laval	688-5310

ST-EUSTACHE		
VOYAGES MONTAMBAULT INC.	350 boul. Sauvé St-Eustache	627-4761

SAINT-JÉRÔME		
IARO VOYAGES	Appels de Montreal, 22 rue Legault, Saint-Jérôme	430-3657 436-3520

RIVE-SUD		
AGENCE DE VOYAGES GASTON HOULE	536, Marie-Victoria, Boucherville	655-0624
G.W. CLARK & CO. LTD.	43 rue Green, Saint-Lambert	671-5555
VOYAGES TRAVELAIDE	Centre Place Longueuil	679-3777

Voyagez rassuré, demandez à votre Agence de Voyages, l'assurance voyage

conseils assurés de Lloyd's de Londres par l'intermédiaire de l'Agence d'Assurance le Voyageur Ltée

Consultez nos pages touristiques chaque samedi

# Taxi: hausse des tarifs en décembre

par Georges LAMON

Les chauffeurs de taxi aussi doivent affronter la hausse galopante du coût de la vie. C'est pourquoi ils augmenteront leurs tarifs au début de décembre.

Il en coûtera donc au passager 60 cents au départ (50 cents présentement) et 60 cents du mille parcouru (50 cents présentement) ainsi que 10 cents la minute d'attente.

L'augmentation acceptée officieusement par la Commission des transports du Québec, qui doit être publiée dans la Gazette officielle du Québec d'ici une quinzaine de jours, est d'ailleurs prévue dans le règlement numéro 6 régissant le transport par taxi au Québec.

Il s'agit cependant de la hausse maximum prévue par le règlement no 6.

Comme l'a signalé M. Henri Paquette, président du congrès de fondation de la Fédération des propriétaires de taxis, qui tient ses assises à Montréal, cette augmentation couvre la hausse du coût de la vie mais ne tient pas compte du coût plus élevé de l'essence, des réparations, etc.

Dans le cas où une nouvelle hausse du tarif serait demandée il faudrait alors que le règlement no 6 soit amendé par un arrêt ministériel.

Dans son allocution, M. Paquette, qui est également conseiller technique de la Fédération regroupant actuellement 900 propriétaires de taxi du Québec sur une possibilité de 11.500 permis, a mis l'accent sur le fait que l'organisme doit devenir "une force de frappe, une force de négociations avec le gouvernement du Québec".

"Le moyen le plus efficace d'empêcher le gouvernement du Québec de faire peur aux gens du taxi, a précisé M. Paquette, c'est de passer avant lui, et de veiller à formuler nos revendications."

En fait, le but de la Fédération vise notamment à trouver une structure constructive et à aider les ligues de propriétaires de

taxi, en voie de formation et qui sont d'ailleurs prévues au règlement no 6.

## Le regroupement

Toutefois pour la Fédération, qui s'élira un exécutif aujourd'hui à l'issue de son congrès de fondation, le problème le plus épineux demeure encore le regroupement des chauffeurs de taxis, par nature individualistes.

Pour sa part, M. Paul Meunier, président de "Les distributeurs Escom-Prix", organisme qui s'occupe de négociations avec les compagnies pétrolières et autres entreprises pour des groupes déterminés, a laissé entendre qu'il serait possible pour les propriétaires de taxis d'économiser jusqu'à 10 cents sur un gallon d'essence.

M. Meunier, dont la Fédération a retenu les services, a expliqué que des négociations avaient par ailleurs abouti avec United Auto Parts pour arriver à une entente visant à réduire de 20 pour cent en moyenne le prix des pièces d'automobiles.

Des ententes identiques pourraient être conclues avec certains fabricants de pneus et faire ainsi économiser de 35 à 50 pour cent sur l'achat de pneus.

La Fédération qui regroupe actuellement quelque 26 ligues de propriétaires de taxi a insisté sur l'importance du regroupement des petits propriétaires de taxis.

M. Paul A. Préneveau, vice-président de l'exécutif provisoire, a dénoncé verbalement le gouvernement du Québec pour son attitude envers les propriétaires de taxis.

"C'est dégueulasse, a-t-il lancé, de voir le gouvernement nous traiter de façon cavalière. Tout ce que nous demandons c'est qu'il fasse respecter les lois qu'il a établies."

Plusieurs propositions ont été avancées en fin de journée par les quelque 200 participants venus tant de Gaspé, de Rimouski, de Trois-Rivières, que de Val d'Or et de Montréal. Parmi celles-ci, on note la réduction du nombre de permis de taxi.

# La FTQ à l'assaut des "vrais boss du Québec"

par Pierre VENNAT

La FTQ a décidé de se lancer à l'assaut des "vrais boss du Québec". Ceux "qui font marcher les Trudeau, les Bourassa, les Drapeau et les Choquette".

A ceux-ci, elle fait savoir que "l'Automne-Show" du dernier week-end n'était qu'un début.

Que la manifestation du 29 octobre sera la suite de cet "automne chaud" et que si le message n'est pas compris, si elle n'ouvre pas les yeux des "véritables boss", alors "ils courent après".

"Après" quoi?

M. Laberge n'a pas voulu préciser, d'autant plus qu'il est actuellement devant les tribunaux pour incitation à la violence.

Mais il a répété que le gouvernement fédéral "avec nos taxes" avait subventionné la United Aircraft, que celle-ci, en conséquence, "nous appartient".

Et que si elle ne veut pas négocier, il ne restera plus qu'à "s'en emparer", qu'à "l'occuper".

Sans nier non plus que cette "occupation" de la United Aircraft pourrait être le prochain pas de l'escalade.

"La United Aircraft opérera selon les us et coutumes du Québec ou bien elle n'opérera plus. C'est aussi clair que cela."

Donc on manifesterait le 29. Avec "tous les travailleurs de bonne volonté de quelque centrale que ce soit" parce que la "justice des boss" opprime la FTQ et que "les gars en ont soupe".

## La déclaration de Laberge

A cette occasion, M. Louis Laberge a rendu public, sous sa signature, le texte suivant:

"Plusieurs s'étonnent du fait que la FTQ soit la cible des attaques des politiciens et des employeurs, qu'elle fasse l'objet d'une vaste opération de répression judiciaire et policière. Pourtant, il n'y a rien de surprenant dans tout ceci.

"La FTQ, ses syndicats et ses membres ont osé s'attaquer à United State Steel et à Québec Cartier Mining, au Mont-Wright; à Bechtel à la Baie James; à Firestone à Jonette, à Good Year à Valleyfield et à Québec; à ITT à Port Cartier; à United Aircraft à Longueuil; à General Telephone and Electronics dans le conflit de Québec-Téléphone; à Power Corporation à LA PRESSE et à Télémedia-Sherbrooke; à Noranda Mines dans le Nord-Ouest, à Valleyfield et à Montréal; à l'Iron Ore à Sept-Îles.

"La FTQ a osé s'attaquer aux vrais boss du Québec. Ceux qui font marcher les Trudeau, les Bourassa, les Drapeau et les Choquette.

"Pourquoi se surprendre que ces boss et leurs fidèles serveurs se servent au

jour d'hui de la Commission Cliche pour salir et affaiblir la FTQ? Pourquoi se surprendre que l'appareil politique et judiciaire soit mobilisé contre la FTQ?

"Tout ce qui arrive est le signe que les travailleurs

syndiqués québécois et la FTQ ont fait mal aux vrais boss du Québec, que nous avons fait notre travail. C'est la réponse des boss aux luttes que nous avons menées, particulièrement pour obtenir l'indexation.

"Devant ces tentatives des boss, des gouvernements et de tout l'appareil policier et judiciaire d'affaiblir le mouvement syndical, nous devons mobiliser les travailleurs et lutter avec encore plus de détermination."

# CSN: 1,000 syndiqués en grève depuis trois mois

par Pierre VENNAT

Non seulement la CSN a-t-elle trop de grévistes pour ses moyens financiers, mais encore les conflits qu'elle supporte sont-ils longs et difficiles.

Selon une liste affichée hier dans le hall d'entrée du siège social de la CSN, rue Saint-Denis, à Montréal, on pouvait lire que 3.636 membres de la CSN, affiliés à 27 groupes différents, sont actuellement en grève.

Une lecture plus attentive de cette liste nous a permis de constater que de ce nombre, pas moins de 670 sont en grève ou lock-out depuis plus de quatre mois et plus de 1.000 le sont depuis plus de trois mois.

Comme la CSN, en établissant ses prévisions budgétaires, en juin dernier, s'attendait à une moyenne de quelque 1.600 à 1.700 grévistes par jour seulement, on peut comprendre facilement que son budget soit actuellement dépassé.

Même avec le règlement du conflit de la CTCUM, les plus importants groupes, numériquement parlant, actuellement en conflit, semblent "partis" pour une grève longue.

Chez Francon, on compte 350 grévistes depuis le 29 août, soit bientôt deux mois. Tandis que les 600 employés de la CHL à McMasterville,

ont débrayé le 9 septembre, soit depuis près de un mois et demi.

Il suffit de se promener un peu à l'intérieur de l'édifice de la CSN, comme nous l'avons fait hier, pour se rendre compte que la situation est sérieuse, comme en fait foi un message "interne" adressé à tous les employés du mouvement et affiché ici et là sur les murs, ou le vice-président Norbert Rodrigue, expliquant que dorénavant seul lui peut autoriser l'impression de documents ou papeterie, écrit: "Croyez bien qu'il s'agit vraiment d'une situation très sérieuse et que nous avons besoin de votre collaboration la plus totale."

Grand repas, grand style.



Connaissez-vous Le Castillon où l'on vous sert des plats fins aussi variés que les cultures du monde entier? Connaissez-vous, par exemple, sa délicieuse Sole à l'Armoricaine? Arrosez le tout d'un grand cru et vous nous en donnerez des nouvelles! Pour réserver, composez 878-2332.

## Le Castillon Hotel Bonaventure

L'un de nos six hôtels au Canada



...et vos invités deviennent des amis!

Cognac Rémy Martin Fine Champagne

## À Toronto Une tradition qui ne se perd pas.

À l'hôtel King Edward, la tradition vous assure d'un service et de conditions de séjour impeccables. En plein cœur du centre commercial et financier, à un coin de rue de l'O'Keefe Centre et du St. Lawrence Centre for the Arts. Stationnement gratuit. Excellente table au Victoria Room et au Oak Room. Chambre simple: \$14 à \$20. Pour réservations, composez 842-5861 in Montreal. ou faites appeler votre agent de voyages.



## King Edward Hotel

37 KING STREET, TORONTO, ONTARIO CANADA M5H 3K9 (A SHERATON OPERATED HOTEL)

## Vous porterez VOTRE DENTIER confortablement

Comme tous ceux qui utilisent la poudre adhésive FASTEETH. Votre dentier tiendra plus solidement, plus longtemps. Vous trouverez un nouveau confort... vous mangerez normalement. Plus de gène! Demandez la poudre adhésive FASTEETH. Un dentier qui tient est indispensable à votre santé. Consultez votre dentiste régulièrement.

VISITEZ NOTRE USINE

NOTRE RÉPUTATION GARANTIT VOTRE SATISFACTION

PORTES ET FENÊTRES EN ALUMINIUM

Avant en fibre de verre

FENÊTRE PANORAMIQUE 2 LUMIÈRES

REVÊTEMENT MURAL EN ALUMINIUM AINSI QUE LES CORNICHES

Revêtement Alcan

Centre Fenêtre à Double Coupe Froid

APPELEZ 322-7602

Ouvert tous les jours jusqu'à 5 h. Le samedi jusqu'à midi. Service téléphonique 24 heures par jour.

Detenteur du permis No 100029 de l'Office de Protection du Consommateur.

ARCON CANADA

Division de A.B.P. Service Ltee

11996, rue Albert-Hudon Montréal-Nord.

2 succursales: Sorel 742-4232 Berthier 836-6387

LIVRAISON RAPIDE

Garantie écrite du fabricant. Estimation gratuite.

# Les quartiers de Montréal

## Ils n'ont presque rien en commun...

Si quelqu'un avait décidé volontairement de fabriquer deux districts électoraux complètement artificiels, de fractionner des unités naturelles et d'additionner arbitrairement des secteurs et des populations qui n'ont presque rien en commun, il aurait fait exactement le genre de découpage qui a donné naissance aux districts électoraux de Côte-des-Neiges et de Snowdon.

• Immense district qui, contourant la montagne, part de Jean-Talon au nord pour aboutir dans le remous du centre-ville, rue Lagacière, Côte-des-Neiges comprend trois grandes parties bien distinctes: un quartier fortement cosmopolite au nord, un petit quartier francophone autour de l'Université de Montréal (c'est ce qui reste de l'ancien "village" de la Côte-des-Neiges) et toute la partie sud, qui va de l'avenue du Parc aux environs du Forum, et qui, plongeant au coeur de l'activité commerciale du centre-ville, est composée d'une population mobile et hétérogène.

• Le district de Snowdon commence trop à l'est, coupant littéralement en deux l'une des unités naturelles les plus authentiques de ce secteur, le vieux village de la Côte-des-Neiges, dont les trois églises paroissiales se trouvent dans Snowdon.

• Les points communs: les deux districts contiennent, ensemble, la plus grande concentration à Montréal de cliniques médicales et d'hôpitaux, de collèges privés et d'universités, englobant à la fois l'Université de Montréal, McGill et Sir George Williams, les collèges Jean-de-Brébeuf, Notre-Dame, Marie de France et d'autres institutions privées.

• Il ressort de cela que la population est relativement mobile à cause de la clientèle étudiante, et que si les habitants de 20 à 25 ans y sont peut-être plus nombreux qu'ailleurs, elle présente les caractéristiques d'une population vieillissante: beaucoup de rentiers, peu de familles avec enfants, le vieillissement de la population de ces deux districts s'explique avant tout par les constructions anarchiques qui ont démolé une partie des logements familiaux. L'exode des familles, joint au foisonnement des institutions privées d'enseignement, place les écoles publiques de ces secteurs en situation précaire: la clientèle scolaire diminue, et cette baisse touche surtout les écoles françaises, dans ces districts où la population anglophone est légèrement majoritaire, et s'accroît sans cesse par l'apport des immigrants.



La photo, prise en 1966, montre la rue Gatineau telle qu'elle était quand on l'aimait, avec ses maisons de bois, ses larges perrons, ses arrières-cours où il y a 20 ans seulement, on élevait encore des poules... C'était le coeur du vieux village.

photo LA PRESSE

## L'histoire d'un saccage à la moderne...

Textes des deux pages:  
Lysiane GAGNON

Côte-des-Neiges, c'est d'abord l'histoire d'un saccage. Un saccage à la moderne, effectué sous la pression de l'Université de Montréal et des grands constructeurs immobiliers.

D'un vieux quartier chaleureux, où les habitants avaient depuis des générations un très fort sentiment d'appartenance à leur environnement, on a fait en moins de dix ans un quartier sans âme à l'image de l'Université de Montréal: les arbres coupés, les vieilles maisons de bois et les logements à prix modiques détruits, les familles exilées, il ne reste plus que du béton, des conciergeries anonymes, et une population de plus en plus hétérogène et flottante.

Ce quartier qui, il y a quinze ans, ressemblait (un peu comme Saint-Henri) à un village au coeur de la ville, est devenu méconnaissable, et ceux qui y sont nés s'accrochent à des vestiges symboliques: la vieille école de brique de Notre-Dame-des-Neiges, le poste de police et de pompiers avec sa tour baroque, les "maisons à escaliers extérieurs" de la rue Lacombe, les quelques petits commerces où l'on se sent encore chez soi, et ma foi c'est presque tout et ça ne durera pas: l'école est, chaque année, menacée de démolition, et l'on prévoit une station de métro au coeur du vieux village, angle Lacombe et Côte-des-Neiges, qui accélérera la commercialisation à outrance et non-planifiée du secteur.

Ce quartier qui avait la chance de s'appuyer sur le plus beau parc naturel de Montréal n'a même plus vue sur la montagne, aujourd'hui masquée par des conciergeries en hauteur.

### La politique de prestige... et le profit

Ce soi-disant "renouveau urbain" qui s'est produit ici en dix ans, planifié par le Service d'urbanisme de la Ville, a sacrifié tout un secteur à la politique de "prestige" de l'U. de M... et à la politique de profits d'une poignée de gros constructeurs. Le tout avec la complicité tacite des conseillers municipaux du district.

Et encore s'agit-il de transformations inefficaces: les innombrables "bachelors" qui ont remplacé les logements familiaux sont souvent

inabordables pour les étudiants, les monstres de béton sans fenêtres qui servent, rue Decelles, de pavillons à l'U. de M. ne correspondent déjà plus à la conception que l'on se fait aujourd'hui des campus universitaires, et la rue Jean-Brillant, dont la construction a provoqué la destruction de la moitié du vieux "village", n'a aucune raison d'être.

Cette avenue assez large fait double emploi avec les rues qui lui sont parallèles et est d'autant plus inutile qu'elle débouche, à l'ouest, sur un cul-de-sac, et qu'elle ne mène, à l'est, qu'à l'Université.

Pour construire cette avenue qui ne sert qu'à la politique expansionniste de l'U. de M., on a détruit des logements qu'on a remplacés par un parc pour enfants, là précisément où l'on a tout fait pour chasser les familles!... Ce sont des détails mais des détails révélateurs!

### Un embryon de vie communautaire

Malgré tout, ce quartier vit, plus calme l'été que durant la saison académique, alors que des milliers d'étudiants prennent littéralement d'assaut les trois cafés-terrasses, les restaurants italiens et les bars du "village", et que tout un chacun tente de se loger à un prix décent. Mais c'est là une manifestation purement saisonnière: la vraie vie du quartier se déroule encore autour des pôles classiques — l'école, la caisse populaire et la paroisse... mais une paroisse qui a singulièrement changé en peu d'années, et qui est maintenant animée plutôt que dirigée par une équipe de prêtres sensibilisés aux problèmes sociaux et qui sortent de plus en plus de leur église pour s'intégrer à la vie communautaire.

La vie communautaire, justement, a ressurgi dans le quartier à la faveur de deux problèmes locaux: l'administration de la Caisse populaire et l'avenir de l'école Notre-Dame-des-Neiges. Les assemblées générales de la Caisse, qui reste largement contrôlée par les "notables" du vieux village, sont depuis trois ans envahies par des sociétaires tout aussi bien implantés dans le quartier, qui tentent de démocratiser la Caisse et de la ramener aux principes fondamentaux du coopératisme.

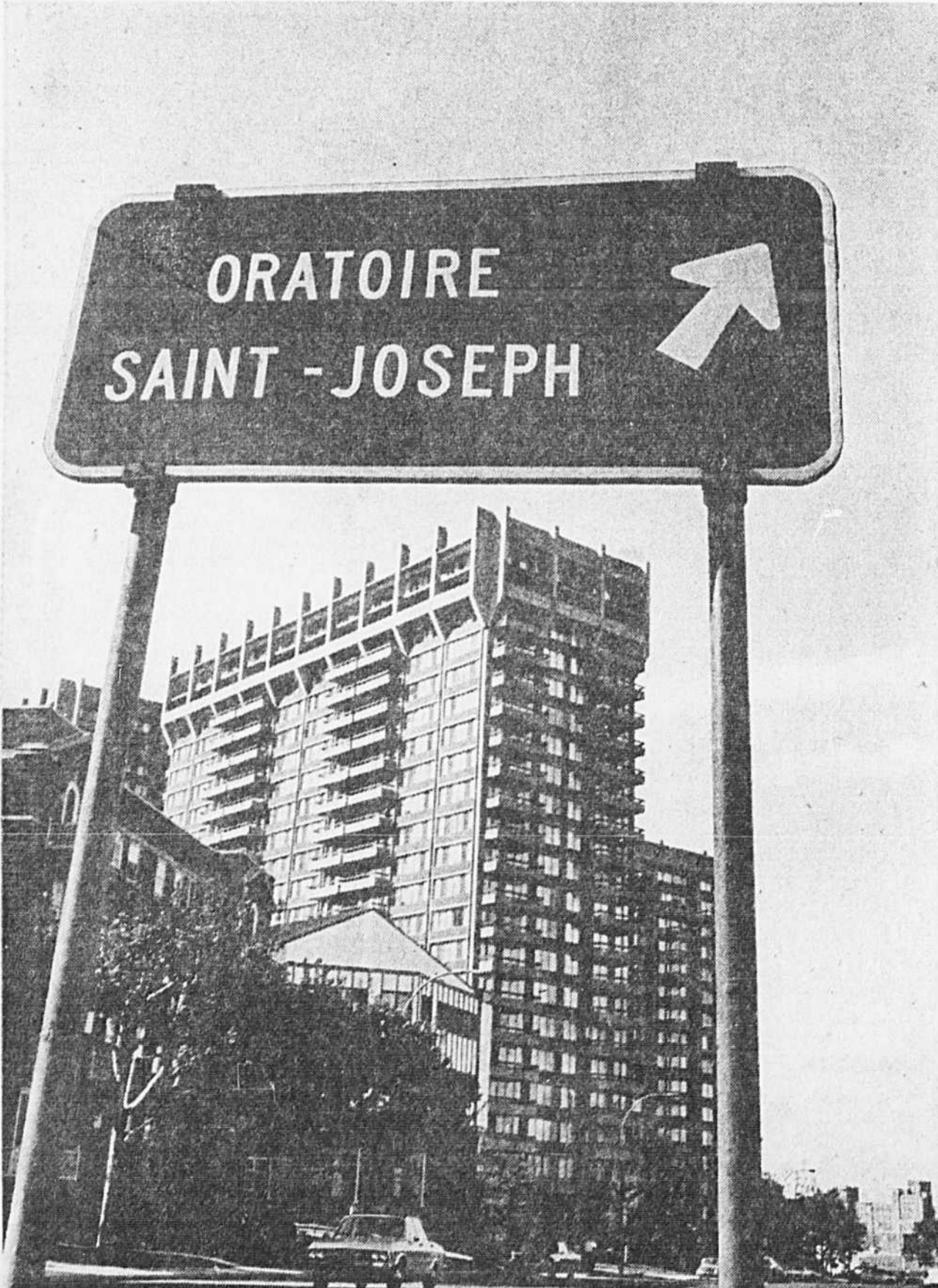
Quant à l'école, dont on prévoit chaque année la disparition faute d'un nombre suffisant d'élèves, elle ne survit maintenant qu'à cause des classes d'accueil pour immigrants que la CECM y a ouvertes. Mais il est question de la démolir pour ériger sur son site un complexe récréatif, commercial... et scolaire (des classes aux étages supérieurs).

### La plus forte concentration d'intellectuels à Montréal...

Comme ailleurs, on se plaint à Côte-des-Neiges de l'insuffisance de loisirs publics, et c'est, avec l'école, l'une des préoccupations majeures de familles qui restent dans le secteur.

Si, dans le "village" autour de Notre-Dame-des-Neiges, c'est le problème de la caisse populaire qui a suscité un regroupement de citoyens, dans le nord du district (autour de l'église Saint-Pascal-Baylon et de la Plaza Côte-des-Neiges), c'est le problème du logement qui a servi de moteur, un premier comité de citoyens s'étant assez rapidement transformé en Association de locataires. Ce regroupement, majoritairement anglophone, est surtout composé de Néo-Québécois qui habitent des conciergeries en voie de détérioration.

Fortement cosmopolite dans sa partie nord, extrêmement influencé par le développement de l'Université de Montréal, Côte-des-Neiges est maintenant une agglomération de populations qui se côtoient sans trop se connaître: des rentiers qui se souviennent des champs de melons et des vergers qui couvraient le quartier au début du siècle, des immigrants de fraîche date, des employés d'hôpitaux et des cols blancs, et l'une des plus fortes concentrations d'intellectuels de toute la ville de Montréal... C'est un quartier où l'on aime faire son marché à l'européenne, un quartier où l'on discute énormément, un quartier ravagé et abîmé que ses habitants, pourtant, regardent avec les yeux du coeur et du souvenir, et qu'ils trouvent encore beau, allez donc leur demander pourquoi.



Masquant la montagne, détruisant — comme d'autres conciergeries — un quartier naguère chaleureux, l'un des monstres à loyers exorbitants de Montréal: le Rockhill.

photo Michel Gravel, LA PRESSE

# Côte-des-Neiges—Snowdon

## Un monde bien cosmopolite...

Snowdon, c'est la porte d'entrée d'une terre pour nous étrangère: l'ouest de l'île de Montréal. C'est à partir de cette frontière invisible qu'on commencera à entendre de plus en plus souvent à mesure que l'on s'enfoncera vers l'ouest: "Sorry, I don't speak French"... petite phrase prononcée sans agressivité ni même mauvaise volonté, par des gens dont le seul tort est de confondre l'ouest de l'île avec l'ensemble du Québec, et à qui l'on n'a jamais appris autre chose.

C'est, avec 44 p. cent de citoyens de langue maternelle anglaise, l'un des quartiers les plus anglophones de la ville de Montréal, mais c'est aussi, avec 30 p. cent de Néo-Québécois, l'un des districts les plus cosmopolites, et le château-fort de la communauté juive de classe moyenne.

La majorité des Néo-Québécois de Snowdon sont en effet d'origine juive, et l'on en trouve la preuve tangible à chaque pas: dans les accents d'Europe de l'est, dans les enseignes "kosher", dans les nombreuses institutions juives qui y ont élu domicile — des "community center" aux Y.M. et Y.W.H.A. Le long de la rue Victoria, dans la partie commerciale de Queen Mary, ou autour de la Plaza Côte-des-Neiges, les magasins d'alimentation propagent les habitudes culinaires des pays de l'Europe de l'est... C'est le royaume du saucisson, de la choucroute, de l'aneth, de la viande fumée et des "bakery".

Allez au Centre d'achats Côte-des-Neiges, un samedi après-midi, et voyez la foule qui s'y promène, regardez les visages et écoutez les accents: c'est beaucoup plus cosmopolite... et surtout plus réel et plus incarné que l'Expo '67 à Terre des Hommes.

### De Snowdon à... Miami

Plus à l'ouest dans le quartier, c'est le royaume des ménagères prospères et des détails agaçants: le côté "m'as-tu vu", le côté "We're just coming back from Miami", le côté parvenu qui se dégage des conversations à tue-tête dans les salons de coiffure ou devant les étalages des boutiques, où les propos tournent en rond autour de trois ou quatre thèmes: le genre qui a si bien réussi, le dernier voyage dans le sud et ô, comme Margaret Trudeau est adorable, et son mari, quel Grand Canadien.

Tout ce petit monde est, comme dans l'ensemble de la ville, composé en grande majorité de locataires (86 p. cent), mais la chose en soi ne veut pas dire grand-chose, car les classes sociales diffèrent beaucoup selon qu'on est locataire rue Barclay ou locataire sur Grosvenor.

Snowdon, c'est en effet l'un des reflets les plus saisissants de l'injustice sociale, un peu comme Outremont. Il comprend à la fois des zones qui comptent parmi les plus riches de la ville: à l'extrême-ouest, une bande de rues parallèles et semblables à Hampstead; au sud, toutes les rues qui grimpent dans le versant ouest de la montagne; de Forest Hill à Victoria; une petite partie qui évoque le calme confortable de Notre-Dame-de-Grâce; et de luxueux... et hideux complexes d'appartements comme le Rockhill, où un placard d'une pièce et demie coûte plus de \$200... et, à moins d'un mille vers le nord, de profondes poches de pauvreté dont une partie de la rue Barclay est un peu le symbole.

Depuis plus de deux ans, l'Association des locataires de Côte-des-Neiges dénonce — avec quelque succès dans certains cas — le scandale des taudis modernes.

La version moderne de la pauvreté, c'est là, en effet, qu'on la trouve: de laides boîtes à se loger construites à peu de frais avec des matériaux inadéquats, qui de l'extérieur n'ont pas l'air de taudis, mais qui à l'intérieur, sont en voie de détérioration rapide. Là s'entassent

les plus démunis des immigrants du quartier, des Noirs notamment, et d'autres qui, arrivés ici de fraîche date, n'ont pas encore effleuré "l'American Way of Life".

Si, dans plusieurs secteurs de Snowdon, les gens ont à peu près les moyens de payer pour se distraire, le manque d'équipements publics de loisirs se fait sentir plus durement dans les zones moins riches. Il n'y a, dans le district de Snowdon, ni piscine, ni tennis, ni bibliothèque pour adultes, ni arène fermée qui soient publiques.

### On manque d'équipements de loisirs publics

Un exemple — qui touche aussi bien la population de Côte-des-Neiges que celle de Snowdon: un abonnement au Centre Notre-Dame, rue Queen Mary, coûte au minimum \$50 par année. De fait, dans ces deux districts, il y a surabondance d'équipements sportifs privés: du centre sportif de l'Université de Montréal à celui du collège Jean-de-Brébeuf en passant par Notre-Dame, voici trois temples du Loisir construits à moins d'un mille l'un de l'autre, mais qui ne sont ni gratuits, ni toujours ouverts au public. Tout le domaine des loisirs publics ou à très bon marché est singulièrement pauvre: quelques petits parcs pour enfants, quelques patinoires ouvertes, quelques terrains de baseball, et c'est à peu près tout.

Ces deux districts regorgent, par contre, d'équipements hospitaliers:

Ste-Justine, St-Mary's, le Montreal General et le Royal Victoria, l'hôpital des Vétérans et le Jewish General (l'un des hôpitaux les plus humains de Montréal, l'un des seuls où l'on a l'impression, à la clinique d'urgence, d'être autre chose qu'un numéro)... et un nombre impressionnant de bureaux médicaux et dentaires privés.

Car le fait est que globalement, Snowdon, comme Côte-des-Neiges, d'ailleurs, est un quartier relativement privilégié. Les poches de pauvreté y sont, par contraste, plus apparentes qu'ailleurs, mais moins nombreuses, bien circonscrites comme autant de "mini-guetto".

Snowdon, quartier hétérogène du point de vue culturel, est traversé de part en part par des rues commerciales. À côté de secteurs entièrement résidentiels, on trouve, échelonné le long du boulevard Decary, surmontant la transcanadienne, un capharnaüm d'hôtels, motels, garages, petites usines et autres Ruby Foo's. On parle encore d'un projet d'envergure piloté par la compagnie Campeau, qui établirait sur les vastes champs de la piste de course Blue Bonnets un super-centre d'achats. Le projet initial comportait un complexe hôtelier et domiciliaire, et ses promoteurs voulaient en faire un deuxième "centre-ville". L'affaire fait encore l'objet d'un litige entre les municipalités concernées, et n'a pas fait, bien sûr, l'objet de la moindre consultation auprès des citoyens... ce qui, dans ce cas, prend toutefois un caractère moins tragique qu'ailleurs, car la réalisation de ce projet n'entraînerait pas, semble-t-il, de démolition de logements.



Snowdon, rue Victoria: c'est le Montréal le plus cosmopolite qui soit, le Montréal des petites ethnies, et le château-fort de la communauté juive de classe moyenne.

## "Downtown", paradis à crédit

Ce fut, déjà, l'une des plus fortes concentrations de richesses de tout le Canada: le "square mile", dont les grandes familles ont donné naissance à une fille, une fille superbe et orgueilleuse, l'université McGill, qui vit ici à l'ombre de son grand campus.

C'est aujourd'hui ce qu'on appelle le "downtown", la partie la plus commerciale — et de loin — du

district de Côte-des-Neiges. C'est le quartier de la rue la plus folle et la plus belle de toute la ville, la grande Catherine, le quartier de la rue la plus somptueuse (Sherbrooke à l'ouest de l'avenue du Parc), c'est, entre Stanley et Guy, le quartier le plus sophistiqué de Montréal, celui dont parlera le touriste qui croit que Montréal "is such a gay city" (prenez le mot

"gay" dans ses deux sens, si vous voulez!).

C'est ici, dans les lumières, les néons, les vitrines étincelantes, les embouteillages et les sombres fins de party, que l'on applique sur la vraie ville de Montréal tout le vernis qu'il faut pour oublier la vraie vie: c'est ici qu'on vous vendra le paradis, mais à crédit. Peu de gens, de fait, vivent ici,

dans le "downtown": des étudiants de McGill et de Sir George Williams, des jeunes ménages, des drop-out et quelques rentiers se partagent les beaux vieux logements qui restent encore debout entre les magasins, les hôtels et les restaurants. Car ici aussi, on a démoli, et la destruction de la maison Van Horne et d'édifices typiques des architectures victorienne

et "georgian" a donné lieu à des regroupements de citoyens en colère.

C'est un peu plus à l'ouest, du côté du Forum, qu'il faut aller pour trouver des familles. Dans ce quartier qui est le plus animé de toute la ville, parce qu'il est sans cesse traversé de part en part par des gens qui y vont "magasiner", se divertir ou étudier, on trouve aussi des rues qui sont parmi les plus calmes et les plus verdoyantes de Montréal, comme celles qui entourent le Forum, et qui respirent déjà un peu (mais en moins cossu) l'air de Westmount.

Quartier animé? Indéniablement, quoique certains de ses plus ardens adorateurs estiment, au contraire, que le centre-ville est en train de déperir à cause de la concurrence que lui livrent les centres d'achats.

Cette année, un groupe d'architectes a lancé l'idée de fermer la rue Sainte-Catherine à la circulation automobile pour en faire un "mail". L'idée, plutôt froidement accueillie par la Ville, est allée glisser sur le tas des bonnes idées perdues. Et, en effet, pour fermer la Catherine et percer d'autres voies routières, il faut avoir une politique en matière de transport urbain, et cela, c'est une chose inconnue chez nous. Car c'est ici, dans le "downtown", que commence à courir en plein dans les entrailles de la ville la fameuse autoroute est-ouest... qui, une fois entrée dans le cœur du vieux Montréal, à l'est de Bleury, fait ses irréremédiables ravages.

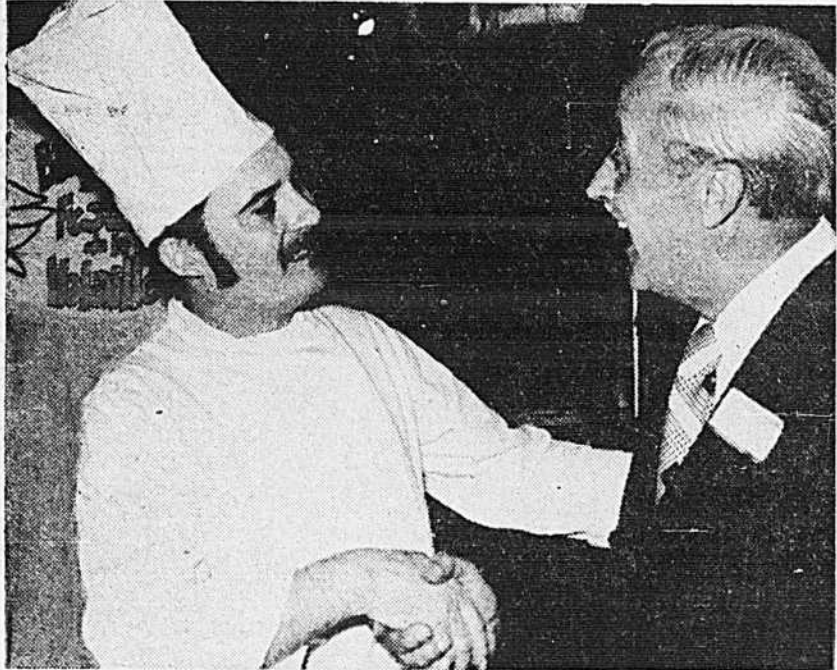
Le centre-ville... Mais qu'est-ce donc que cette ville dont le cœur flotte on ne sait où, et qui a maintenant les entrailles toutes déchirées?



Rue Lacombe, à Côte-des-Neiges: c'est, avec quelques maisons familiales des rues Decelles et Jean-Brillant, tout ce qui reste du "vieux village" de la Côte-des-Neiges... et ces maisons sont presque toutes à vendre, les règlements de zonage ont été changés, et ce sera la démolition, les conciergeries anonymes ou la sur-commercialisation.

DEMAIN:  
Ste-Marie-St-Eusèbe

# alimentation Le Festival de la volaille



M. Lucien Bissonnette, sous-ministre adjoint au ministère de l'Agriculture du Québec, félicite le chef Benoît Marchand, du restaurant La Belle Poule, auquel les organisateurs du Festival de la volaille avaient confié la préparation des plats qui en ont marqué le lancement.

par Françoise KAYLER

Le Festival de la volaille battra des ailes jusqu'au 18 novembre. Les prix ne baisseront peut-être pas pour cela, mais les producteurs ont choisi cette période de l'année pour attirer l'attention et faire la promotion de ce produit d'élevage, livré à la consommation à un rythme industriel.

Lancé en bonne et due forme la semaine dernière au restaurant La Belle Poule, qui n'a d'ailleurs aucun lien de ressemblance avec les établissements où l'on sert du BBQ, en présence des représentants du ministère de l'Agriculture, des spécialistes en alimentation et des gastronomes de Montréal, ce Festival se terminera sur un concours de recettes auquel participeront les élèves de l'Institut de Tourisme et d'Hôtellerie.

Il est organisé par la Fédération des Producteurs de Volailles du Québec, organisme fondé en 1970 et qui vient de prendre le nom de Volbec.

La consommation de la volaille est en hausse constante. Elle a augmenté

de 30 p. cent depuis dix ans et elle représente 23 p. cent de la consommation de toutes les viandes. Elle était de 46,9 livres par personne l'an dernier (de 45,5 livres en 1972 et de 44,5 livres en 1971). Sur ce total 32,8 livres étaient consommés en poulet, 3,3 livres en poule, 10,2 livres en dinde et 0,6 livres en autres volailles. Les producteurs de volailles prévoient que cette hausse de la consommation de volaille se poursuivra en 1974, cette viande offrant des avantages autant du côté pécuniaire que du côté de la facilité de la préparation en cuisine.

Volbec groupe 1,500 éleveurs qui ont mis en marché en 1973, 69,4 millions de poulets à griller, 7,1 millions de gros poulets, 3,3 millions de poules, 3,5 millions de dindons à griller et 2 millions de dindons lourds. Les quarante établissements de transformation ont mis sur le marché québécois 320 millions de livres de volailles éviscérées, c'est-à-dire 35 p. cent de la production canadienne.

### Valeur nutritive

La volaille est classée dans les viandes blanches. Une mauvaise comparaison avec les viandes rouges porte certains consommateurs à croire qu'elle a une valeur nutritive moindre.

Un rapport publié l'an dernier et auquel a participé le Centre de Recherches en Sciences appliquées à l'Alimentation de l'université du Québec a établi que la viande de volaille est aussi nourrissante, et même plus, que la viande rouge ou le poisson.

La volaille est une source de protéines plus importante que ne l'est la viande rouge ou le poisson. "Elle contient environ une fois et demi plus de protéines que les viandes rouges et environ deux fois plus que le poisson." Les qualités de ses protéines sont équivalentes à celles du bœuf, du porc, de l'agneau ou du veau.

Du côté du gras, la volaille a l'avantage de le perdre pendant la cuisson. Il est encore logé sous la peau et

peut être facilement enlevé soit avant, soit après la cuisson. Ce gras, en outre, ne présente pas les mêmes désavantages que celui qui contient les autres viandes, pour ceux qui suivent des régimes pauvres en cholestérol.

La volaille contient des vitamines et des sels minéraux comparables à ceux qui contiennent les viandes rouges et, la dinde en particulier, est une meilleure source de fer que les autres viandes.

Tous les livres de cuisine présentent à foison, des recettes pour apprêter de façon simple ou savante toutes les sortes de volailles. On peut obtenir, gratuitement, un certain nombre de fascicules contenant des renseignements et des recettes pratiques en s'adressant au ministère de l'Agriculture du Canada (Division de l'Information) à Ottawa.

On se procurera, de cette façon "De la dinde pour tous" (publication 1270), "Poulet à griller" (publication 1317), "Dinde roulée" (publication 1204).

## Le poulet en plats économiques et variés

La volaille, qu'elle soit poulet ou dinde, fournit une viande aussi nutritive que la viande rouge. Pour équilibrer un budget alimentaire autant que pour varier la présentation des plats, cette viande peut rendre de grands services. D'autant plus qu'elle peut admettre de nombreuses formes sur la table. La servir sous forme de rôti est autant une preuve de manque d'imagination que de souci d'économie.

On peut servir la volaille, en entier ou en morceaux, en la faisant griller, rôtir, frire, sauter, braiser, bouillir; lorsque la volaille est cuite, elle peut servir de base à des plats froids ou chauds qui se transformeront en sauces, pâtes, salades, hors-d'œuvre, brochettes, galantines ou bouchées.

On peut accompagner la volaille de légumes verts ou jaunes, de riz ou de nouilles, de pommes de terre présentées sous toutes les formes.

Les plats dont les recettes sont reproduites ici ont été servis lors du lancement officiel du Festival de la Volaille.

### POULET AUX EPINARDS

- 2 t. de poulet cuit
- 2 livres d'épinards frais
- 2 c. à table de beurre
- 3 t. de sauce blanche moyenne
- 1/2 livre de gruyère râpé
- sel et poivre

• Faire cuire les épinards, uniquement pour les faire tomber, sans poursuivre la cuisson plus longtemps. Ajouter le beurre et les assaisonnements.

• Hacher le poulet cuit et l'ajouter à la sauce blanche. Y faire fondre le gruyère râpé. Saler et poivrer.

• Dans un plat beurré allant au four, verser les épinards et les recouvrir avec la préparation en sauce. Saupoudrer de gruyère râpé; parsemer de noisettes de beurre.

• Faire gratiner dans un four à 375 degrés.

### BROCHETTES DE FOIE DE POULET

• Nettoyer les foies de poulet et couper en deux; bien les nettoyer. Les éponger parfaitement.

• Sur des brochettes, enfiler en alternant, morceaux de foie, champignons blanchis, petits oignons.

• Faire cuire sous le grill à 4 ou 5 pouces de la source de chaleur.

• Badigeonner de gras de bacon au cours de la cuisson.

N.B.: La cuisson terminée, les foies seront rosés au centre. Servir brûlants sur du riz créole. On peut également faire cuire ces foies en les enveloppant dans une tranche de bacon (ce qui aura également pour effet d'augmenter le prix du plat).

### CARI DE POULET

- 1 poulet en morceaux
- 2 c. à table d'huile d'olive
- 2 c. à table de cari
- cannelle et muscade
- sel et poivre
- 3 tomates
- 1 oignon
- 1 pomme

- 3/4 t. de bouillon de poulet
- jus d'un demi-citron
- 1/4 à 1/2 tasse de crème de table

• Faire chauffer l'huile dans une cocotte; y faire dorer l'oignon, les morceaux de poulet (roulés au préalable dans la farine) et la pomme râpée. Saupoudrer avec le cari, une pincée de muscade et de cannelle. Saler, poivrer. Bien mélanger.

• Ajouter les tomates coupées en morceaux et le bouillon de poulet. Couvrir et faire cuire sur feu doux pendant 45 minutes environ.

• Au moment de servir, ajouter la crème (réchauffée) et le jus d'un demi-citron.

• Servir avec du riz.



Poulet à la chinoise.

### POULET ALSACIENNE

- 1 poulet de 4 à 5 livres
- 1 boîte de petits pois nouilles
- 4 c. à table de beurre
- 1/2 t. de parmesan
- sel et poivre

• Faire rôtir le poulet dans un four à 325 degrés F. en calculant trente minutes de cuisson par livre. Arroser souvent. Découper le poulet et disposer les morceaux au centre du plat de service. Entourer avec les nouilles préparées et servir la sauce du poulet en saucière.

• Préparation des nouilles: faire cuire les nouilles à l'eau bouillante salée. Les égoutter et ajouter les petits pois, le parmesan râpé et le beurre. Assaisonner au goût.

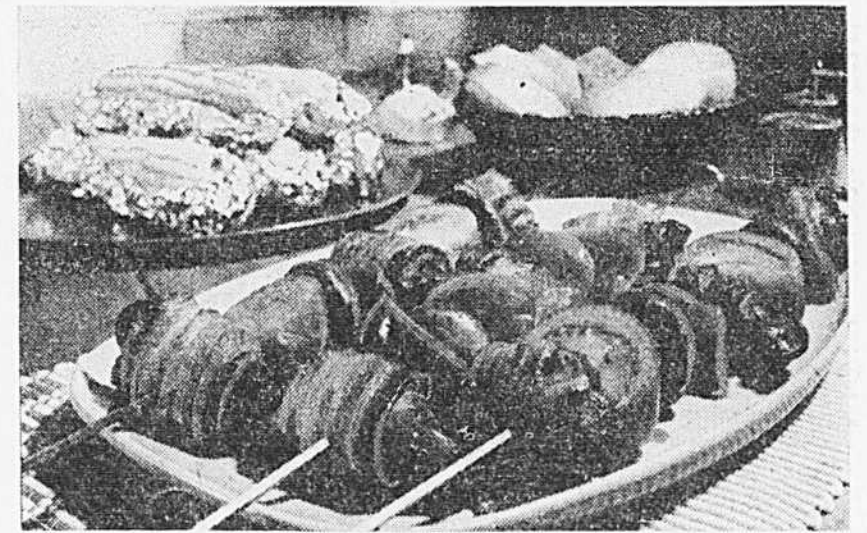
### BROCHETTE FROIDE

• Faire rôtir un poulet ou une dinde. Laisser refroidir et retirer la peau.

• Découper la chair en cubes d'un pouce environ. Découper des tomates en morceaux assez gros pour être embochés. Tailler des cubes de gruyère de 3/4 de pouce environ.

• Sur des brochettes, enfiler, en alternant, un morceau de volaille, un morceau de gruyère, un morceau de tomate.

• Calculer la longueur des brochettes selon l'appétit des convives. Une demi-heure avant de servir, tremper dans une vinaigrette relevée à l'estragon et dans laquelle on aura ajouté des oeufs durs hachés.



Brochettes de foie de poulet.

### POULET AUX ANANAS

- 1 poulet de 4 livres
- 2 c. à table de féculé de maïs
- 1 c. à thé de sel
- 1 c. à table d'eau froide
- 2 c. à table de sauce soya
- 1 1/2 t. d'oignons émincés
- 1 t. de céleri en morceaux
- 10 châtaignes d'eau
- 4 c. à table d'huile
- 4 tranches d'ananas
- 4 c. à table de jus d'ananas

• Couper le poulet en morceaux. Mélanger la féculé, le sel, l'eau et la sauce soya. Verser sur le poulet et laisser mariner.

• Faire cuire les oignons, les châtaignes d'eau (découpees en lamelles) dans un peu d'huile. Retirer les légumes et faire dorer le poulet (bien égoutté) dans la même huile. Ajouter les légumes sautés, l'ananas découpé en morceaux et le jus.

• Couvrir et cuire sur feu doux jusqu'à ce que le poulet soit tendre.

## Eclairage riche et discret...

<p>A — 106 G "Grappe de Raisin" jeux de 8 couleurs, céramique cuite au four. 18" diam. Disponible en 12" et 7".</p>	<p>18" Prix Clovis <b>\$79.95</b></p>
<p>B — 106 B "Baroque" jeux de 9 couleurs céramique cuite au four 18" diam. Disponible en 12" et 7".</p>	<p>18" Prix Clovis <b>\$79.95</b></p>
<p>C — 106 - 58 - 113 Verre opalescent beige et ambre "Cathédrale" 18" diam. Disponible en 12" et 7".</p>	<p>18" Prix Clovis <b>\$69.95</b></p>
<p>D — Q 60 Verre opalescent beige et ambre "Cathédrale" 17" diam.</p>	<p>Prix Clovis <b>\$85.00</b></p>
<p>E — Q 701 "Fruits" 19" diam. Disponible en 16" et 12".</p>	<p>19" Prix Clovis <b>\$112.50</b></p>
<p>F — 397 Verre opalescent beige et ambre "Cathédrale" 14" diam. Disponible en 18".</p>	<p>14" Prix Clovis <b>\$132.50</b></p>

6924, rue SAINT-HUBERT
1126 est, rue MONT-ROYAL
5001, rue WELLINGTON

276-2621
527-1261
766-4333

# Radio-Canada hausse son budget de 13%

OTTAWA (PC) — Le président de la Société Radio-Canada, M. Laurent Picard, comparait aujourd'hui devant un comité parlementaire des Communes en vue de chercher à obtenir une acceptation de son budget qui comprend une augmentation de 13 pour cent de ses dépenses courantes pour l'année en cours.

Dans le rapport annuel que le conseil d'administration de la Société d'Etat a déposé hier aux Communes, le budget d'exploitation prévu s'élève à \$250 millions pour l'année fiscale en cours. Pour l'exercice financier qui a pris fin le 31 mars dernier, les dépenses courantes de Radio-Canada se sont chiffrées par \$220.82 millions. Ces chiffres ne comprennent pas les dépenses d'équipement.

### Hausse de 17,5%

Par ailleurs, les frais d'exploitation de la Société en 1973-74 ont atteint \$309.107.000, montant qui comprend \$11.230.000 d'intérêts sur les prêts d'équipement et \$18.336.000 au compte de la dépréciation et de l'amortissement.

Les dépenses effectuées par Radio-Canada en 1973-74 représentent ainsi une augmentation de 17,5 p.c. par rapport à 1972-73, ou une somme de \$46.072.000 de plus.

D'autre part, les recettes publicitaires brutes se sont élevées à \$60.2 millions, soit 13,8 p.c. ou \$7.2 millions de plus que l'année précédente.

L'ensemble de ces recettes représente 20,7 p.c. des dépenses de la Société, excluant la dépréciation et l'amortissement, contre 21,3 p.c. en 1972-73.

Les recettes provenant

d'autres sources se sont chiffrées par \$2,1 millions.

### Pour asseoir nos finances

Le président de la Société, M. Laurent Picard, a déclaré

dans le rapport déposé hier aux Communes que l'évolution du service national de radio et de télévision de Radio-Canada sera fonction de sa dotation financière satisfaisante.

Il y a déjà plus d'un an que la Société reexamine ses objectifs et priorités afin d'établir une politique d'avenir dans le contexte du monde de la radiodiffusion actuelle en rapide évolution poursuivie.

Ces objectifs comprennent, notamment, la création de nouvelles émissions, l'amélioration des services régionaux et locaux, l'expression des services radiophoniques en modulation de fréquence ainsi que la refonte de la programmation de la publicité commerciale à la télévision.

Pour réaliser ces objectifs, la Société doit de toute urgence regrouper ses installations ou remplacer certains moyens de production dans plusieurs localités et améliorer son programme de formation et de mise en valeur des ressources humaines.

M. Picard explique que la réalisation des buts de la Société dépendra de ses moyens financiers.

"Afin d'asseoir nos finances sur des bases plus réalistes, dit-il, nous avons proposé au cours de l'année un relèvement de l'apport public, certaines possibilités de reports de crédits de fonctionnement, la substitution de subventions d'équipement aux prêts portant intérêt et une politique concertée touchant l'évolution à long terme de notre croissance financière."

## "Mon oncle Antoine" a attiré 2.6 millions de téléspectateurs au 2

OTTAWA (PC) — C'est le film "Mon oncle Antoine" qui a remporté, avant tout autre émission, la faveur des Québécois en 1973, selon le rapport annuel de Radio-Canada qui a été déposé hier aux Communes.

En effet, la société d'Etat évalue à 2,6 millions le nombre de téléspectateurs qui ont regardé le film de Claude Jutra, contre 2,5 millions pour les élections québécoises du 29 octobre 1972, et le même nombre pour l'élection du "plus bel homme du Canada", à l'émission de Lise Payette.

La série "Rue des Pignons" vient en quatrième place avec 2,4 millions de téléspectateurs par semaine, tandis que la finale de la Coupe Stanley a retenu 2,3 millions d'amateurs devant le petit écran.

Cinq autres émissions ont attiré plus de 2 millions de téléspectateurs: le Gala des orphelins dans le cadre de la série "Boubou", l'émission de la Saint-Sylvestre, "Bye-Bye 73", la comédie "Vacances pour Jessica", la série "Quelle Famille" et, enfin, le film "My Fair Lady".

Alors que les Québécois reloguaient les sports en cinquième position, les Canadiens Anglais, eux, leurs accordaient la première place avec 7,7 millions de téléspectateurs pour la Coupe Stanley et 6 millions en moyenne pour la série des matches de hockey. Viennent ensuite dans leurs faveurs le film "My Fair Lady" (5,4 millions) et le mariage de la princesse Anne et du capitaine Mark Phillips (4 millions).

À la radio française, "Feu Vert" et les "Joyeux Tribadours" comptent 130.000 fidèles quotidiens. Mais ce sont les émissions d'information qui remportent la palme avec 270.000 auditeurs pour le radio-journal de huit heures le matin, la semaine, et 180.000 pour le radio-journal de midi, ainsi que pour le journal des sports à 19h50.

À la télévision, le magazine d'affaires publiques "Le 60" a vu son audience grimper de 1,0 à 1,4 million au cours de l'année.

### CHANGEMENTS télé-presse

6:00 **4 7 10 (30) Parle, parle, jase, jase.** Inv.: Jacques Moreau, Gilles Blanchard, Denis Brodeur et Bernard DesNos.

7:00 **9C 9NC Rendez-vous 76.** "La Physiologie du sport" — Le geste sportif est l'aboutissement de plusieurs qualités musculaires, organiques et perceptuelles. Le corps humain est une machine dont on peut évaluer et mesurer les possibilités. (Tournée aux laboratoires des sciences sportives à l'Université Laval). Animateur: Denis Poulet.

8:00 **3 You Can Quote Me.** Inv.: Bernard Sanders, Richard W. Mallary et Patrick J. Leahy.

9:00 **7 Hawaii 5-0**

11:00 **2 9 9 11 13 Appel-moi Lise.** Inv.: Marie-Paul Belle, Eric von

Diniken, Marc Lepage et Maurice Beaudré.

### MERCREDI

11:30 **10 Pep 74.** Animatrice: Janette Bertrand.



CFOR 92.5	CKMF 94.3
CBM 95.1	CJFM 95.9
CKVL 96.9	CHOM 97.7
CHRC 98.1	CBF 100.7
CHLT 102.7	CFDM 104.3
CFGL 105.7	

### MARDI 22 OCTOBRE

17:00 CBF — Les musiciens par eux-mêmes. Jean-Christophe Benoit, baryton.

19:00 CBM — Orchestral Concert. Orchestre Symphonique de Winnipeg, dir. Piero Gamba. Steven Starky, violon. "Taras Bulba" (Lysenko), Concerto pour violon (Fiala), Symphonie no 4 (Tchaïkovski).

20:00 CBF — L'Art aujourd'hui. Henry Moore et la sculpture aujourd'hui.

20:30 CBF — Concert intime. De la Radio-télévision belge: Lola

Bobesco, violon, et Jacques Genty, piano, Sonate op. 13 (Faure).

21:00 CBM — Canadian Concert. Oeuvres de Handel, Marcello, Hottelreter et Nielsen. CBF — Documents. La littérature ichèque (1re émission). Invité: Naim Kattan.

22:00 CKVL — Ce soir à l'opéra. "Die Walküre" (Wagner): James King, Régina Crespin, Gottlob Frick, Hans Hotter, Birgit Nilsson, dir. Solti. CBF — Les Petits ensembles. Quatuor no 8 (Shostakovitch): Quatuor Borodine, Sonate pour hautbois (Handel): Heinz Hollinger.

23:00 CBF — Vienne la nuit. La vie et l'oeuvre de Haydn. Symphonies nos 77 et 78; Philharmonia Hungarica, dir. Dorati. Quatuor op. 64: Quatuor Collegium Aureum.

### MERCREDI

9:00 CBF — Anniversaires. Au programme: Abell, Lortzing, Naumann, Franck, Rorem et Borodine.

13:00 CBF — Contrepoin. Ouverture en op (Telemann): Schola Cantorum Basiliensis, dir. Wenzinger.

13:00 CBM — Afternoon Concert. Oeuvres de Berlioz, Busoni, Liszt, de Falla et Turina.

14:00 CBF — Airs d'opéra. Extra d'"Aïda", "La Bohème", "Tosca", "Gianni Schicchi", "Adriana Lecouvreur" et "Andrea Chénier": Renata Tebaldi.

14:30 CBF — Festivals du monde. Festival de Salzbourg 1974: récital du pianiste Clifford Curzon. Sonate K. 457 (Mozart), Fantaisie op. 17 (Schumann), Sonate en si bémol (Schubert).

16:00 CBF — Les Poésies nationales contemporaines. La poésie hispano-américaine.

# Rien ne sert de courir: RAPIDAIR arrive à point

Entre Montréal et Toronto, à partir du 27 octobre, Rapidair devient encore plus efficace grâce à la mise en service de Boeing 727.

L'intérieur des Boeing 727 a été pensé en fonction de l'homme d'affaires:

- un service en vol plus rapide,
- plus de confort,
- une seule classe de service, à tarif économique.

L'horaire a été conçu en fonction de l'offre et de la demande:

- départs toutes les heures de 7h à 22h,
- d'autres vols viennent s'ajouter durant certaines périodes de la journée.

Même si Rapidair désire ainsi mieux répondre aux besoins de l'homme d'affaires, il est toujours préférable de faire des réservations.

Il y a aussi les avantages du service au sol:

- barrière Rapidair avec salon à Montréal et à Toronto,
- nouveau comptoir exclusif à Rapidair, à Montréal.

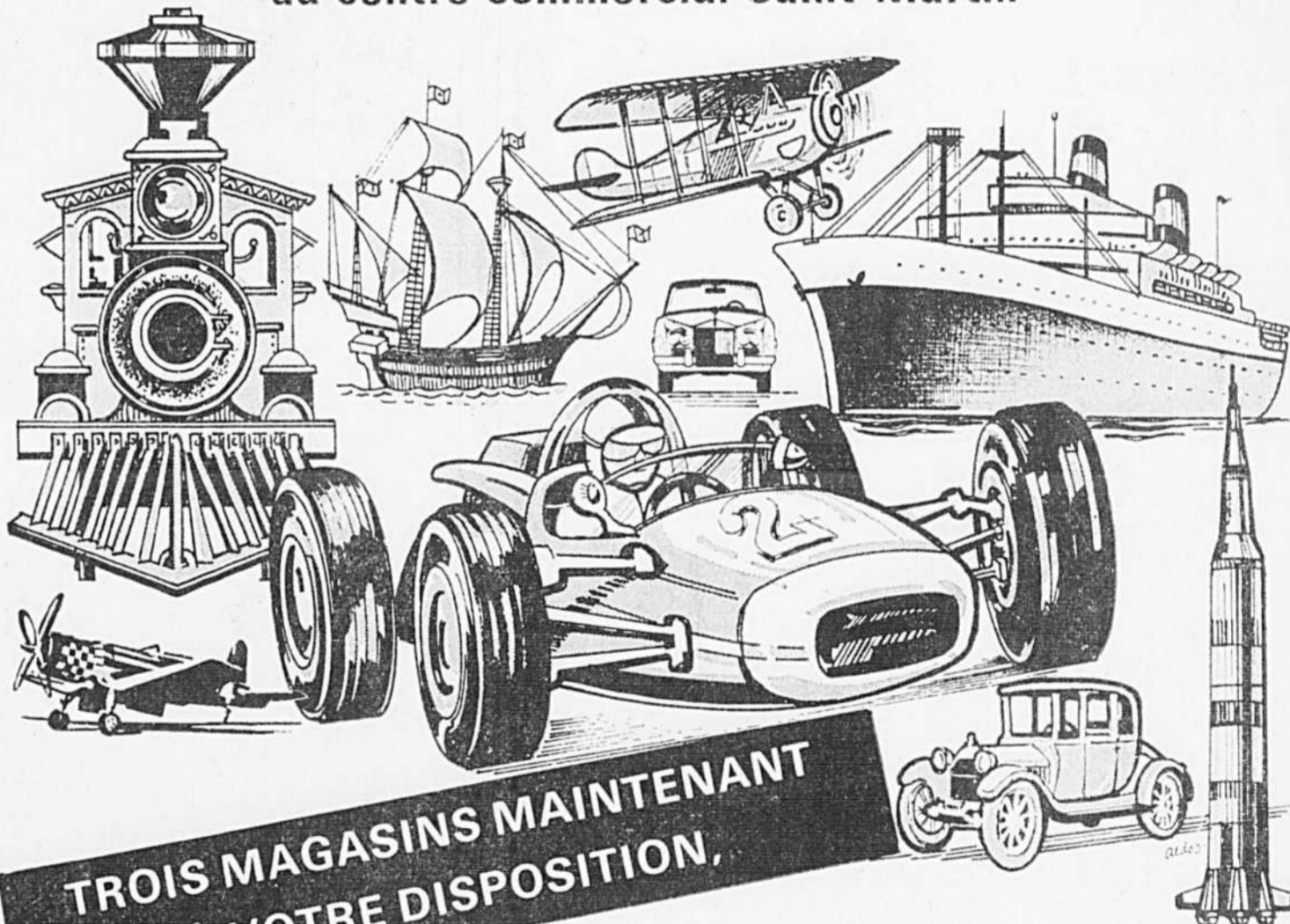
## RAPIDAIR

On y va? On y va!

AIR CANADA

## Octobre est synonyme de loisir

Nous vous invitons à visiter notre plus récent et plus vaste magasin, au centre commercial Saint-Martin



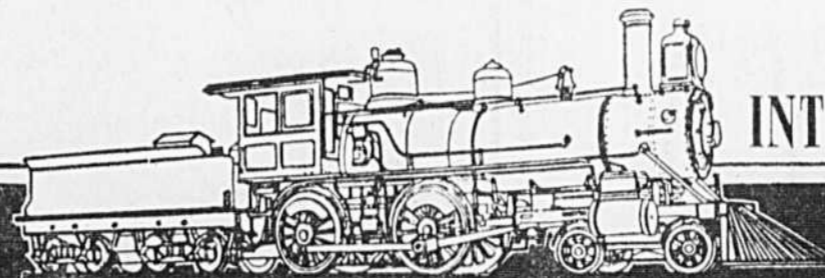
## TROIS MAGASINS MAINTENANT A VOTRE DISPOSITION.

Avec avis d'experts!

Le 3ième magasin International Hobbies est encore plus vaste que les autres qui sont pourtant de belles dimensions. Nous avons tout ce que vous pouvez désirer pour vos loisirs et nos prix sont très raisonnables. Non seulement le grand choix d'articles bien populaires mais aussi un grand choix d'articles moins connus. Venez vite vous en rendre compte.

### Notre stock courant vous offre entre autres:

Equipement modèle de chemin de fer (tous les calibres) fusées — avionnerie — jeux de course automobile — barques et bateaux — découpage — nécessaires plastique (et presque un choix infini de voitures, avions, bateaux, etc...), nécessaires à tailler le verre — outils divers, etc...



## INTERNATIONAL HOBBIES LTD.

1626 ouest, rue Ste-Catherine 937-3904

Centre commercial St-Martin, Chomedey, Laval 695-1202

Plaza Kmart, Montée St-Jean et boul. Hymus 681-1619

## cette sacrée télé

PAR RUDELTESSIER

Eh bien! le premier ministre canadien a fort bien parlé en réponse au petit discours de bienvenue du premier ministre français. J'aime les gens qui parlent bien!

Et comme je pense qu'on ne fait pas de bonne littérature sans sincérité, je n'ai pas pris les paroles de M. Pierre Trudeau pour une tentative de séduction cachant de noirs desseins contre le Québec. Il a parlé comme un vrai Québécois, et je suis certain que dans l'état d'esprit où il était en descendant de son avion, à Orly, il aurait pleuré un pleur d'émotion vraie, s'il avait été avec nous sous le balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal, ce jour de 1967.

Je serai toujours un incorrigible sentimental! C'est comme quand j'ai entendu Pierre Dagenais dire du mal du Père Legault. Ça m'a fait mal au coeur. Pierre Dagenais va publier ses souvenirs aux Editions La Presse — mais dans mes bons souvenirs à moi il y a le Père Legault et Pierre Dagenais, les Compagnons et l'Equipe. Notre théâtre n'aurait pu se passer de l'un ou de l'autre, et c'est sans doute là-dessus que s'accorderont les historiens du théâtre québécois. Mais Pierre Dagenais a beaucoup souffert, et il était bien jeune quand il

s'est insurgé contre le P. Legault — à l'âge de l'injustice. Il s'imaginait peut-être qu'il faut avoir de la suite dans les idées.

Mais, on s'en souvient, Jean Coutu, à l'âge de la réflexion sur le passé, en a dit assez, l'autre jour, à Mme Payette, pour qu'on ait compris qu'il voit les choses autrement qu'il les voyait quand il rongait son frein chez les Compagnons, et qu'il sait maintenant ce qu'il doit au Père.

Ce n'est pas une raison pour que je ne dise pas que Pierre Dagenais aurait pu, dans d'autres circonstances, devenir un des plus grands metteurs en scène de son temps. Et en ce moment je me souviens du "Songe d'une nuit d'été" et du "Diable s'en mêle" (qu'il avait écrit et mis en scène), dans les jardins du Séminaire...

Et quel bel hommage Jean Ethier-Blais a rendu (à "Femme d'aujourd'hui") à André Langévin, en parlant de son dernier roman: "La chaîne dans le parc"! Jean Ethier-Blais est un critique qui écrit et parle bien. (C'est vrai qu'il est aussi romancier. Mais c'est un homme qui dit des choses terribles: "Plus on est intelligent, moins on vous aime..." ou bien: "Il faut être déçu par les gens en qui on met ses espérances: c'est une bonne leçon

qu'il faut recevoir tôt dans la vie." (Je cite de mémoire.)

Et il y a l'Académie Goncourt presque au complet qui est à Montréal. Hier soir, quelques centaines de milliers de Québécois, sans doute, ont fait connaissance avec l'un d'eux, Armand Lanoux, qui a dit des choses charmantes, dont quelques-unes fort sérieuses. J'ai été très content, pour ma part, de l'entendre dire qu'il n'aime pas beaucoup le mot francophonie, auquel il préfère celui de francitude — et la francitude, pour lui, c'est un archipel — un mot qui est une bien belle image.

J'ai beaucoup regardé la télévision, hier, et c'est à "Actualités 24", je crois, que j'ai entendu M. L'Allier, notre ministre des Communications, exprimer une idée assez étonnante: à propos de communications, et particulièrement de radio et de télévision, il a reconnu que le gouvernement fédéral ne pouvait pas céder devant ses exigences, puisque ce serait détruire l'édifice de la Confédération. Enfin il l'a presque dit, car c'est cela qu'on pouvait comprendre. (Je me demande combien nous sommes à avoir compris qu'il n'avait tout de même pas tout à fait dit cela!)

# Aucun acheteur en vue pour le terrain de la RAQ LaSalle

par Florian BERNARD

Qui veut d'un grand terrain de plus de trois millions de pieds carrés en plein cœur de LaSalle, sur la rive du canal Lachine?

Ce terrain est la propriété de la Société des Alcools du Québec. Il vaut approximativement la bagatelle de... 84 millions! Ce terrain acheté en 1965 pour la somme de \$2 millions est devenu inutile puisque la Société des alcools a laissé choir son projet d'y

construire son nouveau centre provincial de distribution et d'embouteillage.

En effet, les installations actuellement localisées "Au Pied du Courant", rue Craig, seront éventuellement transférées dans la partie est de Montréal, plus précisément sur le "terrain des soeurs", en face du pont-tunnel Hypolite-Lafontaine, juste en aval de Saint-Jean-de-Dieu.

Les installations "Au Pied du Courant" font d'ailleurs l'objet d'une expropriation du gouvernement provincial qui en offre quelque \$3 millions... La transcanadienne passera à cet endroit.

La Société des alcools a

demandé, depuis quelques semaines, des offres pour son grand terrain de LaSalle. Les offres devaient être ouvertes à 3 heures, hier après-midi, mais personne ne s'est montré intéressé à acheter le terrain. En effet, même si plusieurs particuliers ou plusieurs sociétés avaient demandé les devis et descriptions du terrain, personne n'a présenté d'offre, de sorte que le terrain devra probablement être offert par l'entremise d'un courtier ou d'une autre façon.

Le vice-président de la SAQ, M. Jean Poirier, a déclaré à LA PRESSE qu'il ne faut pas s'inquiéter outre-mesure du désintéressement actuel des acheteurs.

Selon lui, il est rare que des terrains d'une telle étendue puissent être vendus au moyen d'un appel public d'offres. Il a déclaré que la SAQ devait toutefois procéder de cette façon afin de permettre à tout le monde d'être au courant de l'offre. Ainsi, selon lui, personne ne pourra reprocher à la SAQ d'avoir vendu un terrain en catimini.

### Futur développement

Du côté des dirigeants de la Ville, on ne cache pas que cette vaste étendue en plein secteur industriel paralyse le développement, I o c a l. En effet, ce terrain est inexploité depuis son achat, en 1965, et la Ville aimerait bien y voir

ériger, le plus tôt possible, des industries.

La décision de la SAQ de mettre fin à son projet de construction à LaSalle a aussi donné une bouche amère aux dirigeants municipaux. Tout le monde espé-

rait, à LaSalle, voir la SAQ donner suite à son projet.

Le terrain de la SAQ est situé en bordure du boulevard Newman et se prolonge jusqu'à la rive du canal Lachine, au cœur du secteur industriel.

### PRÉVEZ

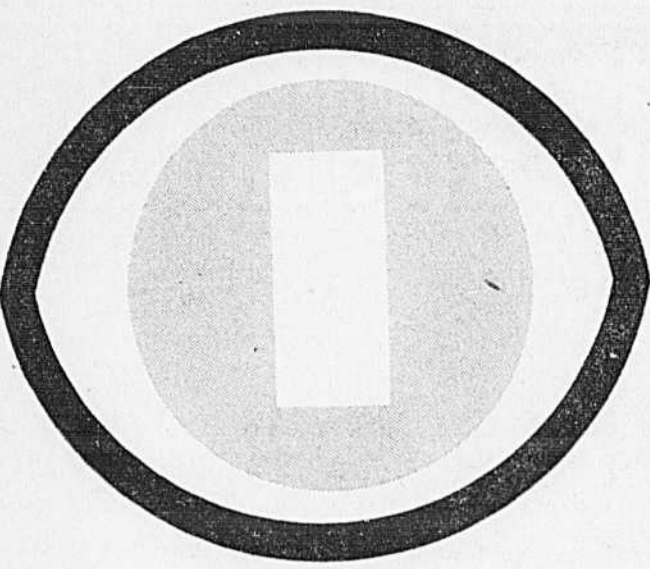
Asthmatiques Cardiaques Professeurs Bronchitiques Garde-malades Professionnels Allergiques Docteurs Rentiers

Humidifiez ou purifiez l'air avec des ions négatifs

• à la maison • au bureau • partout

Demandez pour la période d'essai d'un mois

Renseignements 734-1650 E. RIVARD



## EATON

### Portes et fenêtres "Weathervane" chez Eaton

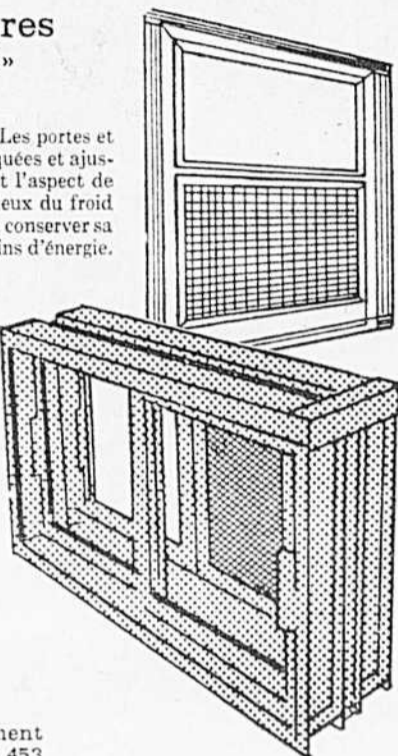
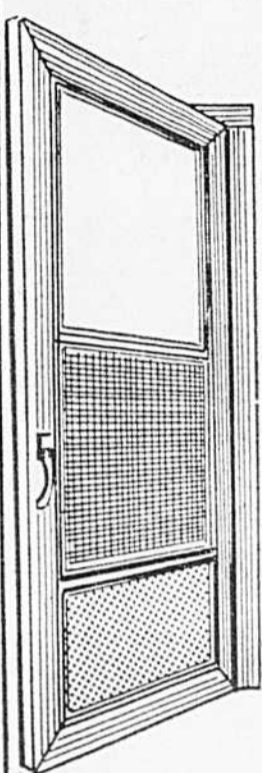
Ne chauffez plus l'extérieur! Les portes et fenêtres en aluminium, fabriquées et ajustées sur mesure, rehausseront l'aspect de votre maison et l'isolent mieux du froid afin de lui permettre de mieux conserver sa chaleur et de consommer moins d'énergie. A la fois fonctionnelles et décoratives elles sont à 2 ou 3 coulisses avec moustiquaire. Vous apprécierez de ne plus avoir à les poser au printemps.

Venez aussi voir les autres articles "Weathervane"... tels les auvents en fibre de verre "Fiberglass" ou aluminium résistant aux intempéries.

Composez 842-9331 poste 284 et un représentant ira vous faire un devis, sans frais ni obligation de votre part.

Eaton Centre-ville seulement (quatrième étage), Rayon 453

Destination Eaton

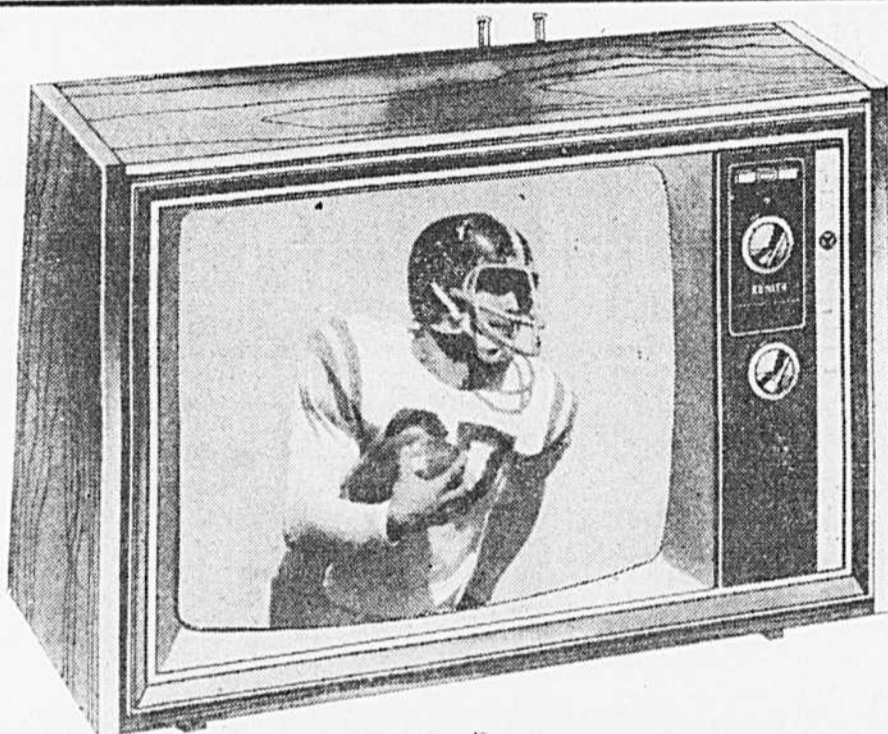


## EATON

Zenith fait plus que vous promettre une réception de tout repos — il vous la procure...

Voici les portatils de Zenith pour 1975. Ils sont dotés de perfectionnements techniques les plus avancés car Zenith désire que sa devise — La qualité doit y être pour que le nom soit apposé — reste toujours actuelle. Chez Eaton Centre-ville (cinquième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Également à ou par Sherbrooke (Carrefour de l'Estrie) et à ou par Ottawa (Centre commercial Bayshore), Rayon 460. La carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner. Venez ou composez 842-9211

### Destination Eaton



Télécouleur portatif 20"

679<sup>95</sup>

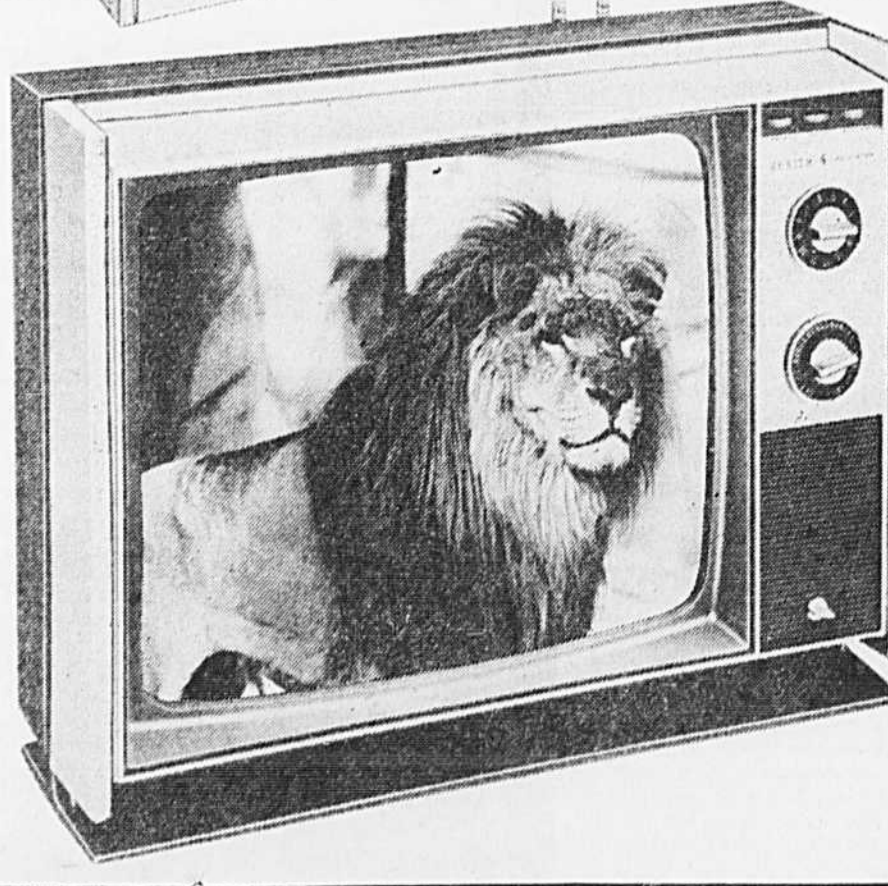
- Chassis entièrement transistorisé
- Image couleur mieux définie grâce à la lampe-écran «Chroma color II»
- Bouton de syntonisation unique «Chromatic», réglage unique de la couleur, des teintes, du contraste et de la luminosité
- Accord précis automatique
- Régulateur de voltage intégré pour éviter les sautes d'image
- Boîtier aux lignes modernes en métal façon noyer du Cachemire avec garniture chromée
- Mesure environ 16 3/4" H x 26 1/2" L x 19 1/2" P
- Le Courbet, modèle no T-2840.



Télécouleur portatif 18"

579<sup>95</sup>

- Chassis entièrement transistorisé
- Régulateur de voltage intégré pour éviter les sautes d'image
- La lampe-écran «Chromacolor II» vous procure une image couleur plus vraie, plus lumineuse
- Bouton de syntonisation «Chromatic» pour régler une fois pour toutes la couleur, les teintes, le contraste et la luminosité
- Accord précis automatique vous donnant une image bien définie — même si vous changez de canal souvent
- Dans un boîtier de conception jeune, fini noyer américain grene avec garniture noire et ton argent
- Mesure environ 16" H x 22 7/8" L x 18 7/8" P
- Le Marin, modèle no T-2834.



Téléviseur noir et blanc 20"

234<sup>95</sup>

- Chassis entièrement transistorisé
- Régulateur de voltage intégré pour éviter les sautes d'image, la perte de puissance
- Ecran grand angulaire
- Panneaux «Dura-Module» enfonçables: panneaux transistorisés assurant une meilleure réception et un service rapide au besoin
- Syntonisateur VHF/UHF
- Fiche d'écoute personnelle
- Antenne dipôle télescopique
- Poignée incorporée dans le boîtier
- Dessin de conception moderne, boîtier fini noyer américain grene
- Mesure environ 17 1/2" H x 22 7/8" L x 13 1/2" P
- Le Melville, modèle no T-2670.

# CONCOURS

presse-atout

TOUTES LES SEMAINES

10 PRIX DE \$100

250 billets de SUPER-LOTO

distribués parmi les abonnés de LA PRESSE!

IL SUFFIT D'ÊTRE ABONNÉ PAR PORTEUR, RIEN D'AUTRE...



Tous les abonnés de LA PRESSE ont un atout. C'est leur numéro d'abonné. Ce numéro-atout est précieux: s'il paraît dans ces pages, il vaut à son détenteur \$100 ou un billet de Super-Loto (qui peut valoir \$200,000...).

C'est un concours impartial: c'est l'ordinateur de LA PRESSE qui choisit les numéros gagnants, selon des méthodes semblables à celles qu'utilise la Régie des loteries et courses du Québec.

Les gagnants de prix de \$100 doivent communiquer leur nom et leur adresse au numéro suivant: 874-7301 (pas plus d'une semaine après la parution). Les gagnants de billets de Super-Loto recevront leur billet automatiquement (accordez toutefois quelques semaines de délai).

**LE LUNDI ET LE VENDREDI:**  
5 PRIX de \$100 et 25 BILLETS de SUPER-LOTO CHAQUE FOIS

**LE MARDI, LE MERCREDI, LE JEUDI et LE SAMEDI**

50 BILLETS de SUPER-LOTO

abonnés par porteur 5 ou 6 jours par semaine

### ATOUTS GAGNANTS DU JOUR:

Les 50 abonnés dont les numéros apparaissent ci-dessous gagnent chacun un billet de SUPER-LOTO. Ils seront rejoints par téléphone.

200293P00	220209M01	228608V01	239182T00	264438C00
2003211L01	222007E00	232110R04	240460B00	264460G00
200506D05	223151D04	232136V00	242165L01	264496G00
212655D01	224448P03	234412R00	245030L00	272367L02
213578R01	224182T07	234416R02	245140G00	272367T03
213870R00	225001F00	234503D01	246570P24	274050G02
213885V00	226094S00	238610G03	248990G01	278355L01
213887J01	227478A00	238620C06	260450D01	284912R00
214898M00	227558L01	239011L02	264003S01	212010R00
218510D10	228581N00	239236F01	264119B08	212012B01

\* Pour mériter leur prix, ils devront répondre correctement à une question D'ELIGIBILITE \*\*

\*\* LA QUESTION D'ELIGIBILITE EST LA SUIVANTE: 357 x 11 - 231 - 111 - 121 -

AVEC UN ABONNEMENT À LA PRESSE, VOUS AVEZ VOTRE ATOUT

Pour vous abonner à LA PRESSE et avoir votre atout 874-6911

# "Sortez tous et demain le conflit sera réglé", répond le conseiller Bouchard à un "scab" de la United Aircraft, désireux de gagner sa vie

par Lucien RIVARD

"Être scab, c'est légal!"  
Personne n'a contesté cette affirmation faite par un individu, employé de la United Aircraft, qui s'est présenté, hier soir, à l'assemblée du conseil municipal de Longueuil, et qui semblait chercher un certain appui en soulignant être "payeur de taxes" et avoir le droit de gagner sa vie.

Il n'a toutefois pas trouvé oreille attentive et, sans être pris sérieusement à parti, il a quand même été rabroué... et il n'a pas réussi à soulever la sympathie qu'il semblait désirer acquérir par sa démarche.

"Si il y avait plus de solidarité envers les travailleurs de l'usine de la United Aircraft, ça fait longtemps qu'on ne parlerait plus de ce conflit", a dit le conseiller Jacques Bouchard, qui reflétait la pensée de la plupart des membres du conseil.

"Si les 5,000 ouvriers de la United Aircraft étaient sortis la même journée, a ajouté le conseiller Bouchard, la grève serait réglée depuis au moins neuf mois" (on sait que le conflit de la United Aircraft en est actuellement à son 10e mois).

Poursuivant sa sortie contre la compagnie multinatio-

nale, le conseiller Bouchard l'a dénoncé vertement en soulignant qu'elle dépense des centaines de milliers de dollars en frais d'avocats pour contester les rôles d'évaluation et autres règlements municipaux qui ne lui permettent que d'épargner quelques dizaines de milliers de dollars.

"Sortez tous et demain le conflit sera réglé", a dit le conseiller Bouchard, en ajoutant: "Tant et aussi longtemps que vous laissez la compagnie opérer, vous ne réglerez rien".

Terminant l'une de ses rares sorties, le conseiller Bouchard a précisé à l'endroit de celui qui s'était lui-même présenté comme "scab": "Vous allez quand même ramasser ce que les autres du syndicat auront négocié pour vous".

Il était inévitable que la formule Rand soit amenée sur le tapis puisqu'elle est au centre du conflit actuel à la United Aircraft.

Le maire Marcel Robidas a lancé à l'endroit du "scab" que "si la formule Rand existait, si vous étiez tous ensemble dans le même syndicat, vous n'auriez pas à subir une grève que vous n'avez pas voulu".

"La formule Rand existe même pour les cultivateurs qui ne sont pas syndiqués", a

dit le maire Robidas, en ajoutant: "Ils ne peuvent vendre leurs produits autrement. Tout le monde devrait être traité sur le même pied, a-t-il précisé. Pourquoi les cultivateurs seraient-ils régis par une loi et les autres travailleurs par une autre?", a-t-il demandé.

Le représentant des grévistes de la United Aircraft, M. Guy Bisailon, qui s'était présenté au conseil pour soumettre un bilan sommaire de l'Automne-Show, qui s'est déroulé au cours de la dernière fin de semaine, s'est en quelque sorte porté à la défense du "scab", en donnant une définition de ce que le syndicat en grève considère comme un "scab".

Après avoir souligné que la compagnie qui ne veut pas de la formule Rand quand il s'agit de retenir les cotisations syndicales reconnaît quand même un simulateur de cette formule quand il s'agit de retenir les dons fait aux campagnes de charité, M. Bisailon a précisé qu'un "scab" n'est pas nécessairement une personne qui travaille actuellement "en-dans".

"Un "scab", c'est quelqu'un qui fait le travail habituellement accompli par un autre", a dit M. Bisailon, en précisant: "Le gars qui continue à travailler parce qu'il

n'est pas syndiqué n'est pas un "scab". Il le devient s'il fait le travail d'un gréviste".

Au début de l'assemblée, le conseiller Paul-Auguste Briand, a suggéré que l'on prête le colisée Jean-Béliveau à l'Assemblée nationale afin qu'elle vienne régler le conflit de la United Aircraft.

Cette remarque avait suivi la déposition d'un rapport de l'Automne-Show par M. Guy Bisailon. Ce dernier avait signalé au conseil qu'il se sentait un devoir moral de présenter ce rapport parce que le conseil avait accédé aux demandes de l'organisation.

Après avoir loué la collaboration de tous les services municipaux, y compris celui de la police (qui a contribué en se tenant à l'écart), M. Bisailon a révélé: "Ça fait deux fois que vous louez ou prêtez le colisée pour des activités syndicales et vous avez pu constater que ce n'est pas plus dangereux que pour autre chose..."

Le maire Marcel Robidas, qui avait participé à l'ouverture de l'Automne-Show, a déclaré: "Vous avez acquis des titres de noblesse dans cette organisation, vous avez des gars motivés, nous avons vu travailler ces gens et ce fut réellement enrichissant".



**Olympiques 1976**

## La visite s'en vient...

Les Jeux Olympiques 1976 attireront des centaines de milliers de touristes, canadiens et étrangers. Pour bien les accueillir, Hébergement Québec-Olympiques 76 a été mis sur pied.

"Les touristes verront qu'au Québec, on sait recevoir. Quant à moi, je me prépare en conséquence. C'est tout de suite qu'il faut commencer à s'organiser."

Mme Sylvain

**Pour une réunion de famille?**

**Voyez donc ROGER TONOLI**

**Le Château Champlain, l'hôtel de grande classe pour toutes les classes.**

**878-1688**

**BILINGUISME FONCTIONNEL**

Nouvelle façon d'apprendre l'anglais  
Méthode «audio-visuelle»  
Session d'automne II  
commençant le 2 et le 4 novembre 1974

7 semaines — 42 h: \$72.00  
Programmes le samedi, l'après-midi et le soir

Niveaux: débutants  
intermédiaires et avancés

Tests de classement  
Jeudi 24 octobre  
de 17 h à 19 h

**YMCA CENTRE VILLE**

Heures d'affaires  
Lundi au vendredi de 9 h à 9 h  
Samedi de 9 h à 5 h

1441, rue Drummond  
849-5331, poste 723

**Pourquoi cette loi qui veut aider les visiteurs?**

L'industrie touristique est florissante et prospère, nous voulons contribuer à lui conserver cette image.

D'abord, nous voulons aider ceux qui viendront de l'extérieur à l'occasion des Jeux Olympiques et qui devront se loger à Montréal ou dans la région.

**Pensons-y sérieusement parce que... la visite s'en vient!**

**Que fera Hébergement Québec?**

Nous vérifierons et devons éprouver toute la publicité des hôtels, motels, maisons de logements, campings et agences de voyage pour ce qui a trait à l'hébergement des visiteurs aux Olympiques.

A compter de l'été 1975, chaque logement offert aux touristes pendant les Olympiques sera inspecté, catégorisé, tarifé et un taux maximum de location sera fixé. Cela s'applique aussi aux espaces de stationnement.

**L'hébergement, c'est aussi votre affaire!**

Si vous prévoyez louer des chambres aux visiteurs lors des Olympiques 76, nous comptons sur votre collaboration lors de l'inventaire que nous ferons l'été prochain et qui vous permettra de recevoir, après vérification, votre certificat de locateur officiellement reconnu par Hébergement Québec.

**HÉBERGEMENT QUÉBEC-OLYMPIQUES 76**  
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Pour plus de renseignements, écrire à 201, rue Crémazie est, Montréal H2M 1L2

# EATON


**Améliorez votre style avec ces livres remplis de trucs-couture**

Grâce à ces livres, vous connaîtrez les bases de la couture, ce qui vous permettra de réaliser des créations de plus en plus audacieuses. Demandez à la vendeuse de vous montrer les nombreux autres volumes.

Eaton Centre-ville (deuxième étage), Anjou, Pointe-Claire et Carrefour Laval. Rayon 333.

Achats en personne seulement.

**Le centre d'orthopédie Eaton s'occupe des pieds-problèmes de vos tout-petits**



Il importe que les pieds de vos enfants soient toujours en parfait état... État de santé qui ne peut être sans l'existence de soins constants des pieds et de la qualité des chaussures. Le centre d'orthopédie Eaton pourra exécuter l'ordonnance du médecin, les pieds de vos enfants seront soigneusement mesurés et on fera les ajustements propices à leur bon développement. Pour compléter le traitement, les chaussures seront ajustées, garantissant un maximum de support et de confort. Ne tardez pas à nous rendre visite... Votre enfant, plus tard, vous en sera reconnaissant! Eaton Centre-ville (deuxième étage) seulement. Rayon 239. **Achats en personne seulement.**

**Manuel de couture Simplicity 125**

Ce manuel comprenant plus de 200 pages et photos explicatives détaillées explique clairement le système de montage sectionnel des patrons Simplicity. Ce manuel sera d'une grande utilité pour la débutante.

**Modification des patrons**

**Tome I 1250**

**Tome II 1375**

Ce livre de la collection haute couture est conçu pour vous par Angelina di Bello. On y explique, en plus de la marche à suivre pour dessiner un patron et coudre un vêtement, comment modifier, corriger facilement un patron. Plus de 200 pages et plusieurs illustrations dans chacun des livres.

Angelina di Bello présentera son nouveau patron «Six chapeaux haute couture en un seul» chez Eaton au rayon des patrons. Jeudi 24 octobre: Centre-ville 14h00 à 15h00. Vendredi 25 octobre: Centre-ville 19h00 à 20h00 et Cavendish 14h00 à 15h00. Samedi 26 octobre: Centre-ville 14h00 à 15h00.

## Les parents d'Outremont s'adressent maintenant au Conseil scolaire dans leur lutte pour conserver l'école publique Gérin-Lajoie

par Mariane FAVREAU

"Tout ce que nous demandons, c'est de reconnaître d'intérêt public une école publique. Notre plaidoyer pour conserver notre seule école secondaire publique et francophone, l'école Paul-Gérin-Lajoie, touche aussi le Conseil scolaire de l'île de Montréal et toute la province."

Ce n'est pas sans réticences de la part du président du Conseil que les représentants de l'Association des Parents d'Outremont ont pu exposer hier soir, au Conseil scolaire les grandes lignes d'un mémoire qu'ils ont expédié récemment aux commissaires, au ministre de l'Éducation et au ministre d'État chargé de l'application de la Loi 22.

Sur un territoire francophone à 65 pour cent, avec une clientèle actuelle de quelque 2.000 élèves du niveau secondaire, Outremont est menacé de perdre sa seule école secondaire francophone, la moitié des élèves fréquentant des écoles privées.

### Première intervention

Déjà, l'an dernier, la commission scolaire Sainte-Croix (de qui dépendent les écoles d'Outremont, Mont-Royal et Saint-Laurent) avait envisagé la fermeture de l'école Gérin-Lajoie et le transfert des élèves à la polyvalente de Ville Mont-Royal.

Cette année, un comité de planification de la commission fait la même recommandation, suggérant en plus la "régionalisation" de trois écoles primaires qui emménageraient dans l'école Gérin-Lajoie libérée de ses grands élèves.

Or, l'Association des Parents d'Outremont soutient que ses enfants peuvent alimenter une polyvalente française qu'on considère comme un pôle essentiel à maintenir face aux nombreuses écoles privées qui grugent la clientèle et face à l'intégration des immigrants à l'école française en vertu de la Loi 22.

Déjà, quelque 1.000 élèves fréquentent les huit écoles privées (secondaires) sises aux alentours. Et l'Association s'inquiète des moyens et de l'autonomie dont elles jouissent en comparaison avec les écoles publiques.

### Mode de financement

On peut lire le texte de cette partie du mémoire en page 5 de LA PRESSE. Il constitue une sérieuse remise en question du mode de financement des écoles privées et de leur caractère de complémentarité prévu dans la loi. "Nous avons deux systèmes parallèles, déclarait hier un porte-parole, soutenus avec les mêmes deniers publics et s'adressant à la même clientèle."

Quant à l'intégration des immigrants aux écoles françaises, comment le faire s'il n'y a pas d'école secondaire française sur le territoire? L'APO insiste sur le fait qu'il y a 21 pour cent de Grecs à Outremont, sans compter les autres ethnies.

Les parents rappellent aussi qu'ils sont les "dindons de la farce" qui a permis la construction d'une polyvalente française à Ville Mont-Royal, qui n'a pourtant que 375 élèves francophones au secondaire. Les aménagements prévus pour rendre polyvalente l'école Paul-Gérin-Lajoie ont été stoppés en 1973.

Et pourtant, Outremont compte 942 élèves au secondaire. L'abandon de Gérin-Lajoie signifierait donc que la population d'Outremont vient alimenter la polyvalente de Mont-Royal. Et cette situation ne pourrait que donner des arguments aux promoteurs d'écoles privées qui, alors, suppléeraient vraiment à une carence.

"Les parents sont de plus

sensibilisés à l'importance de l'école publique. On devrait les rendre plus attractives, en faire la promotion", ont signalé les parents qui de toute évidence, ne choisissent pas l'école publique par souci d'économie.

### Sensibiliser les commissaires

S'ils se sont adressés hier au Conseil scolaire, c'est

qu'ils voulaient d'une part, prendre les devants et sensibiliser les commissaires à la question avant que la commission scolaire Sainte-Croix ne leur soumette une solution dont l'APO se méfie, après deux recommandations successives dans le même sens.

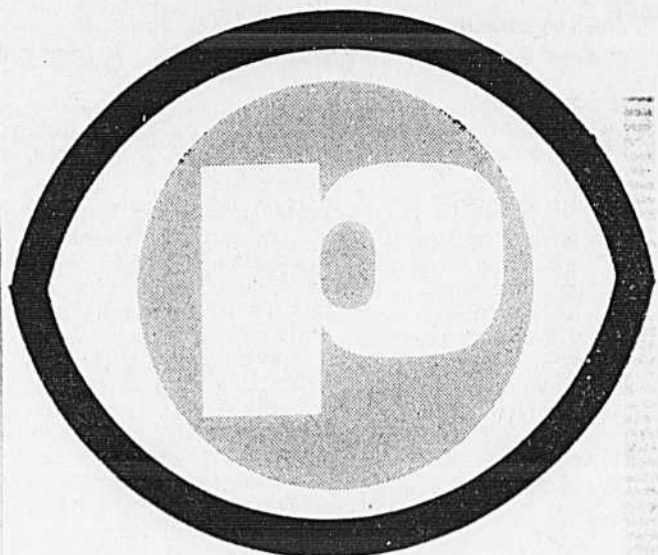
Ils estiment d'autre part que le Conseil scolaire a peut-être plus d'autorité qu'eux pour faire modifier la

loi de l'enseignement privé à l'avantage du secteur public.

Dans leur mémoire, ils invitent même les commissaires à se prévaloir de leur mandat pour rapatrier au secteur public les élèves inscrits dans des écoles privées, déclarées "d'intérêt public". L'APO a dit espérer impatiemment l'étude que le Conseil scolaire doit entreprendre sur les écoles pri-

vées et les inégalités d'un double système payé à même les fonds publics.

"Dans un secteur saturé d'écoles privées, il est inadmissible que la seule école que l'on songe à fermer soit l'école publique française. Nous demandons que l'école Gérin-Lajoie soit reconnue d'intérêt public et qu'elle jouisse des mêmes privilèges que les écoles privées."



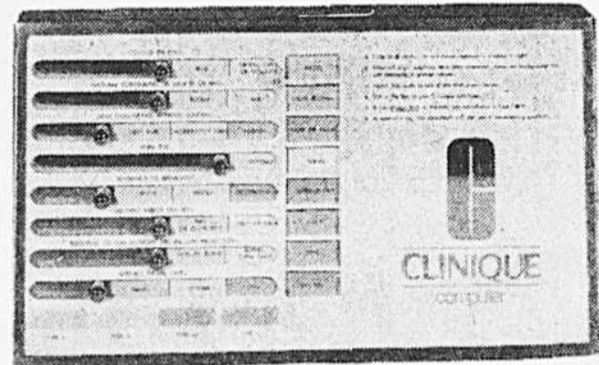
# EATON



## Volte-face avec Clinique

Les prestigieux produits de soins Clinique non allergènes et non parfumés vous aident à faire face à tout ce qui peut abîmer votre teint. Faites confiance à Clinique pour protéger votre épiderme! Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval. Rayon 216. Venez ou téléphonez 842-9211.

1. Savon facial, deux formules: doux pour peaux sèches, fort pour peaux grasses. 6 oz **900 ch.**
2. Lotion éclaircissante «Clarifying Lotion». Formule spéciale «2» pour peaux normales. «1» pour peaux sèches et «3» pour peaux grasses. 6 oz **750 ch.**
3. Lotion hydratante «Dramatically Different Moisturizing Lotion». Tout type de peau. 2 oz **900**



Clinique vous propose de consulter son selecteur. La réponse vous prescrira, selon votre type de peau, les produits de beauté Clinique qui vous conviennent.



Offre-prime: avec tout achat de 7.50 ou plus de produits Clinique, vous recevrez en prime un nécessaire à maquillage: fond de teint équilibré «Balanced Make-up Bases», poudre faciale, lotion hydratante, fond de teint «Continuous Coverage» et un pinceau-applicateur.

### Destination Eaton

Prestige et qualité selon la tradition Eaton.

## Tout ce que vous voulez c'est Love



Les produits Love au citron frais sont tout ce que vous voulez pour votre bien-être. Ils vous procurent de la tête aux pieds une fraîcheur citronnée à l'odeur de propreté. Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish, Carrefour Laval. Également à ou par Sherbrooke au Carrefour de l'Estrie et à ou par Ottawa au Centre commercial Bayshore. Rayon 216. Venez ou téléphonez. 842-9211.

1. Shampoing au citron frais avec protéines, aidant les cheveux à avoir un éclat de santé. 12 oz **350**
2. Lotion de rinçage au citron frais avec protéines aidant à démêler les cheveux. 12 oz **350**
3. Lotion au citron frais pour le corps, présentée en diffuseur, d'un effet très rafraichissant. 2.45 oz **400**
4. Gelée au citron frais pour le bain ou la douche, fournit une mousse citronnée d'une merveilleuse sensation. 6 oz **375**
5. Talc au citron frais pour le corps après le bain ou la douche. 3.5 oz **275**

Offre-prime: avec tout achat de produits LOVE vous obtenez en prime pour 1.99 seulement une pochette à cosmétiques contenant un gel-carnation, un gel à joues et des petites serviettes rafraichissantes.

Livraison sans frais des commandes de 3.00 et plus

La carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner.

### la presse

874-6911

C'est le numéro de téléphone pour réserver LA PRESSE à domicile. Nous prenons les appels de lundi au vendredi de 8 h à 11 h, le samedi de 8 h à 11 h et le dimanche de 8 h à 11 h.

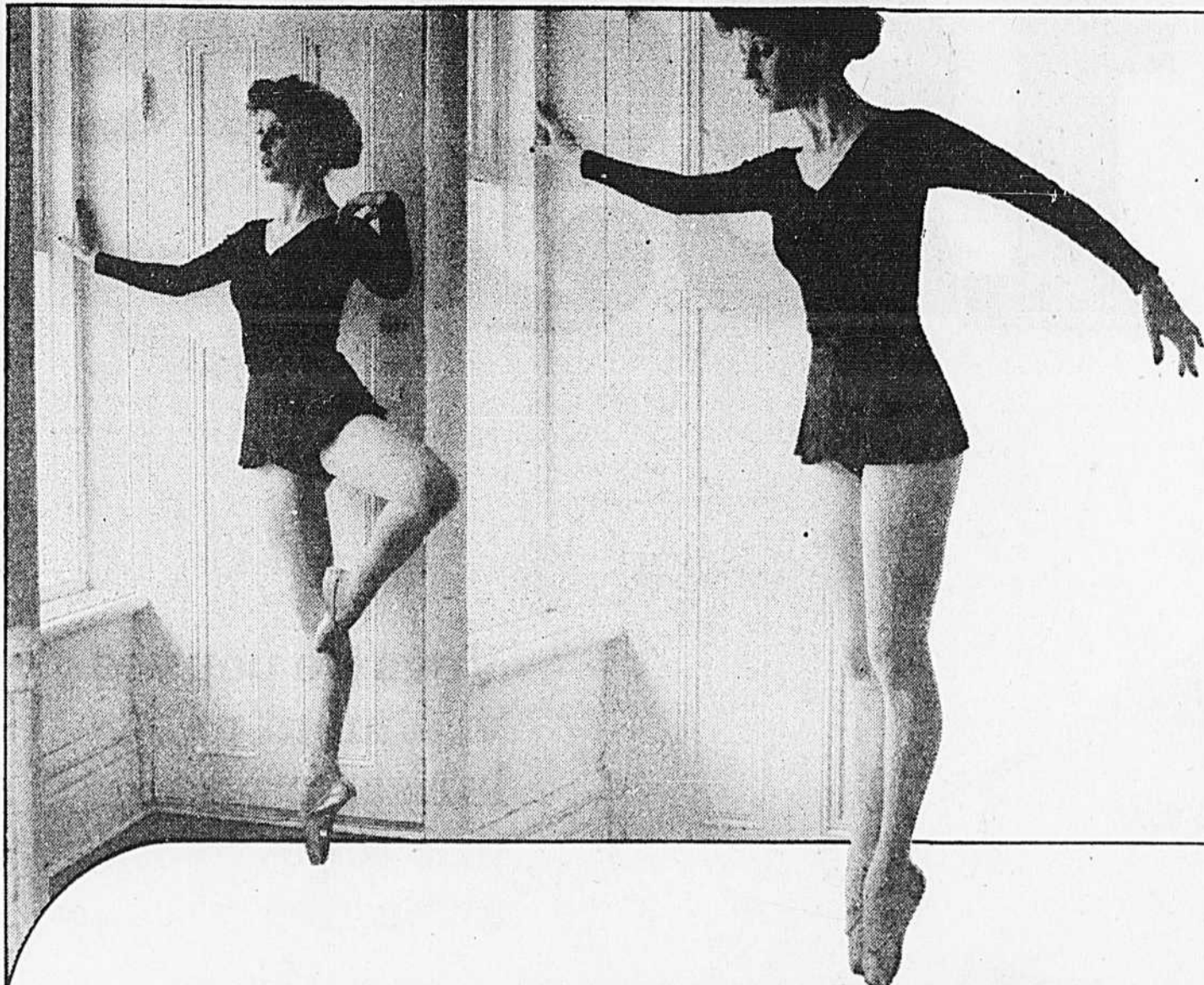
la presse

### la presse

trouvez votre occasion dans les **PETITES ANNONCES** de

la presse

plus de **UN MILLION D'AUBAINES** par année



**Huit c'est un pas de trois.  
Vous, le naturel et la grâce...**

**Huit**, des dessous modernes interprétés dans des tissus pleine souplesse.

**Huit**, une façon de se mouvoir avec aisance, de vivre et de se laisser vivre.

**Huit**, des ensembles aux couleurs actuelles et séduisantes.

EATON Centre-ville (troisième étage), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish, Carrefour Laval, Rayon 609

**Venez ou téléphoner 842-9211**

Suivez la mode de près grâce à la carte-comptable Eaton

**Destination Eaton**



**12<sup>00</sup>** l'ensemble «Amadou»

Soutien nylon et spandex «Lycra» avec agrafe devant. Bonnets transparents, bretelles réglables. Culotte assortie. Blanc, beige, jaune, rose, bleu. 32, 34, 36.

**12<sup>00</sup>** l'ensemble «Marasquin»

Polyester chiné. Bretelles 2-façons; port courant ou croisé au dos. Agrafe devant. Culotte assortie. Blanc, chair, jaune, rose, bleu, vert. 32, 34, 36.

**12<sup>00</sup>** l'ensemble «Daikiri»

Soutien en nylon et spandex «Lycra» à motif zigzag. Bretelles réglables, culotte assortie. Blanc, beige, rose, bleu. 32, 34, 36.

**12<sup>00</sup>** l'ensemble «Titche»

Soutien en filet de nylon et spandex «Lycra» avec bonnets décorés d'applications florales. Culotte assortie. Blanc, noir, rose, bleu, beige. 32, 34, 36.

**MONTREAL.**  
677, rue Ste-Catherine ouest.

**POINTE-CLAIRE**  
Centre commercial Fairview

**ANJOU**  
Les Galeries d'Anjou.

**MAIL CAVENDISH**  
Boul. Cavendish, quartier Côte St-Luc.

**CARREFOUR LAVAL**  
Sortie 7 de l'autoroute, Laval.

**MAGASIN-ENTREPOT**  
4505 Hickmore

**LANGELIER**  
(Centre d'aubaines)  
Centre commercial Langelier

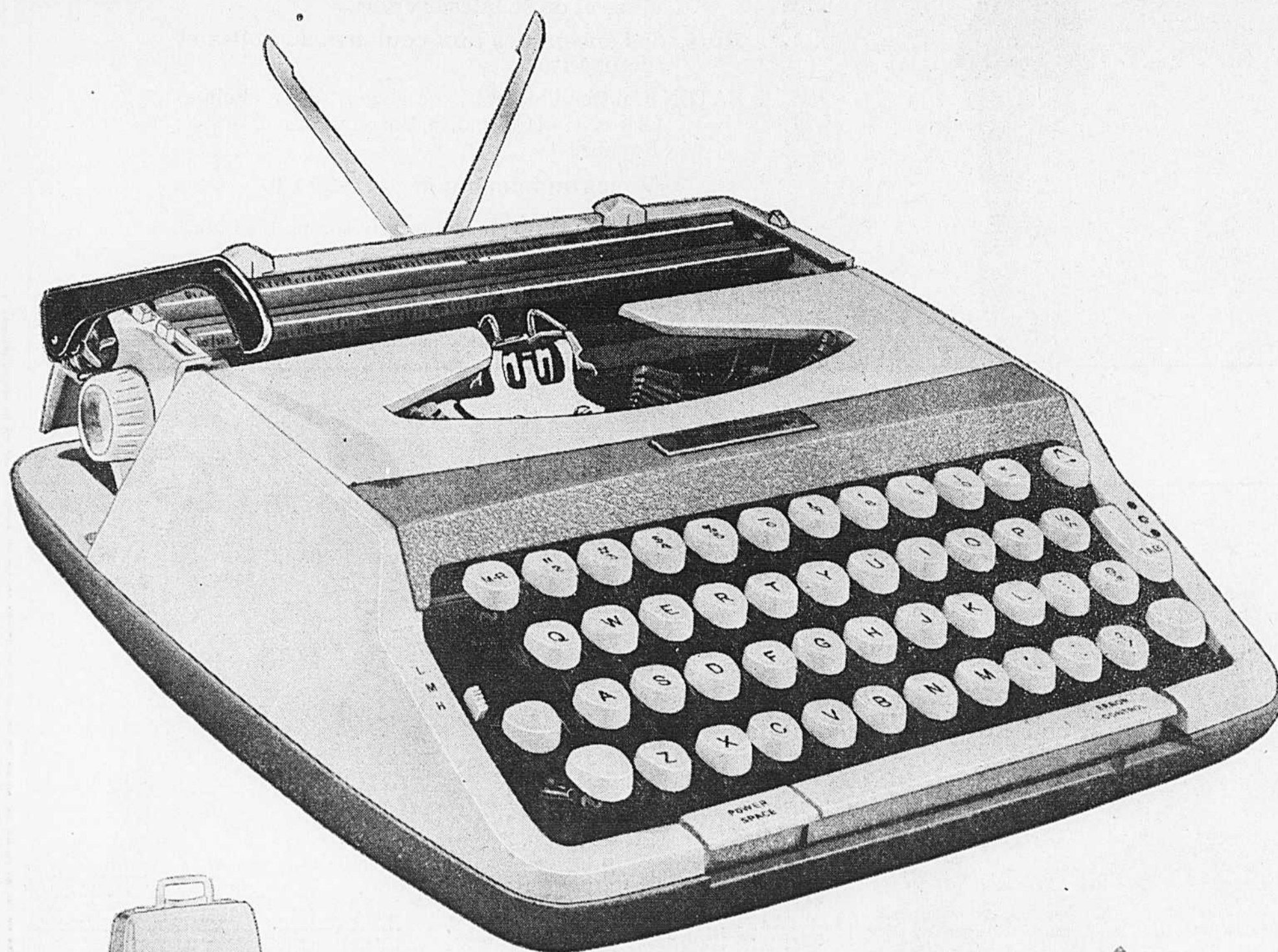
**LASALLE**  
(Centre d'aubaines)  
Centre commercial Pont-Mercier

**HEURES D'OUVERTURE EATON**  
Lundi, mardi, mercredi de 9h30 à 18h00  
Jeudi, vendredi de 9h30 à 21h00  
Samedi de 9h00 à 17h00

**LA CARTE-COMPTABLE EATON:**  
Une façon moderne de magasiner. Le standard téléphonique ouvre à 8h30. 842-9211

**EATON**

# 54.98 et 129.98



**Vous ne pouvez vraiment pas laisser passer une telle aubaine!**

La SCM «Profile 100» portable

Prix Eaton

**54<sup>98</sup>** ch.

Une machine à écrire que vous apprécierez pour ses avantages:

- 44 touches, 88 caractères
- Chariot de 10" prenant du papier de 9 1/2"
- Tabulateur préréglé et dispositif d'interlignes.
- Touches de déblocage et de recul
- Touche de demi-espace et de marge
- Support pour le papier
- Levier de retour du chariot coussine, plateau d'effaçage
- Ruban 2 couleurs et coupe-matrice
- Touche de déblocage
- Ne pèse que 8 lb, donc portable
- Boîtier en plastique en ton or et blanc
- Caractère "pica" français

La «Royal Saturn 10» électrique, portable

Prix Eaton

**129<sup>98</sup>** ch.

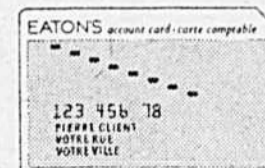
Dorénavant, il vous sera beaucoup plus facile de vous servir d'une machine à écrire, car vous n'avez qu'à en effleurer les touches. De plus, celle-ci vous offre:

- 44 touches, 88 caractères
- Chariot de 10" pouvant recevoir du papier de 9 1/2"
- Point et trait d'union à répétition rapide
- Tabulateur et marges préréglés
- Interlignes simples, intermédiaires et doubles
- Support à papier, plateau d'effaçage et ruban 2 couleurs.
- Plastique bleu robuste et boîtier en plastique assorti.
- Ne pèse que 15 lb.
- Caractère pica français

Eaton, Centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou, Pointe-Claire, Mail Cavendish et Carrefour Laval.

Egalement à ou par Sherbrooke, Carrefour de l'Estrie, et à ou par Ottawa, Centre commercial Bayshore, rayon 206.

Venez ou téléphonez  
**842-9211**



Utilisez votre carte-comptable Eaton, une façon moderne de magasiner.

**Destination Eaton**

# Une AUBAINE Eaton Canada

Depuis 1969, une Aubaine Eaton Canada est une assurance-qualité; c'est l'effort le plus sincère qu'Eaton puisse faire pour vous assurer économie et satisfaction. Une quantité importante de marchandises a été achetée pour nos clients d'un littoral à l'autre.

**MONTREAL**  
677, rue Ste-Catherine ouest.

**POINTE-CLAIRE**  
Centre commercial Fairview

**ANJOU**  
Les Galeries d'Anjou.

**MAIL CAVENDISH**  
Boul. Cavendish, quartier Côte St-Luc.

**CARREFOUR LAVAL**  
Sortie 7 de l'autoroute, Laval.

**MAGASIN-ENTREPÔT**  
4505 Hickmore

**LANGELIER**  
(Centre d'aubaines)  
Centre commercial Langelier

**LASALLE**  
(Centre d'aubaines)  
Centre commercial Pont-Mercier

**HEURES D'OUVERTURE EATON**  
Lundi, mardi, mercredi de 9h30 à 18h00  
Jeudi, vendredi de 9h30 à 21h00  
Samedi de 9h00 à 17h00

**LA CARTE-COMPTABLE EATON:**  
Une façon moderne de magasiner.  
Le standard téléphonique ouvre à 8h30. 842-9211

# EATON